

inprecor

Bolivie

Après
une première
victoire
populaire

Femmes

L'enjeu de
l'Assemblée
de Bobigny

Marxisme

Socialisme
et démocratie
selon O. Lange



Mouvements de masses, Constitution, Elargissement

L'Union européenne dans l'attente
de « l'Esprit de Saint Denis »

Union européenne

En attendant « l'esprit de Saint denis »...	G. Buster	3
Un Constitution inacceptable	Yves Salesse	5
La « nouvelle Europe » en quête d'une autre Europe	Catherine Samary	9
Le mouvement de masse devant une nouvelle étape	François Vercammen	13

Femmes

L'enjeu de l'Assemblée des Femmes	Nadia De Mond	18
-----------------------------------	---------------	----

Enseignement

Offensive contre les enseignements publics	Carlos Sevilla Alonso	20
--	-----------------------	----

Archives du marxisme

Démocratie, capitalisme, socialisme...	Oskar Lange	22
--	-------------	----

Lectures & Débat

Changer le monde sans prendre le pouvoir ? (à propos de <i>Change the World Without Taking Power</i> , de John Holloway)	Phil Hearse	25
---	-------------	----

Bolivie

Après une première victoire populaire	J. M.	31
Un bilan nécessaire	Document du MAS	31
La position de la COB	Document	33
Interview de Felipe Quispe, dirigeant CSTUCB et député du MIP	propos recueillis	
« Ici il faut tout changer, y compris le nom de ce pays »	par Ximena Ortuzar	34

inprecor spécial XV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale

Ce numéro spécial, hors abonnement, comportera 68 pages et sera en vente au prix de 10 euros. Nous y publierons les résolutions adoptées par le XV^e Congrès mondial. Sa mise en page ayant pris un peu de retard, il devrait paraître courant novembre 2003...

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.
Editée par la PEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail :

inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :

Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

En couverture nous avons reproduit un œuvre de Pavel Egüez (Équateur, 2001) faisant partie de la série de cartes postales produite par le Grito de los Excluidos (en modifiant les couleurs — *Inprecor* ne disposant que de la bichromie)

inprecor correspondance de presse internationale
Prix : 15 € / 30 CHF / 35 CDN

Collection 2001
numéros 455 à 465

Encore disponibles !
Il reste encore des collections reliées d'*Inprecor* des années 2001 et 2002.

Au pris de 15 euros chacune, vous pouvez économiser 20 % en commandant les deux tomes au prix promotionnel de 24 euros les deux !

Commandes à :
PEI-Inprecor, 27 Rue Taine, 75012 Paris.
Chèque à l'ordre de la "PEI".

inprecor correspondance de presse internationale
Prix : 15 € / 30 CHF / 35 CDN

Collection 2002
numéros 466 à 477

Abonnement

(11 numéros)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique** 30 EUR (6 mois) ☐ 55 EUR (1 an) ☐
- **Autres destinations** 39 EUR (6 mois) ☐ 71 EUR (1 an) ☐
- **Pli fermé** 48 EUR (6 mois) ☐ 90 EUR (1 an) ☐
- **Moins de 25 ans et chômeurs** 20 EUR (6 mois) ☐
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an) ☐
- **Abonnement de soutien** (à partir de 60 EUR, pour 1 an) ☐
- **Découvrir *Inprecor*** (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois) ☐
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR) ☐

Nom - Prénom :
Rue :
Commune / Code postal :
Ville :
Pays :
Tél./Fax/E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEI", à adresser à Inprecor-PEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.
- Virements bancaires à "PEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PEI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

En attendant « l'Esprit de Saint-Denis »...

Par
G. Buster*

Bien que le Conseil européen de Thessalonique ait réservé un « accueil positif » au projet de Traité Constitutionnel élaboré par la Convention (1), il est évident que la Conférence intergouvernementale a ouvert la boîte de Pandore. L'ouverture de cette conférence le 4 octobre à Rome, par un Berlusconi qui, quelque jours plus tôt, tentait de justifier Mussolini, devait affronter d'emblée la mobilisation dans les rues des dizaines de milliers de protestataires altermondialistes et de syndicalistes de la Confédération européenne des syndicats (CES). Mais elle devait faire face également à un blocage interne en ce qui concerne les questions fondamentales du projet constitutionnel de la Convention : la composition de la Commission, la répartition internes des votes et la capacité de bloquer les institutions communautaires, le niveau de la communautarisation de la politique extérieure et le rôle du Ministre des affaires étrangères de l'Union, le fonctionnement législatif du Conseil ...

Il ne s'agit pas là de questions formelles ou secondaires, mais au contraire d'éléments clés de l'articulation de la « gouvernance » de l'Europe-puissance, qui mettent en lumière les difficultés de l'axe franco-allemand visant à imposer son modèle de fonctionnement à une Union élargie à 25 États-membres. Ces difficultés ont pour partie leur origine dans l'accentuation de la concurrence inter-impérialiste à l'occasion de la seconde guerre de l'Irak. Si l'hégémonie des États-Unis n'est pas ici en cause (ni d'ailleurs l'Alliance atlantique), par contre c'est le cas de l'autonomie et de la défense plus ou moins ferme des intérêts de l'Union européenne (UE) comme projet stratégique des classes dominantes européennes. La guerre de l'Irak et aujourd'hui sa « reconstruction » ont divisé la « vieille » Europe et la « nouvelle », ont bloqué la possibilité d'un référendum sur l'euro en Grande-Bretagne tout comme l'incorporation de Blair dans l'axe franco-allemand et ont affaibli l'élan de la construction d'une Europe-puissance, qui repose pour l'essentiel sur l'axe franco-allemand et le consensus intergouvernemental du fait de l'affaiblissement croissant et du discrédit de la Commission Prodi.

Si Paris et Berlin ont su prendre appui sur



les manifestations massives contre la guerre en Irak pour contester l'administration Bush au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, leur tentative de reconstruire

une base sociale prête à accepter, comme un moindre mal, les réformes néolibérales et « l'Esprit de Lisbonne » au nom de la « compétitivité » et de la concurrence avec les États-Unis rencontre beaucoup plus de difficultés. En France, la grève des enseignants avant l'été a créé une nouvelle situation sociale et ouvert une crise larvée du gouvernement Raffarin, qui n'est pas plus aiguë seulement du fait de l'enlèvement fantasmagorique du Parti socialiste et de la crise de ses vieux alliés du gouvernement de la « gauche plurielle », incapables de la moindre résistance par crainte de se voir débordés par l'extrême gauche. En Allemagne, Schröder a dû se concentrer pour freiner la dernière mutinerie d'un secteur des parlementaires du Parti social-démocrate (SPD) contre les réformes néolibérales, ce qu'il n'a réussi que grâce au chantage à l'ouverture immédiate d'une crise du parti, inévitable en cas d'élections anticipées, et pour étouffer le bruit des sifflets contre sa politique de réformes lors du Congrès de l'IG Metall (2). Le résultat du référendum suédois sur l'entrée dans l'Union monétaire (« dans l'euro ») n'aide également pas à maintenir l'élan franco-allemand.

Dans cette situation Chirac et Schröder voient grandir les nains au sein de la Conférence intergouvernementale. Ni les avertissements de Joschka Fischer, ministre allemand (Vert) des affaires étrangères, pour qui toute proposition de modification du projet de Traité Constitutionnel de la Convention devait être accompagnée d'une formule de consen-

sus alternative, ni la menace ouverte de couper les aides, de la part des États-membres qui sont des contribuables nets au budget européen, dans le cadre de la négociation des perspectives financières de l'Union pour 2006, n'ont réussi à empêcher l'Espagne et la Pologne d'exiger le maintien de leur quota de pouvoir et de blocage, obtenu dans le Traité de Nice au détriment des « grands » États-membres. Pas plus qu'ils n'ont empêché les petits États-membres de poursuivre leur campagne en vue d'être directement représentés au sein de la Commission avec droit de vote et de mettre en question la « méthode directoriale ». Ils n'ont pas non plus empêché Prodi de faire du populisme communautaire en se mettant à la tête des protestations des petits États tout en assurant peu après que c'est « l'intelligence » des Commissaires et non pas l'importance du département qu'ils gèrent, qui importe. Et finalement, ils n'ont pas empêché les secteurs les plus eurosceptiques de lancer leur propre campagne en faveur d'un référendum européen sur le Traité Constitutionnel avec l'espoir de le priver ainsi de légitimité.

Tel aura été le scénario jusqu'à l'inauguration de la Conférence intergouvernementale le 4 octobre 2003 et même après le Conseil européen des 16-17 octobre, où le blocage a été mis en scène devant la presse par les chefs de gouvernements européens. L'absence d'un quelconque processus démocratique était on ne peut plus évidente. Les débats et les bras de fer entre les États-membres, liés à la négociation d'autres questions et d'autres intérêts — tels les perspectives financières après 2006 — promettent une érosion continue de la crédibilité et de la légitimité du Traité Constitutionnel qui finira par être adopté. Mais autant la capacité d'imposer une nouvelle résolution sur la « reconstruction de l'Irak » au Conseil de sécu-

* G. Buster, rédacteur de la revue madrilène *Viento Sur*, est militant de la IV^e Internationale et de l'Espacio Alternativo (État espagnol).

1. Sur le développement des débats de la Convention et une première analyse du projet de Traité Constitutionnel, voir G. Buster, « Une Europe des rentiers impérialistes ? », *Inprecor* n° 484, d'août 2003. Pour une critique constitutionnaliste du projet de la Convention on se reportera à l'article d'Yves Salesse en p. 5 de ce numéro d'*Inprecor*.

2. IG Metall, le syndicat de la métallurgie, est une des principales fédérations syndicales en Allemagne.

rité de l'ONU était un test important pour la crédibilité de l'hégémonie internationale de l'administration Bush, autant la capacité d'imposer un « consensus » rapide dans les débats de la Conférence intergouvernementale est également une épreuve du feu pour la capacité de direction communautaire de l'axe franco-allemand.

Les débats intergouvernementaux sur le futur de l'UE ont ainsi une nouvelle fois mis en lumière la crise de légitimité des politiques néolibérales et des réformes institutionnelles indispensables pour les imposer. Le cadre « optimal » choisi par les classes dominantes européennes pour imposer ces réformes avec le moindre coût politique et social — l'Union européenne — est entré dans une crise profonde. La Commission, imposant les politiques néolibérales « *par en haut* », joue avec son hypothétique prestige technocratique et accorde des compensations partielles et orientées à travers les aides structurelles pour tenter d'éviter l'aggravation de la crise politico-sociale au sein des États-membres. Mais du fait de l'absence de légitimité, de l'opacité du processus décisionnel et de leurs conséquences, elle n'est finalement pas parvenue à éviter que la résistance sociale envers ces politiques ne débouche sur un affrontement avec les gouvernements des États-membres, approfondissant la crise propre de l'Union. La « contamination française », c'est-à-dire la grève de masse qui a freiné en 1995-1996 (puis à nouveau en 2003) l'offensive du gouvernement en vue d'accélérer les choix néolibéraux, s'est déjà étendue à d'autres pays-membres et l'on craint en haut lieu qu'elle ne déborde vers les nouveaux États-membres, tels la Pologne.

Pour un « Non » à la Constitution des oligarchies européennes

Au fur et à mesure que les négociations de la Conférence intergouvernementale s'enlisent, les illusions sur le caractère prétendument « progressiste » du Traité Constitutionnel se dissipent. D'abord, parce qu'à partir du moment où les populations commencent à prendre connaissance du contenu du projet, il devient impossible de maintenir avec un minimum de sérieux qu'il constitue un quelconque pas en avant dans la construction d'un « modèle social européen » ou d'une « Europe du progrès ». Car il apparaît qu'il s'agit d'un texte qui prétend graver dans le marbre de la loi fondamentale européenne la gestion néolibérale, qui remet en cause les législations sociales nationales de nombreux États-membres, qui impose une « gouvernance » oligarchique contre toute légitimité démocratique, qui militarise et « sécurise » les sociétés européennes en agitant le fantasme du « terrorisme international ».

Il est également impossible de soutenir qu'un « Non » à cette Constitution des oligarchies européennes équivaldrait à l'acceptation du Traité de Nice. Si les classes dominantes

européennes se sont données le mal d'organiser une Convention et une Conférence intergouvernementale, c'est parce qu'elles sont parfaitement conscientes que le Traité de Nice n'a jamais été un fondement de légitimité suffisant non seulement pour garantir la construction de l'Europe-puissance dont elles ont besoin, mais même pour garantir le fonctionnement de l'Union élargie. Il suffit de rappeler le résultat du seul référendum qui ait eu lieu sur le traité de Nice dans un État-membre : le « Non » clair et net du peuple irlandais au début de la militarisation de l'UE qu'il impliquait et à l'inégalité institutionnelle entre États-membres qu'il sacralisait. Il a fallu procéder à un deuxième référendum, multiplier les pressions, les chantages et les promesses d'aides économiques pour que le gouvernement irlandais parvienne à imposer le traité de Nice à sa population, en équilibre sur la corde raide au-dessus de l'abîme de la légalité communautaire.

Au contraire, les raisons pour rejeter ce projet de Constitution sont pour leur part faciles à résumer en mentionnant ses huit défauts fondamentaux :

❶ Il n'est pas issu d'un processus constitutionnel fondé sur la souveraineté des citoyens et des peuples d'Europe. Le Traité Constitutionnel est né d'un accord intergouvernemental. Il constitue une Charte octroyée par les pouvoirs en place et, à ce titre, est illégitime.

❷ Il n'établit pas une Europe fédérale, mais au contraire continue à subordonner le processus de la construction européenne aux accords intergouvernementaux du Conseil et à la dynamique du marché unique. Tandis que le projet centralise et coordonne la gestion néolibérale du marché unique, les politiques sociales sont maintenues dans les limites étroites des États-membres existants. Il impose au nom de la loi un modèle économique européen néolibéral tout en rejetant au nom de la loi tout modèle social européen. De plus, le Parlement européen, seule institution pouvant prétendre à la représentativité des citoyens de l'Union, voit ses pouvoirs législatifs encore limités et subordonnés au Conseil.

❸ Il ne garantit même pas l'égalité des droits individuels et sociaux reconnus dans la Charte des Droits Fondamentaux — elle-même largement en deçà des droits moyens reconnus par les législations étatiques — car le Titre VII qui les interprète, les subordonne à la législation de chaque État-membre. L'inégalité des citoyens de l'Union est ainsi transformée en norme, tout comme l'inégalité des personnes qui, tels les immigrés, sont exposés à l'illégalité.

❹ Il ne promulgue pas une politique de paix mais au contraire, réaffirme l'option guerrière et subordonne l'Union aux obligations des États-membres de l'OTAN, crée une armée européenne et donne un élan institutionnel à une politique communautaire d'armements.

❺ Il ne garantit pas le droit à l'autodétermination des peuples européens, mais au contraire

fixe et articule le fonctionnement de l'UE à partir des États-membres préexistants, qui sont affirmés en tant qu'unique cadre de développement d'une quelconque autonomie administrative, culturelle et politique. Il ne garantit même pas l'égalité entre les États-membres car il institutionnalise les « coopérations renforcées », c'est-à-dire les centres et les périphéries.

❻ Il ne permet pas une politique sociale et économique au service de la satisfaction des besoins des citoyens. Au contraire, il établit par la loi les limites de la capacité budgétaire de l'UE, interdit le recours au crédit, garrotte sa capacité fiscale, exclut les politiques économiques anti-cycliques. Il garantit l'indépendance (vis-à-vis des citoyens) de la Banque Centrale Européenne et soumet l'Union à un régime d'austérité permanente. Toute avancée sociale y est conditionnée à une « haute compétitivité ».

❼ Il ne crée pas une administration européenne transparente et responsable démocratiquement. La Commission continuera ainsi d'être — selon ce projet — une administration opaque et autonome, jouissant d'une initiative législative pour proposer des règlements, des décisions et des lois à adopter par le Conseil et le parlement européen. La confusion institutionnelle communautaire ne respecte nullement la division des pouvoirs et le contrôle démocratique institutionnel existant dans les États-membres.

❽ Il ne promeut pas une « Europe verte » mais au contraire subordonne le développement soutenable et le respect de l'environnement aux intérêts du marché — c'est à dire aux profits — et aux politiques néolibérales.

« L'Esprit de St-Denis » : Pour une refondation démocratique et sociale de l'Europe

Le Forum social européen, qui se tiendra en France, à Saint-Denis / Paris / Bobigny / Ivry du 12 au 15 novembre prochain, est ainsi confronté à un double défi :

● Fournir un cadre européen aux luttes de résistance dispersées, qui ont lieu dans chaque État-membre contre les « réformes » néolibérales de « *L'Esprit de Lisbonne* ». C'est là une grande contribution que peut faire le « mouvement des mouvements », en aidant à comprendre que le défi posé au niveau européen est un terrain privilégié pour modifier le rapport des forces avec les classes dominantes de notre continent ;

● Cela nécessite d'analyser les instruments institutionnels qui articulent l'hégémonie des classes dominantes au niveau européen et de leur faire face. Dans l'immédiat cela passe par une campagne commune contre le projet de Constitution néolibérale de l'UE, c'est-à-dire pour un « Non de gauche » partout où ce projet sera soumis à un référendum.

Malgré la crise que connaît l'Union européenne, le repli dans le cadre de l'État-nation

n'est déjà plus possible et la promotion d'un tel repli serait une solution illusoire. Le marché unique communautaire est une réalité qui lie l'économie européenne avec le marché mondial. « *La résistance dans un seul pays* » contre les politiques néolibérales n'est déjà plus possible. La bataille se déroule dans le cadre européen. Son issue dépend largement de la capacité de construire une solidarité de la classe travailleuse, capable d'imposer la redistribution et d'arracher des droits sociaux pour tous, au-delà même des États-membres, au-delà des frontières actuelles de l'Union, en dépassant les dynamiques de division et de ségrégation sociale et géographique de « *l'Europe-puissance* » et de « *l'Europe-forteresse* ».

La résistance syndicale coordonnée au niveau européen est un autre élément indispensable. De conserve avec la campagne contre le projet de Constitution de l'oligarchie européenne, elle doit permettre d'établir les fondements d'une refondation démocratique et sociale de l'Europe, d'un projet contre-hégémonique assis sur l'extension des droits de citoyenneté, dans la perspective constituante d'un Congrès des Peuples de l'Europe.

Le premier pas pratique c'est d'exiger des référendums dans chacun des États-membres. Le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne, le Portugal et la République tchèque ont déjà annoncé leur intention de convoquer de tels référendums. La Belgique, la France, l'Italie et la Slovaquie les suivront probablement. Mais les pays centraux dans le projet européen, tels l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Pologne s'apprêtent à ratifier le Traité Constitutionnel par une simple approbation parlementaire, sous prétexte de son caractère intergouvernemental. Que se passera-t-il si un des États-membres dit « *Non* » ? Comment cela affecterait-il l'actuelle crise de légitimité de l'Union ? Pour le moment il n'y a pas de réponses à ces questions, comme il n'y en avait pas lorsque le peuple irlandais a rejeté le traité de Nice, ce qui fut une des causes du déclenchement de l'actuel processus visant à imposer une Constitution néolibérale à l'Union.

Pour qu'une autre Europe soit possible, celle des citoyens et des peuples, le Forum social européen doit se transformer en une prise de conscience collective des intérêts et des objectifs communs qui nous permette de commencer à opposer le poids des majorités contre le kidnapping oligarchique de notre souveraineté et d'articuler ces majorités avec les résistances sociales et les alternatives politiques. C'est, en fin de compte, notre meilleure arme : comprendre que si nous agissons ensemble nous sommes beaucoup plus qu'eux, que l'Europe de la solidarité peut être beaucoup plus forte que ne l'est l'Europe-puissance néolibérale.



Une Constitution inacceptable

Par
Yves Salesse*

La Convention présidée par Giscard d'Estaing a déposé son projet. Il va servir de base aux travaux de la conférence intergouvernementale. Nous ne devons pas attendre la conclusion de celle-ci pour mener une campagne politique sur ce projet et interpellier le gouvernement français. Nous devons simultanément exiger un référendum préalable à la signature d'un texte par notre pays.

La devise de l'Union serait « *Unie dans la diversité* » ! Ce mauvais slogan électoral recyclé par Giscard signe la médiocrité de l'ensemble. Je montrerai qu'en effet le projet ne change pas grand chose à l'ordre juridique déjà existant. Cela ne veut pas dire que son adoption serait sans importance. Nous vivons un moment charnière de la construction européenne. Le traité central, créant la communauté économique européenne, date de presque 50 ans. La solennité de la démarche actuelle, l'utilisation du terme de Constitution, ne doivent pas être prises à la légère. Est en jeu la revalidation d'ensemble des bases de la construction européenne. Les États membres, leurs parlements, leurs peuples là où il y aura référendum, seront appelés à dire si ce sont là les fondements et la définition qu'ils souhaitent pour l'Europe à venir. Une fois la Constitution adoptée, il sera extrêmement difficile, juridiquement mais aussi politiquement, de remettre en cause son orientation. Il faut insister sur ce point. Le texte qui sera soumis à la ratification des États membres aura une portée politique supérieure à l'Acte unique, Maastricht, Amsterdam ou Nice qui se présentaient seulement comme ajouts, compléments d'un socle déjà posé. La Constitution proposée aujourd'hui n'est pas un texte de correction du système institutionnel. Elle reprend l'ensemble, affiche des valeurs et des objectifs, définit des politiques et des institutions. C'est cet ensemble que son adoption fixera. C'est donc sur cet ensemble qu'il faut porter un jugement.

Je ne reprends pas le débat juridique sur la notion de Constitution, le terme semblant faire consensus et aucune ambiguïté n'existant sur son mode d'adoption : la ratification par les États, selon leur procédure constitutionnelle propre. C'est donc un traité international. Mais la portée symbolique du mot Constitution est forte et deux éléments politiquement essentiels

doivent être immédiatement soulignés. C'est une Constitution sans assemblée constituante élue, dont l'élaboration a fait l'économie d'un débat politique en profondeur pour finir en négociation entre les gouvernements. C'est une Constitution-loi-règlement. Une Constitution se borne normalement à fixer des principes généraux et à préciser le système institutionnel. Nous avons ici un texte d'une toute autre nature. Les gouvernements et la convention ont tenu à y intégrer en bloc les traités existants. Or ces traités vont extrêmement loin dans la précision des orientations et la définition des politiques. Il en est de même pour plusieurs articles nouveaux. Cela crée un problème politique majeur, que j'avais déjà souligné dans les « *Propositions pour une autre Europe* » (1) : on inscrit dans le marbre des orientations politiques qui devraient pouvoir être périodiquement rediscutées. Une fois « *constitutionnalisées* », ces orientations ne pourront être remises en cause et s'imposeront aux institutions européennes comme aux États. Est ainsi construit un encadrement extrêmement strict de la décision politique. C'est inacceptable par principe pour quiconque accorde encore une once d'importance au débat démocratique. En outre, le projet est inacceptable par son contenu.

L'adoration de « l'économie de marché ouverte où la concurrence est libre »

Certains espéraient la remise en cause de la primauté du marché. Ce n'est pas le cas. « *Le marché unique où la concurrence est libre et*

* Yves Salesse, maître des requêtes au Conseil d'État (France), est coprésident de la Fondation Copernic. Il a publié, entre autres : *Propositions pour une autre Europe*, Félin, Paris 1997 et *Réforme et Révolution — propositions pour une gauche de gauche*, Agone, Marseille 2001. L'article que nous publions ici a été diffusé par la Fondation Copernic dans son *Flash* n° 5 de septembre 2003, sous le titre : « *Constitution européenne : premières remarques* ». Notons que la Fondation Copernic a également préparé un ouvrage collectif, « *Europe — l'alternative* », qui paraîtra cet automne aux éditions Syllepse. [Fondation Copernic, BP 32, 75921 Paris Cedex 19, France, e-mail : <copernic2@wanadoo.fr>, site web : <http://www.fondation-copernic.org>] 1. cf. Yves Salesse, *Propositions pour une autre Europe*, Félin, Paris 1997.

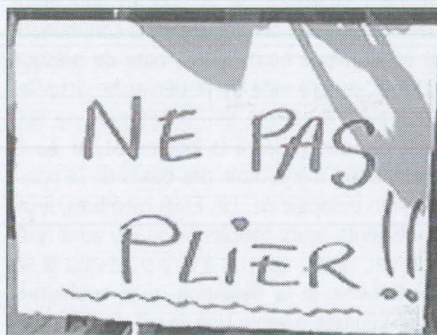
non faussée » n'est pas explicitement promu au rang de valeur suprême de l'Union, il en est la *weltanschauung* obligatoire et l'objectif central. Il précède tout, même littéralement puisque le 1^{er} du 1^{er} article du projet de Constitution affirme que l'Union est instituée par les États membres « pour atteindre leurs objectifs communs ». Les valeurs, curieusement, n'y figurent pas. Elles n'interviennent qu'après, pour les États qui voudraient adhérer et doivent s'engager à les promouvoir en commun.

Ces valeurs, que sont-elles ? Excellentes : le respect de la dignité humaine et des droits de l'Homme, la liberté, la démocratie, l'État de droit. Pour les habitués de la République manquent pourtant à l'appel l'égalité et la fraternité. La rédaction retenue marque une régression par rapport au préambule de la Charte des droits fondamentaux qui affirme que « l'Union se fonde sur les valeurs indivisibles et universelles de dignité humaine, de liberté, d'égalité et de solidarité ; elle repose sur le principe de la démocratie et de l'État de droit ». On disposait donc d'une rédaction, incluant l'égalité et la solidarité, qui a été écartée. On a cherché à dissimuler ce recul par une curiosité sémantique qui fait du deuxième article un gros mensonge : « Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la tolérance, la justice, l'égalité, la solidarité et la non-discrimination ». Nous ne sommes plus dans l'énoncé des valeurs ; pas encore dans les objectifs, qui arrivent à l'article suivant. On est dans le constat, stupéfiant pour toutes celles et tous ceux qui vivent quotidiennement leur appartenance à une société injuste, discriminatoire, où les inégalités se creusent et la solidarité se défait. Mais cela importe peu finalement. La terre promise, c'est « un marché unique où la concurrence est libre et non faussée » qui apparaît dès l'article 3. L'objectif n'est pas seulement domestique puisque le même article affirme que, dans ses relations avec le reste du monde, l'Union promeut « le commerce libre ». Pour bien clarifier l'A 4 assure que les quatre libertés (dont la libre circulation des biens, des services et des capitaux) et la liberté d'établissement sont garanties par l'Union *urbi et orbi*. Ces articles viennent s'ajouter à la longue liste des textes repris qui stipulaient déjà que l'Union agit « conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre » (A III-69, 70, 77, 144, 180). On le savait déjà ; les nouveaux articles enfonce le clou. Ce principe est réaffirmé en tête de chaque chapitre important.

L'établissement du marché intérieur doit être poursuivi (A III-14). « Encore ? » est-on tenté de demander. « Toujours » serait-il répondu. Ainsi sont éclairés ceux qui pensaient qu'avec l'ouverture à la concurrence des principaux services publics « *merchants* », la politique de libéralisation arrivait à son terme. Les États membres et l'Union définissent une politique économique commune fondée sur le respect

d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre qui, cela tombe bien, favorise une allocation efficace des ressources : le débat théorique est clos, le débat politique aussi (A III-70 et 77). S'agissant des pays du Sud, le principe de l'économie de marché ouverte frappe aussi. Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires d'outre-mer (TOM) associés le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu de la Constitution : c'est-à-dire la libre circulation (A III-187). S'agissant de tous les autres pays l'Union encourage leur intégration dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international (A III-193). Elle entend contribuer, conformément à l'intérêt commun, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs, et à la réduction des barrières douanières et autres (A III-216). L'orientation générale de la position européenne pour les négociations OMC et AGCS est donnée.

L'offensive européenne contre les services publics a été menée sur la base de l'article devenu III-55, interprété à la lumière des références générales à l'économie ouverte de marché et à l'objectif central de construction du marché intérieur, précisés par les stipulations sur les ententes et abus de position dominante et les aides publiques aux entreprises. Elles sont



toutes reprises inchangées. Une partie spécifique sur les services publics avait été demandée ; elle a été refusée. Une nouvelles rédaction de l'A 16 devenu III-6 a été refusée. Est donc explicitement maintenue la soumission des « services d'intérêt économique général » à cet article III-55 et à l'A III-56 relatif à l'interdiction des aides publiques qui faussent la concurrence, avec une dérogation relative en matière de transports (A III-136). Et pour bien cadenasser, il est prévu que si des dispositions prises par un État en faveur d'un service public « ont pour effet de fausser la concurrence dans le marché intérieur », la Commission examine avec lui leur adaptation aux règles établies par la Constitution. Par dérogation à la procédure de droit commun, la Commission ou tout État membre peut saisir directement la Cour de justice qui statue à huis-clos (A III-17). L'ajout, en fin d'A III-5, de l'annonce d'une loi européenne ne change rien. C'est la directive annoncée

depuis longtemps dont le livre vert de la Commission a proposé la substance, parfaitement respectueuse de cet encadrement juridique. Ainsi n'est annoncé aucun infléchissement de la politique en matière de services publics volontairement écarté par cette rédaction de la Constitution.

L'Union reste aussi le dernier bastion mondial de l'orthodoxie monétariste. Le rôle essentiel de la Banque centrale européenne (BCE) et des banques des États membres est la stabilité des prix. Il leur est interdit d'accorder toutes formes de crédits aux autorités publiques qui peuvent toutefois se tourner vers les établissements financiers privés (A III-73). La BCE est indépendante sans véritable contre-pouvoir politique. Les États de la zone euro doivent renforcer la coordination de leur discipline budgétaire et la surveillance de celle-ci (A III-88, nouveau), selon les critères de Maastricht dont pourtant nous ne sommes plus seuls à penser qu'ils sont « stupides ».

La primauté du principe de l'économie de marché ouverte s'applique jusque dans les détails. Tout l'arsenal des stipulations favorables à la libre concurrence est repris. Voici quelques exemples. Le MEDEF ne s'inquiètera pas des articles relatifs à la politique sociale. Les marchés du travail doivent être aptes à réagir rapidement à l'évolution de l'économie (A III-97). Les politiques de l'emploi des États membres doivent contribuer à l'objectif précité et respecter les grandes orientations de politique économique (A III-98), elles-mêmes encadrées par le respect du principe de l'économie de marché ouverte. La politique sociale n'a pas pour objectif l'éradication du chômage mais « la promotion de l'emploi » assurée notamment par le « développement des ressources humaines ». Elle est bornée par la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union (A III-103). Elle évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement des petites et moyennes entreprises (A III-104). Elle ne traite pas en revanche des rémunérations, du droit d'association, du droit de grève et du lock-out (idem). Conformément au souhait des grandes firmes transnationales lorgnant sur ce secteur, l'Union encouragera le développement de l'éducation à distance (A III-182). La lutte contre le déséquilibre croissant en faveur du transport routier est entravée par l'obligation de tenir compte de la situation économique des transporteurs pour toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transports (A. III-137). L'action contre la fraude fiscale en matière d'impôt sur les sociétés est doublement bornée : les mesures doivent être prises à l'unanimité et « être nécessaires pour assurer le fonctionnement du marché intérieur et éviter les distorsions de concurrence » (A III-63 nouveau). Etc. Tout cela serait dans la Constitution, désormais indiscutable.

Appliquée dans le détail la primauté du marché l'est aussi jusqu'à l'absurde. Ainsi en

cas de troubles intérieurs graves, de guerre ou de menace de guerre, les États membres se consultent pour éviter que les mesures prises par l'État membre concerné n'affectent... le fonctionnement du marché intérieur (A III-16) ! Les restrictions aux mouvements de capitaux mondiaux sont interdites (A III-45). Des mesures de sauvegarde peuvent être décidées dans des circonstances exceptionnelles, c'est dire seulement si les mouvements de capitaux causent des difficultés graves pour le fonctionnement de l'Union économique et monétaire (A III-46).



Le rééquilibrage réclamé par une partie du Parlement européen, les organisations syndicales et de nombreuses associations, relativisant la place du marché au profit de la politique sociale, des services publics ou de l'environnement, a donc été refusé. Mais la constitutionnalisation de choix politiques ne concerne pas seulement l'adoration du marché. Le dialogue régulier avec les Églises est institutionnalisé par l'A 51. Une autre innovation, majeure, est peu commentée : l'article 40. Par son §3 « *Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires* ». Cette obligation est précise. Elle ne parle pas de l'amélioration des capacités militaires de l'Union qui pourrait être interprétée en termes de meilleure coordination, formation commune, homogénéisation des matériels. Elle vise l'amélioration des capacités de chaque État membre. La Constitution tranche ainsi le débat mené dans les principaux pays, sous la pression du lobby militaro-industriel, en faveur de l'augmentation des budgets militaires. Je suis prêt à argumenter contre une telle politique de course-poursuite avec l'investissement militaire fou des États-Unis d'Amérique. Mais ici, en amont de cette question, nous devons clamer de nouveau qu'est inadmissible son inscription dans la Constitution. Il en est de même pour le § 7 du même article qui décide que « *Pour mettre en œuvre une coopération plus étroite en matière de défense mutuelle, les États membres participeront travailleront en étroite coopération avec l'OTAN* ».

Qu'opposent à tout cela les défenseurs du projet ? Il ne parlent généralement que des institutions, évitant d'aborder le fond. Et lorsqu'ils y sont contraints, ils tentent de valoriser d'autres passages, d'autres articles. Bien évidemment, je n'ai pas cité tout le projet. Mais nous savons bien que tout n'a pas la même

portée. Les déclarations en faveur de la paix, du commerce équitable ou du développement durable ne sont pas un contrepoids. Nous sommes instruits par 50 ans de vie communautaire sur la base de traités qui ne se bornaient pas à affirmer le marché et la libre concurrence. C'est pourtant cela qui a structuré la politique européenne. Ce que j'ai extrait ne représente pas l'intégralité du projet de Constitution, il en constitue la colonne vertébrale. Cela suffirait puisqu'est ainsi ligotée d'avance toute tentative de mener des politiques européennes différentes.

Le maintien de l'architecture institutionnelle antérieure

L'architecture générale du système reste la même pour l'essentiel, en un peu plus compliqué.

Relevons d'abord les évolutions positives. J'en vois cinq. L'adhésion aux Communautés puis à l'Union européenne était un acte sans retour : n'existait ni la possibilité d'exclure un État ni celle de se retirer. J'avais montré les inconvénients de cette situation et proposé l'introduction de ces deux possibilités. C'était jugé juridiquement difficile et pratiquement impossible. Les A I-58 et I-59 introduisent la suspension des droits d'appartenance à l'Union et le retrait volontaire. Positive, bien qu'insuffisante, est également la proposition relative à l'application du principe de subsidiarité. Je ne reprends pas ici la critique de la rédaction du principe (2), mais la question du contrôle. Considérant que l'appréciation du niveau pertinent de l'action publique n'est pas un problème juridique mais politique, je plaçais pour l'intervention des organes politiques, notamment les parlements, pour le contrôle du respect de la subsidiarité. Ce fut également regardé comme irréaliste et impraticable. C'est désormais introduit par le protocole spécifique selon lequel un tiers des parlements nationaux peuvent obliger la Commission à réexaminer une de ses propositions. C'est positif, mais insuffisant puisque la Commission, après réexamen, peut maintenir sa proposition et qu'en fin de compte c'est la Cour de justice européenne qui tranche. Je maintiens qu'une majorité de parlements nationaux doit pouvoir faire échec à une mesure qu'elle estime méconnaître le principe de subsidiarité.

Les citoyens de l'Union pourront intervenir grâce au §4 de l'A I-46. C'est un progrès, mais sérieusement borné. Contrairement à ce qu'affirment certains commentateurs, cet article n'introduit pas le référendum d'initiative populaire qui permettrait l'adoption d'une décision : un million de citoyens qui considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application de la Constitution peuvent inviter la Commission à soumettre une proposition appropriée. Ainsi, la proposition doit être nécessaire à l'application de la Constitution : on retrouve la limitation par le contenu de celle-ci. La pétition ne débouche ni sur un réfé-

rendum dans l'Union ni même sur son examen obligatoire et direct par le Conseil et le Parlement : elle est une invitation faite à la Commission qui, en l'état de la rédaction, peut ne pas donner suite. Surtout, si elle donne suite, elle est maîtresse du contenu de la proposition qu'elle soumet aux instances de décision. Autre avancée, sur laquelle je reviendrai, l'extension du pouvoir de codécision du Parlement européen. Relevons enfin la publicité des séances du Conseil législatif lorsqu'il délibère d'une proposition législative. Elle ébrèche, sans le supprimer, le secret des négociations de sommet.

Pourtant, le caractère fondamentalement antidémocratique du système est maintenu, voire aggravé. Rappelons qu'il tient fondamentalement à trois éléments : l'encadrement minutieux de la décision publique illustré précédemment ; le rôle central de la négociation entre gouvernements très largement affranchis de tout contrôle ; la montée des structures technocratiques devant la difficulté croissante de l'exercice intergouvernemental. Cela est maintenu et même aggravé. Je ne peux reprendre ici des analyses développées ailleurs. L'exemple de la coordination des politiques économiques évoquée plus haut est une illustration suffisante. Voilà des politiques qui doivent respecter le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre, ne peuvent décider d'entrave aux mouvements de capitaux, etc. Les ministres adopteront au niveau européen, dans le respect de ce principe, des orientations générales qui s'imposeront ensuite à tous les États membres. Le double mécanisme interdisant le débat politique est limpide. L'encadrement, sur le fond, par le traité facilite l'adoption d'orientations néolibérales et gêne considérablement l'adoption d'orientations contraires. Vu la difficulté institutionnelle à revenir sur une décision européenne, on voit aussi comment ce jeu de cliquet pousse toujours dans la même direction. Enfin, cette coordination des ministres complique immanquablement leur contrôle par le parlement national dont on sait la difficulté même pour leurs décisions nationales.

Mais revenons sur le principe directeur du fonctionnement institutionnel : la négociation intergouvernementale. J'ai toujours défendu que les institutions européennes ne peuvent faire l'impasse sur l'existence des États-nations qui restent aujourd'hui le cadre majeur de l'exercice de la citoyenneté. Mais cela ne veut pas dire que la représentation des États doit être assurée par les gouvernements. La représentation des États peut avoir plusieurs traductions institutionnelles. L'important est la rupture avec un intergouvernementalisme gravement préjudiciable sur le fond des politiques et comme entrave à la construction d'une démocratie européenne (3). Sur le fond parce qu'il se

2. cf. Yves Salesse, *Propositions...*, p. 436 et suivantes..

3. op. cit., p. 267 et suivantes.

trouve toujours un nombre d'États suffisant pour bloquer les avancées (voir le rôle permanent de la Grande-Bretagne thatcherienne ou blairiste contre les avancées sociales). Pour la démocratie, d'un quadruple point de vue : il fonctionne naturellement selon les formes de la diplomatie traditionnelle, c'est-à-dire d'abord le secret ; il amplifie l'autonomisation des exécutifs déjà à l'œuvre dans le cadre des États ; son inadaptation croissante favorise le pouvoir technocratique ; il masque, sous couvert de divergences d'intérêts nationaux, les débats qui devraient animer la vie politique européenne — orientation politique contre orientation politique. Or faire apparaître l'opposition d'orientations européennes est un enjeu majeur de la démocratisation de l'Europe. Cela suppose que les instances dirigeantes de l'Europe portent explicitement de telles orientations.

Le projet de Constitution confirme l'actuel équilibre institutionnel et donc l'intergouvernementalisme. L'A 20 confirme que le Conseil européen (chefs d'État et de gouvernement) définit les orientations et les priorités politiques générales de l'Union et fonctionne en général au consensus. La grande innovation est l'élection d'un Président du Conseil européen. C'est indiscutablement un renforcement de celui-ci, qu'il ne faut toutefois pas surestimer : les chefs des grands États ne se laisseront pas diriger par ce président-là. On tente un retour en arrière temporel avec la tentative de donner plus de cohérence au travail du conseil des ministres. L'extension du vote à la majorité qualifiée prive, dans les domaines

concernés, chaque État de son droit de veto, sauf en pratique pour les « *grands* ». Elle n'entraîne nullement un dépassement de la négociation intergouvernementale.

Chacun sait que la Commission joue un rôle important et politique. Obstacle à l'émergence du débat démocratique : elle n'était pas désignée sur la base d'une orientation, mais au consensus des États. Cette situation n'est pas vraiment modifiée. Le président de la Commission reste désigné par consensus des États avec droit de veto du Parlement. La proposition du Conseil doit tenir compte des élections au Parlement européen. Certains croient tenir là l'assurance que la Commission sera désormais un exécutif politique déterminé par la majorité du Parlement. C'est oublier que ce sera d'abord une négociation entre gouvernements. Ils retiendront, comme par le passé, une personnalité centriste susceptible de ne pas

heurter le Parlement : centriste de droite ou de gauche. Le président désigné acquiert quelque marge de manœuvre dans la composition de la Commission. Il pourra choisir 13 personnes entre trois propositions par État (dont une femme) avec droit de veto du parlement. Tous les États ne sont pas représentés ; un système de rotation est institué qui doit permettre d'obtenir une Commission reflétant « *de manière satisfaisante l'éventail démographique et géographique de l'ensemble des États membres* » (A 25 et 26). Pour la composition de la Commission, on ne tient plus compte de la majorité du Parlement. Tout cela reste fort loin de l'identification politique nécessaire de l'exécutif. La Commission conserve en outre son monopole de proposition.

La codécision parlementaire est étendue. Cette extension du pouvoir d'intervention du parlement, seule instance politiquement désignée, est positive. Il faut pourtant en mesurer les limites. L'architecture institutionnelle ne dote pas le Parlement d'un véritable pouvoir

législatif. Les États sont, avec la Commission, au cœur de la fabrication de la loi européenne par les très longues négociations de leurs administrations et l'arbitrage final des ministres, voire des chefs d'États et de gouvernements. Dans cette situation déséquilibrée, le Parlement dispose en fait d'un droit de veto sur les accords intergouvernementaux. Le désaccord maintenu entre Conseil des ministres et Parlement entraîne le retrait de la décision. Cet accroissement des pouvoirs du Parlement est ainsi payé globalement par les institutions politiques européennes d'un risque supérieur de paralysie.

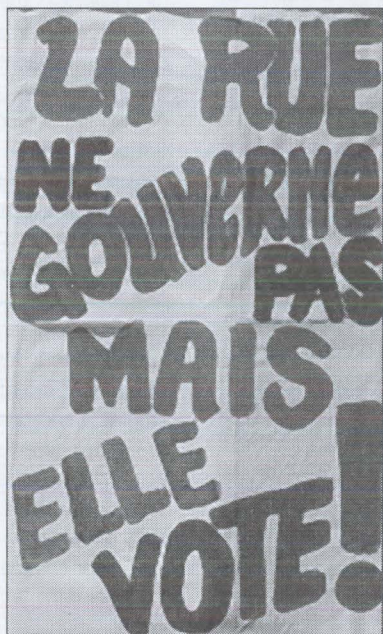
Le veto parlementaire ajoute à la difficulté de prendre une décision intergouvernementale à 15 ; situation bientôt aggravée par l'élargissement. La perversité de ce système est grande : elle ne laisse le choix qu'entre l'impotence et le transfert de la décision vers les organes technocratiques. L'intergouvernementalisme ne constitue pas une protection contre les politiques libérales européennes. L'expérience le montre. Les libéralisations avancent. C'est le reste, ce que nous souhaiterions, qui stagne. Il devait y avoir simplification des actes juridiques, on a la complication. On passe de 5 types d'actes à 6 et en vérité à 8 car il y a trois types de règlement.

Voilà pour le général. Reste le particulier. Par exemple, l'unanimité des États est requise pour « *établir des mesures qui constituent un pas en arrière en ce qui concerne la libéralisation des mouvements des capitaux à destina-*

tion ou en provenance des pays tiers » (A III-46). Unanimité aussi pour les « *mesures nécessaires pour combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle* » (A III-5). L'A III-63 (nouveau) soumet l'adoption de mesures de lutte contre la fraude fiscale relatives à l'impôt sur les sociétés à la double condition d'unanimité et « *qu'elles soient nécessaires pour assurer le fonctionnement du marché intérieur et éviter les distorsions de concurrence* » ! En dérogation à la règle générale, l'unanimité est également requise pour les normes relatives à la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail, la représentation et la défense collective des travailleurs et les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers en séjour régulier sur le territoire de l'Union (A III-104 §3). Idem pour toute une série de mesures relatives à l'environnement (A III-125). Cela veut dire, en pratique, qu'aucune mesure significative ne sera prise dans ces domaines.

Pour conclure

Nous avons besoin d'Europe pour peser sur la marche du monde et reconquérir des capacités de choix politique et donc de démocratie. Mais la construction européenne actuelle n'est pas l'Europe dont nous avons besoin car elle est construite sur la primauté du marché et de manière non-démocratique, par le haut et la négociation entre les gouvernements. Le premier aspect n'a pas été corrigé mais aggravé au fil du temps par les traités successifs : l'Acte unique, Maastricht, Amsterdam. Le projet de Constitution tente de faire légitimer non seulement les bases déjà inscrites dans le traité de Rome fondateur, mais en plus l'intégration de ces transcriptions ultérieures de la dérive néolibérale. Sur le second aspect des modifications contrastées ont été apportées : montée en puissance du Parlement d'un côté, création de la BCE incontrôlée de l'autre. Mais le cœur du dispositif institutionnel, l'intergouvernementalisme plus la technocratie, a été maintenu. Et ses effets négatifs sont aggravés par chaque élargissement. Par crainte d'une crise une partie de la gauche a accepté l'Acte unique, Maastricht et leur suite. Renouveler cette attitude aujourd'hui serait lourd de conséquences. D'une part, cela laisserait les partisans du repli national seuls porte-parole du refus de cette Constitution inacceptable. D'autre part, ce serait se condamner durablement à l'impuissance contre l'Europe libérale et antidémocratique. L'espoir de réorienter l'actuelle construction européenne par des modifications partielles de cet ensemble est voué à l'échec. Il n'y aura pas de réorientation sans ouverture d'une crise parce que c'est sa matrice même qui doit être remise en cause. Seule une crise permettra un débat en profondeur sur les fondements de l'Europe à construire. ■



La « nouvelle Europe » en quête d'une autre Europe

Par
Catherine Samary*

La « nouvelle Europe » qui rejoint l'Union européenne, a été assimilée récemment au « cheval de Troie » des États-Unis au sein de la construction européenne. Et il est vrai que les nouvelles et anciennes élites au pouvoir en Europe de l'Est depuis la chute du Mur de Berlin, notamment en Pologne, ont adopté une orientation atlantiste et ultra-libérale.

Mais qu'il s'agisse de la guerre en Irak ou des attentes envers cette l'Union que les nouveaux membres vont rejoindre en mai 2004, le décalage entre opinions populaires et gouvernants relève, de plus en plus, du gouffre. C'est pourquoi, l'élargissement vers l'Est de l'Union est porteur de dynamiques contradictoires, enjeux des conflits qui vont perdurer bien au-delà des compromis qui se noueront au sommet autour du « *Traité constituant* » : dans la crise qui vient (si souvent annoncée qu'on risque de la sous-estimer quand elle approche), l'enjeu majeur est de consolider les espoirs naissants d'une autre Europe possible.

La « nouvelle Europe » d'en bas...

Plus de 75 % des populations des pays candidats s'opposaient au projet d'intervention militaire en Irak en février dernier, et une majorité relative (près de 50 %) persistait à s'y opposer, même dans l'hypothèse d'un vote du Conseil de sécurité de l'ONU (alors que, dans ce cas, la majorité dans l'UE soutenait l'intervention). La signature fort médiatisée par une série de responsables de la « nouvelle Europe » de lettres et déclarations de soutien à la position des États-Unis (mobilisées en réponse aux positions Chirac-Schröder contre la guerre) a été d'autant plus critiquée au sein de ces pays, qu'elle n'a fait l'objet d'aucun débat parlementaire et que tous les sondages indiquaient l'hostilité dominante des populations (1) dans tous les Pays d'Europe centrale et orientale (PECO) candidats – y compris la Pologne.

Ce fossé entre les populations et leurs « représentants » se retrouve (et se retrouve-ra) de plus en plus sur le terrain de la construction européenne, parce qu'il touche aux questions centrales de la vie quotidienne et du travail. Alors que pendant les travaux de la Convention, les « délégués » d'Europe de l'Est et notamment de la Pologne, soutenaient la Grande-Bretagne hostile aux compétences de l'Union sur les questions sociales, les sondages de l'eurobaromètre allaient exactement en sens inverse. Les populations des futurs nouveaux membres de 2004 ont été interrogées sur les décisions qui devraient, selon elles, être prises au plan européen ou relever du seul niveau national : environ 70 % en moyenne considèrent qu'il est du ressort de l'Union de

connaissent encore moins que les actuels membres le fonctionnement réel. Mais c'est plutôt l'absence d'alternative « nationale » crédible et progressiste, d'une part, et de l'autre l'émergence d'une nouvelle « conscience européenne » qui fait son chemin. Celle-ci est porteuse de l'idée qu'on peut mieux résister à cette échelle qu'au seul plan national (surtout quand les anti-Européens en République tchèque, par exemple, prônent en fait un capitalisme sans contraintes, à la Thatcher ; ou quand, de la Hongrie à la Pologne ils développent un nationalisme raciste et xénophobe) ; elle est aussi marquée par l'idée que le vieux continent incorpore de longues traditions de luttes sociales et démocratiques auxquelles il vaut mieux se rattacher.

Résultats des référendums dans les PECO* (en %)

Pays	Date	"oui"	participation	"oui" dans l'électorat	abs-tention
Slovénie	23 mars	89,6	60,3	54,0	39,7
Hongrie	12 avril	83,8	45,6	38,2	54,4
Lituanie	10/11 mai	90,8	63,3	57,4	36,7
Slovaquie	16/17 mai	92,4	52,2	48,2	47,8
Pologne	7/8 juin	77,5	58,9	45,6	41,1
Rep,Tchèque	16 juin	77,3	55,2	42,5	44,8
Estonie	14 septembre	66,9	63,0	42,1	37,0
Lettonie	20 septembre	67,0	72,5	48,5	27,5

*PECO = Pays d'Europe centrale et orientale

prendre en charge la lutte contre le chômage et la pauvreté, la protection de l'environnement et de la santé, la protection sociale et l'aide humanitaire, voire la politique extérieure...

Autrement dit, les populations de la « nouvelle Europe » sont en quête d'une Europe capable d'impulser un « modèle social » que, sans doute, la Suède (qui vient de refuser son intégration à l'Euroland) incarnait dans leur imaginaire. En votant à près de 80 % en faveur de l'adhésion à l'UE (cf. tableaux), certains peuvent, certes, encore croire aux promesses d'un avenir rose au sein d'une Union européenne dont ils

On voit émerger, en Europe de l'Est comme au sein de l'UE-15, l'idée qu'il serait possible d'avoir d'autres critères de convergence que ceux de la Banque centrale euro-

* Catherine Samary, enseignante à l'Université Paris IX, est membre du Comité international de la IV^e Internationale. Elle a publié, entre autres, *Plan, marché, démocratie — l'expérience des pays dits socialistes*, Cahiers d'études et de Recherche n° 7/8, *Le marché contre l'autogestion — l'expérience yougoslave* (Publisud/La Brèche 1988), *La fragmentation de la Yougoslavie*, Cahiers d'études et de Recherche n° 19/20, *La déchirure yougoslave* (l'Harmattan 1994) et *Les conflits yougoslaves de A à Z* (Atelier 2000).

1. Cf. *Le Monde diplomatique*, novembre 2003.

péenne, d'autres valeurs que celles de la Bourse pour définir le projet européen ; l'idée aussi que les choix économiques sont des choix de société qui devraient relever de procédures démocratiques et non de la compétition marchande, avec des minima sociaux et des objectifs de développement, de plein emploi, de sécurité sociale assortis de salaires dignes.

Ces idées-là commencent à mûrir et se propager vers l'Europe de l'Est, stimulées par la mise en place de forums sociaux européens, où se nouent de premiers liens transnationaux entre syndicalistes et activistes d'associations diverses des actuels et possibles membres de l'Union. Dernier en date, le forum de Poméranie organisé en Pologne en juillet (2) était déjà le troisième forum social en Pologne, après celui de Silésie à Katowice, en octobre 2002, et celui de Warmie-Mazurie à Elk, en février 2003. Dans une Pologne où 20 % de la population est au chômage (en moyenne, c'est-à-dire dans certaines régions près de 30 %), il est très important que les organisateurs aient été la Fédération des Comités de Défense des Droits de Chômeurs de Poméranie et le Comité de Défense des Droits de Chômeurs et que participent à la réunion des syndicalistes de la centrale-syndicale OPZZ (entre autres des Chantiers navals de Gdynia et d'autres entreprises) et de "Solidarnosc", ainsi qu'un certain nombre de maires, d'élus et de fonctionnaires des directions locales et régionales du Travail et des agences pour l'emploi. Invitées au Forum et exprimant de nouvelles solidarités, Angela Klein d'Allemagne, coordinatrice des Marches Européennes contre le Chômage en Allemagne, Christiane Maigre de Belgique, chômeuse dans le bassin minier et sidérurgique de Charleroi, militante de la Fédération Générale des Travailleurs Belges FGTB et du réseau belge des Euromarchés, ainsi que Stefan Bekier travaillant dans les équipes d'interprètes du Forum social européen et correspondant en France du mensuel *Robotnik Slaski* ("L'Ouvrier de Silésie", devenu depuis *Nowy Robotnik* — "Le Nouvel Ouvrier"). Il s'agit de petites forces, mais d'une dynamique à soutenir, dans le

contexte de très grandes difficultés du militantisme et des résistances.

En Hongrie, comme en Pologne — et, au-delà, en Russie — ce furent les premiers liens noués au premier Forum social européen de Florence en novembre 2002 qui ont stimulé la formation de forums sociaux nationaux. En Hongrie, les dizaines d'associations qui en font partie sont souvent les mêmes qui sont actives dans l'association « *citoyens pour la paix* » : elle a organisé la grande manifestation anti-guerre du 15 février 2003 qui a regroupé à Budapest quelque 50 000 personnes.

La construction européenne commence à produire, comme la mondialisation néolibérale, l'idée qu'il faut résister et s'organiser au niveau où les choix économiques et politiques se prennent : il ne s'agit pas seulement d'une coordination nécessaire et possible des luttes solidaires. Mais aussi de l'émergence de ce qu'on peut appeler de nouvelles « *citoyennetés* », se battant pour la reconnaissance de droits légitimes, dans et hors les institutions existantes, en s'appuyant sur des contre-pouvoirs et une contre-information, stimulant l'auto-organisation. Seul un autre rapport de force peut arrêter l'engrenage d'une construction européenne socialement régressive. Le nouvel élargissement ne modifiera pas la priorité donnée à la compétition marchande dans l'actuelle construction européenne. Mais, comme le montre le contenu du Traité constituant « *résumant* » l'ensemble des Traités existant, et leur donnant plus de « *lisibilité* », ce n'est pas l'élargissement qui est la cause de cette politique-là. Les pays d'Europe de l'Est la subissent comme les populations des États-membres, depuis des années. Mais cet élargissement aggravera les contradictions internes de l'actuelle construction. On peut se saisir de cette fragilité.

Un élargissement pas comme les autres

Lorsque la Commission européenne (CE) cherche à convaincre (dans les référendums d'Europe de l'Est) ou sur son site (3) que l'élargissement est une bonne chose, elle se voit obligée d'affirmer que celui-ci, « *comme les précédents, ajoutera à la puissance, à la cohésion de l'Union et à son influence sur la scène internationale (...) face au défi de la mondialisation et permettra de renforcer et défendre le modèle social européen* ».

On croit rêver ! Mais il faut mesurer les contradictions reflétées par de tels discours.

Contrairement à ce qu'en dit la CE, cet élargissement n'est pas « *comme* » les précédents. Mais il n'est pas indifférent qu'on le

compare aux précédents, notamment à l'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE — qui s'est transformée en Union européenne en 1993) de la Grèce (1981), de l'Espagne et du Portugal (1986), parce que l'attente des nouveaux membres est d'avoir les mêmes droits que les précédents... Et d'ailleurs, encourageant cette attente, le discours dominant vante les vertus de stabilisateur et de « *rattrapage* » (4) qu'a eu l'élargissement des années 1980 vers des pays qui, de même que les actuels nouveaux membres, sortaient de dictatures, étaient plus pauvres et plus agricoles que la moyenne de la CEE de l'époque (leur PIB par habitant moyen représentait 60 % de la moyenne du PIB par habitant de la Communauté de 1986) ; leur population cumulée — d'environ 60 millions d'habitants — n'était pas non plus éloignée de celle cumulée des huit nouveaux États membres d'Europe de l'Est (environ 70 millions).

Et il ne fait pas de doute, contrairement à une idée répandue, que des motivations politiques soient des raisons majeures de l'accélération du nouvel élargissement à la fin de 1999. Car s'il s'agit de l'utilisation de l'Europe de l'Est comme marché libéralisé et terrain de délocalisations, ceci est déjà une réalité, bien avant l'élargissement. Plus de 60 % des échanges commerciaux de ces pays sont réalisés avec l'UE — et au bénéfice de celle-ci. Et si les futurs membres ont depuis 2000 attiré davantage d'investissements directs étrangers (IDE, cf. tableau), bien des courants libéraux des PECO craignent que l'intégration effective à l'UE ne soit associée à davantage de contraintes sociales et institutionnelles et pousse les entreprises-ateliers à se délocaliser... plus à l'Est. L'élargissement est pour l'UE telle qu'elle est une source de difficultés et de conflits majeurs : on le voit déjà au plan institutionnel dans les négociations de l'actuelle Conférence intergouvernementale (CIG) et on le verra surtout dans les discussions du budget 2007-2013 avec des nouveaux membres qui ont de plus en plus de pauvres et de chômeurs (que les fonds structurels du budget européen devraient théoriquement aider) !

Si le sommet de décembre 1999 a décidé que l'intégration des dix PECO candidats était une « *décision irréversible* » et « *globale* » (même si les dates n'étaient pas encore fixées), accompagnée du Pacte de stabilité de l'Europe du sud-est supposé « *antichambre* » de l'Union pour les Balkans de l'Ouest, c'est pour des raisons géostratégiques et politiques : la montée dans tous les pays (même les plus « *avancés* » ou ancrés vers l'UE comme la Hongrie ou la Pologne) de

2. Cf. le compte rendu publié dans le cadre de la préparation du Forum social européen, dont nous tirons les informations.

3. Voir <http://www.europa.eu.int/comm/>

4. En fait, le bilan économique semble plus complexe. Les inégalités à l'intérieur de chaque pays se sont creusées, même s'il y a eu globalement, notamment pour l'Espagne et surtout l'Irlande, un rattrapage (diminution des écarts à la moyenne, voire dépassement, pour l'Irlande). Les mécanismes sont à analyser plus précisément au cas par cas.

courants xénophobes et d'abstentions aux élections. C'est dire aussi les difficultés croissantes pour les courants libéraux et atlantistes... Là où l'UE tardait, c'est l'OTAN (et les États-Unis) qui apportaient à ces élites les « renflouements » attendus de l'extérieur.

Mais les choix d'élargissement antérieurs avaient déjà accru l'hétérogénéité de l'Union à la fois au plan socio-économique et politique — ce qui n'est pas un détail dans une construction où les États-nations ne disparaissent pas, mais sont « représentés », et doivent se soumettre à des élections... C'est ainsi que les « fonds structurels » et ceux dits de la « cohésion » furent introduits et prirent de l'importance (2ème poste du budget européen après la PAC). Ces fonds concernent les régions et pays dont le PIB est inférieur à 90 % (dans certains cas inférieur à 2/3) de la moyenne de l'Union et qui connaissent des problèmes de restructuration et de chômage. En 1993, les quatre « pays de la cohésion » bénéficiant du fonds alors introduit étaient l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande. Fruit d'un compromis, ce fonds de cohésion, visait en fait à aider les pays les plus pauvres de l'UE à s'adapter aux critères de Maastricht (alors que, dans les couloirs de l'Allemagne, on disait que la barre de ces « critères » avait été mise assez haut pour écarter, au contraire « le club Med » de la future Euroland !). La « politique de cohésion » de l'Union fait partie des « acquis communautaire » dont les nouveaux membres devraient être bénéficiaires, puisqu'ils ont un PIB très en dessous de la moyenne de l'UE (près de 70 % pour la Slovaquie, mais en dessous de 60 % pour les autres – cf. tableau en p. 12).

Mais deux ensembles de données (qualitatives) distinguent le nouvel élargissement de tous les précédents, et notamment de celui des années 1980 (outre le fait que les



disparités sont plus grandes et concernent huit pays différents, ce qui est plus difficile à gérer, politiquement et économiquement, que trois) :

- la CEE et son marché commun s'est transformée en Union européenne, avec son marché et sa monnaie unique, sur des bases monétaristes, atténuant considérablement les marges de politique économiques et le rôle social des États membres ; une Europe-puissance est en construction, avec un proto-État, un (faible) budget mais une banque centrale, un parlement dont les droits de co-décision ont été étendus en même temps que les exécutifs (Conseils et Commission) concentrent l'essentiel des pouvoirs ;

- d'autre part, les pays d'Europe du Sud étaient, avec leurs spécificités, des capitalistes. L'adhésion des pays d'Europe de l'Est entraîne un changement radical de système politique et économique.

Or, ces deux transformations ne sont pas « stabilisées », voire se déstabilisent l'une l'autre.

Des contradictions croissantes dont il faut s'emparer

L'élargissement fait émerger le projet de redonner corps à un « noyau dur » (autour du couple franco-allemand) et à des coopérations renforcées à géométrie variable. Mais

les États, de la « vieille » comme de la « nouvelle Europe » qui se sentent marginalisés dans ce processus, résisteront. L'enjeu véritable pour l'ensemble des populations est leur propre contrôle sur les décisions prises en leur nom et sur le sens des accords européens.

De même, l'accroissement de l'hétérogénéité de l'Union signifie des conflits croissants où l'essentiel ne sera pas débattu par les intéressés. Pour faire bénéficier les nouveaux membres des mêmes droits d'accès aux fonds structurels et à la PAC (politique agricole commune) que les anciens, il faudrait au moins doubler le budget de l'Union. Mais qui en décide ? Si le budget est maintenu à son niveau actuel, il faut soit donner moins aux nouveaux membres, soit prendre au Sud pour donner à l'Est, soit donner moins à tout le monde : c'est une combinaison de tous ces processus qui est engagée : les paysans polonais ne recevront que 25 % des aides que reçoivent les paysans français en 2004 avec alignement à 100 % d'ici 2013 — mais d'ici là on aura revu à la baisse les aides et la PAC... Mais à nouveau, qui en débat ? La réforme de la PAC se fait sans que les enjeux agricoles (nationaux, européens et mondiaux) ne soient mis en évidence : enjeux sociaux (d'emplois et de production vivrière souvent essentielle pour la survie dans les pays d'Europe de l'Est sans protections sociales) ; enjeux d'environnement et de santé (notamment concernant les OGM, mais aussi le productivisme polluant) ; enjeux des rapports internationaux Nord/Sud visibles aux négociations de l'OMC



Quelques données sur les PECO candidats (2000)

	Population en millions	Population rurale 1998 %	PIB/hab % de la moyenne de l'UE-15*	PIB réel en 2000 (1989 =100)	Taux de chômage	Part secteur privé (% du PIB)	% Population ayant moins de 4 \$/jour (1998)	IDE cumulés par hab. 1989/2000	IDE cumulés par hab. 2002*
Bulgarie	8,2	30,6	22	74,1	18,3	70	33	407	545
Hongrie	10,2	34,0	51	104,5	7	80	2	1935	2406
Pologne	38,6	35,2	37	126,8	19	65	13	751	1255
Roumanie	22,3	42,7	27	77	10	60	30	303	393
Slovaquie	5,4	39,8	49	102,7	18,3	75	1	669	1874,3
Slovénie	2,0	48,0	71	110,6	11	55	1	768	2558
Rép,tchèque	10,2	34,1	59	97,7	12,0	80	1	2102	3375
Estonie	1,4	26,2	37	84,1	12,4	75	40	1337	2468
Lettonie	2,4	26,3	27	64,1	13,1	65	23	1027	1137,4
Lituanie	3,5	26,4	29	65,3	16,5	70	46	642	938

Source : Courrier des pays de l'Est n° 1016, juin-juillet 2001

* source UNCTAD FDI Database. NB - les mêmes sources donnent pour la Russie : 170,3 \$/hab d'IDE cumulés en 2002 ; PIB réel en 2001 de 67,4 (1989=100)

à Cancún (avec des dimensions analogues dans les rapports d'Europe de Ouest et de l'Est). Mais où sont les débats démocratiques et pluralistes sur ces questions ?

Quant aux fonds structurels et au budget européen, il faut débattre à la fois de leur montant, des ressources et des objectifs (un budget inférieur à 1,27 % du PIB de l'Union — alors qu'il est aux États-Unis par exemple de 20 % — signifie en pratique très peu de moyens de redistribution des plus riches vers les plus pauvres et très peu de projets communs d'infrastructures et de développement).

Globalement, l'Europe de l'Est, plus pauvre, recevra moins que les actuels membres... alors qu'on parle de « rattrapage ». Et ces questions ont provoqué les plus âpres discussions dans les négociations des traités d'adhésion : dans les PECO, c'est avec déception qu'on perçoit de plus en plus l'hypocrisie des grands discours sur le « tournant historique de la réunification du continent » sans réelle solidarité. Ceci n'est pas pour rien dans l'ampleur des abstentions aux référendums d'adhésion. Mais les dirigeants de ces pays vont s'accrocher à des droits égaux. De même que ceux de l'Espagne ont bloqué et bloqueront (par le processus du vote à l'una-

nimité) tout processus de modification des fonds alloués qui impliquerait pour leur pays une perte... Or, on pourrait immédiatement atténuer les conflits en augmentant le budget de l'Union. Mais le gouffre de l'unification allemande pèse (en moyenne de 1989 à 1999, les nouveaux länder ont reçu environ 100 milliards de dollars par an alors que le budget prévu pour les dix nouveaux membres entre 2004 et 2006, nets de ce que ces membres doivent verser, sera d'environ 25 milliards !) ; et les pays contributeurs nets sont pour l'instant dominés par une logique que Mme Thatcher avait exprimée la première : « *I want my money back !* » (je veux recevoir autant que j'ai donné). C'est une logique comptable fautive, bien sûr — car les fonds budgétaires redistribués vers les pays les plus pauvres reviennent en fait souvent vers les pays donateurs par des biais commerciaux. Mais c'est surtout une logique de résistance croissante égoïste et de courte vue à la redistribution de régions riches de l'Union vers les plus pauvres — alors qu'en même temps la compétition sur le grand marché unifié creuse les écarts : c'est l'inverse d'une cohésion qui se construit là, avec le développement socialement explosif des inégalités.

Nous pouvons prendre ces débats-là à partir des angoisses que suscitent la pauvreté (les salaires faibles) et le chômage des nouveaux membres. D'une part il faut démystifier le discours dominant qui laisse supposer qu'il s'agit de maux sociaux hérités du passé et que l'ancrage à l'UE permettrait de surmonter, par rattrapage. Il faut exiger la mise à plat dans l'Europe de l'Est (comme pour le reste de la planète), des causes de la nouvelle pauvreté, du creusement des inégalités et du chômage depuis la mise en œuvre

de politiques libérales. La destruction de l'ancien système a pris la forme des privatisations forcées et généralisées, de la remise en cause des protections sociales et nationales, de la domination des systèmes financiers par des logiques de rentabilité de court terme portées notamment par les placements étrangers (5) qui ont fait que partout les inégalités sociales et régionales se sont accrues. Pour l'ensemble des PECO, la croissance (mesurée par les niveaux de production enregistrés par les PIB) a chuté, au début de la décennie 1990, partout de façon telle que seuls 4 pays sur les 10 candidats avaient en 2000 un PIB supérieur à celui de 1989 (6) (cf. tableau) ; d'autre part, même quand il y a eu reprise (fragile) de la croissance, il faut mettre à nu les caractéristiques de cette croissance : les inégalités, la baisse de l'accès à l'instruction et à la santé, le chômage — notamment pour les femmes — l'accompagnent. La montée de la prostitution, mais aussi le trafic sexuel transeuropéen exploitant la misère et la quête de ressources, et la systématisation des emplois saisonniers précaires (où l'on embauche des travailleurs hommes ou femmes de l'Europe de l'Est à la place des travailleurs du Maghreb) sans protections sociales : ce sont là des effets de cette dégradation sociale et un mécanisme qui l'aggrave partout.

Il y a deux types de réponses à cela : le discours raciste et xénophobe contre les étrangers ; ou bien une lutte acharnée pour de nouveaux droits sociaux et pour des politiques économiques qui, au plan européen comme dans chaque pays, créent à la fois des emplois, des protections sociales et des revenus dignes.

5. Seule la Slovénie a partiellement résisté pendant la décennie 1990 à tous ces critères du « Consensus de Washington » : la part des privatisations et des IDE y était plus faible que dans tous les autres pays candidats, en même temps que l'État gardait les moyens d'une politique de restructuration et de financement des grandes entreprises et des infrastructures sociales. Les pressions de l'adhésion à l'UE après 2000 ont produit une entrée massive et récente de capitaux étrangers (cf. tableau).

6. Nous ne discutons pas ici de toute l'opacité de ce que recouvrent les chiffres d'hier et d'aujourd'hui et des restructurations qu'ils cachent.

Le mouvement de masse devant une nouvelle étape

Par
François Vercammen*

Face à l'offensive patronale visant à imposer les contre-réformes dans toute l'Union européenne, les mobilisations sociales largement spontanées ont témoigné de l'usure et de la crise de légitimité du modèle néolibéral, déjà apparente au travers des succès du mouvement altermondialiste. Mais un hiatus persiste entre l'ampleur de ce rejet et la difficile renaissance d'un projet politique, permettant de remplir d'un contenu la revendication massive d'un « *autre monde possible* ». Comment la gauche radicale, dont la visibilité politique et institutionnelle s'est accrue dans une série de pays européens, peut-elle tenter d'apporter les réponses politiques que le mouvement de masse, encore inconsciemment, attend ?

Échec des États-Unis

La guerre contre l'Irak et ses suites constituent un moment de vérification important pour les conditions de la lutte et les perspectives politiques. Deux aspects sont à souligner : le dispositif impérialiste, malgré l'énormité de ses moyens matériels, en sort divisé et affaibli sur le plan politique et de la légitimité ; mais, les mobilisations contre la guerre et la politique néolibérale, malgré leur ampleur sans précédent dans l'histoire, n'ont réussi à stopper ni l'écèlement de la guerre, ni la dégradation des conditions de vie à l'échelle planétaire. L'attention se projette de plus en plus sur la réorganisation des forces en présence.

Plus on s'éloigne de la fin de la guerre, plus la perception de ses conséquences politiques tend à varier. Présentée au départ comme une promenade du dimanche, l'invasion étatsunienne a commencé à se heurter à une résistance tenace. Le rôle que la composante populaire y tenait, semblait annoncer un enlèvement de longue durée. Ce « *pessimisme* » disparût devant l'évanouissement de l'armée de Saddam. La voie semblait favorable à l'impérialisme étatsunien pour une reconquête/remodelage de

l'ensemble du Moyen-Orient ; Bush, annonçant même son intention d'en découdre avec la Corée du nord. Aujourd'hui, la dynamique s'est nettement retournée : le gouvernement étatsunien s'enlise en Irak ; le problème n'est plus militaire, mais politique ; et Bush cherche péniblement des appuis pour se sortir du bourbier.

La pression étatsunienne sur la Syrie, l'Irak et, d'une autre façon, sur l'Arabie saoudite est réelle. Mais il ne peut plus s'agir de détruire les appareils d'État de ces pays. C'est plutôt l'urgente stabilisation du pays vaincu qui est le préalable à toute opération politico-militaire d'envergure. L'échec de la politique de Bush pour pacifier les rapports israélo-palestiniens amplifie les difficultés. Tout cela fait boomerang « *chez lui* » : la politique intérieure (le budget, la relance économique...), les mensonges d'État à propos de l'Irak, le lancement de la campagne électorale pour les présidentielles de novembre 2004...

L'impasse au Moyen-Orient dévoile les limites de la suprématie étatsunienne. Les États-Unis d'Amérique (USA) sont une superpuissance, et la seule au monde ; mais ils n'ont pas les moyens d'exercer un contrôle intégral sur la planète. Subjuguer la planète, y compris leurs propres alliés du camp impérialistes et ses valets, est au-delà de leurs forces. Du coup, les contradictions au sein du dispositif impérialiste se manifestent, se libèrent, s'entrechoquent.

Les deux faits politiquement marquants sont les suivants. D'abord, l'axe franco-allemand, à la tête de l'Union européenne (UE), avait marqué les limites de la « *gouvernance étatsunienne* » — dès avant l'écèlement de la guerre et les déboires de l'invasion — notamment en formant une coalition avec la Russie (et la Chine). Ensuite, la résurgence d'une coalition des « *non-alignés* » (le G20 ou G21), au sommet de Cancún, autour du Brésil, de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de la Chine. La tentative du Brésil, relançant le Mercosur et nouant des rapports économiques latino-américains comme alternative à la Zone du libre échange des Amériques (ZLÉA), avait annoncé cette nouvelle audace.

Au sommet de Cancún, une coalition, certes fragile, a ainsi réussi à bloquer la désastreuse libéralisation de l'agriculture de ces pays. Il est important de noter que le conflit ouvert au sein du bloc transatlantique (UE, USA) a créé l'espace pour renforcer les revendications propres des pays du tiers-monde. « *Cancún fait évidemment penser à... Seattle* » !

Conflits entre les USA et l'UE

Le fait politique majeur est certainement l'autonomie croissante de l'Union Européenne par rapport aux États-Unis et les conflits qui l'accompagnent.

Dans les analyses de « l'impérialisme » et de la situation mondiale, l'UE est généralement oubliée et la suprématie étatsunienne traitée comme dénuée de contradictions.

En une quinzaine d'années, de la fin des années 1980 à la fin du XX^e siècle (1), s'est constitué un marché unique d'une taille comparable à celle des USA et sur cette force productive et commerciale s'est érigé un système monétaire autonome (2). L'appareil étatique de l'UE est certainement incomplet, mais ses structures déjà supranationales (la Commission, le Conseil européen, la Banque Centrale, la Cour de Justice) et une série de normes inter-étatiques contraignantes encadrent son fonctionnement. Une entité commerciale au départ, qui opérait d'une manière « spontanée » et dispersée, agit désormais d'une manière

* François Vercammen est membre du Comité international de la IV^e Internationale et de son Bureau exécutif.

1. Tout cela est certainement beaucoup plus compliqué. L'UE est un très récent rassemblement d'entités nationales relativement homogènes sur le plan économique et de très vieux appareils impérialistes. Poussées « *mondialistes* » et multiples inerties économiques, historiques, culturelles, politiques, etc. constituent un processus contradictoire, heurté...

2. Michel Husson rappelle dans son *Le grand BLUFF capitaliste* (La Dispute, 2001, p.184) le rôle-clé pour les États du contrôle de l'investissement international et de la politique de taux de change entre les principales monnaies de la planète.

Union européenne

concentrée et politique. Cela se ressent au sein de l'UE comme en dehors.

La contradiction qui a éclaté dans le bloc transatlantique, n'est ni fortuite ni aléatoire. Elle s'est installée dans la situation mondiale. La nouvelle conflictualité entre l'UE et les USA provient de deux mouvements opposés qui se renforcent : d'une part l'érection d'un appareil d'État de l'UE — ce qui, de toute façon, aurait rééquilibré le rapport de force antérieur avec les États-Unis — et son activité concrète dans l'arène mondiale ; d'autre part, le passage de la classe dominante étatsunienne à une stratégie unilatéraliste et activiste, essayant d'encadrer très étroitement le dispositif impérialiste dans son ensemble.

La domination étatsunienne sans partage depuis 1945 touche à sa fin. L'omniprésence, l'omnipotence et l'activisme de l'appareil d'État étatsunien au service des multinationales étatsuniennes heurtent les intérêts internationaux — pas seulement de l'UE, mais aussi des autres grandes et moyennes puissances. Concurrence exacerbée et rivalité inter-étatique multiplient des conflits larvés et ouverts, grands et petits, économiques et politiques... Les limites de « l'empire américain » apparaissent, ses contradictions aussi.

Déjà en octobre 2001, durant 24 heures, un refus « européen » s'était manifesté au sein de l'OTAN, d'une guerre contre l'Afghanistan, alors qu'il fallait capturer Ben Laden. Il fut vite étouffé sous la « compassion » avec le peuple étatsunien, libérateur de l'Europe en 1945, allié de toujours. L'opposition est réapparue en 2003 : la France et l'Allemagne ont affronté la volonté dominatrice étatsunienne. Elles ont paralysé l'OTAN autour de la question turque. Et en construisant une alliance avec la Russie et la Chine à l'ONU, au sein du Conseil de sécurité, elles ont bloqué la stratégie étatsunienne et l'ont exposé à l'isolement devant l'opinion mondiale.

Union européenne : une nouvelle légitimité

Paradoxalement, ce conflit intra-atlantique donne à l'UE pour la première fois une base populaire large. Ce sera un facteur politique important, à commencer au sein de l'UE. La gigantesque opération visant à imposer une Constitution à l'Union et les élections européennes de juin 2004 tendent à consolider cet acquis.

Là où toutes les campagnes coûteuses pour populariser « l'image » de l'UE avaient échoué, la guerre — plutôt : les guerres, notamment celles des Balkans — ont réussi.



Sans qu'il y ait unanimité au sein des classes dominantes, les politiciens de tout bord, les sociaux-démocrates et les Verts en tête, exploitent à fond ce retournement. L'UE est présentée comme un contre-pouvoir, une alternative face aux États-Unis. Selon un sondage « Eurobaromètre », « les Européens » font désormais avant tout confiance à « leurs propres forces » de la défense et considèrent que Bush « augmente l'insécurité dans le monde ».

La tendance est générale, mais son ampleur est variable, selon les pays-membres. Le résultat est le plus spectaculaire en Allemagne — le pays qui a vécu 40 ans face au glacié stalinien et sous l'occupation des « alliés ». Le renversement du climat politique y est complet. Alors que ce pays fut l'allié le plus dévoué de son protecteur étatsunien (face au « communisme »), il a opéré, en quelques années (depuis 1999), deux bonds colossaux : il a brisé le tabou d'une armée qui selon la Constitution n'avait pas le droit de sortir des frontières nationales. Et « après l'Irak », l'Allemagne peut se positionner en pointe pour une « défense européenne » qui défendra les intérêts de l'impérialisme... européen. La boucle est bouclée !

La guerre étatsunienne a permis au noyau franco-allemand, soutenu par une large majorité de pays-membres, de reprendre l'initiative au sein de l'UE.

La « nouvelle » légitimation de l'UE ne se base pas sur « les valeurs » démocratiques et sociales (comme ce fut le cas depuis 1957 — traité de Rome — jusque dans les années 1980), mais sur la coquille vide de « l'alternative aux USA » et sur le renforcement des appareils répressifs (armée, police des frontières, mesures

« antiterroristes »...). L'écrasante majorité des partis politiques établis, quels que soient leurs désaccords sur certains principes, sont prêts à avaler un projet de Constitution entièrement néolibérale, guerrière, antidémocratique... : conservateurs, libéraux, verts, sociaux-démocrates... et même quelques partis communistes (comme le PDS allemand à coup sûr, d'autres se tâtent).

L'échec pathétique de Blair y est directement lié. Sa stratégie annoncée fut de se positionner à côté de Bush, comme chefs de guerre, pour amener « en force » la Grande-Bretagne à la tête l'UE et dans l'Union monétaire (l'euro). Par cet échec et le scandale qui le frappe personnellement (les mensonges d'État), il a sans doute perdu toute utilité pour la classe dominante anglaise. Au point que Blair fait aujourd'hui une courbe rentrante en acceptant le concept franco-belgo-allemand d'une « défense militaire » de l'UE, autonome de l'OTAN. D'autres s'impatiente pour prendre la relève : son rival Gordon Brown au sein du *New Labour*, les Démocrates-Libéraux. Le deuxième effet, c'est une crise sans précédent depuis 1945 du *Labour Party*. L'énorme mouvement anti-guerre, que le mouvement « no global » avait initié en attirant des militants du LP, a secoué la société anglaise. Il a été porté dans le cœur même de la social-démocratie par des secteurs syndicaux importants : fusionnant les résistances contre la guerre et contre la politique cyniquement pro-bourgeoise de Blair.

Ce discrédit n'a pas touché les gouvernements italien et espagnol au même niveau que Blair. Malgré des mobilisations exceptionnellement nombreuses et combatives, Berlusconi et, plus encore Aznar, se sont bien tirés d'affaire dans des élections générales (locales) !

En revanche, les gouvernements européens, qu'ils fussent « pacifistes » (français, allemand, belge, luxembourgeois), auréolés



de leur opposition à Bush, ou bellicistes (Italie, Espagne) n'ont pas osé imposer « *l'union sacrée* » entre patrons et travailleurs pour paralyser les luttes revendicatives. Blair fut sans doute l'exception, en attaquant violemment la grève des pompiers. Berlusconi et Aznar, tout en soulevant la question, n'ont pas osé l'affronter.

Au contraire, tout au long de la mise en place de la machine de guerre et pendant la guerre elle-même la conflictualité sociale s'est maintenue. Cela indique en même temps les limites de la légitimité européenne. L'UE et ses gouvernements nationaux restent profondément discrédités. Les patrons et les gouvernements se consolent avec la mécanique institutionnelle bien rodée qui broie progressivement, systématiquement les acquis sociaux.

La renaissance du mouvement social

L'Europe a connu une vague de mobilisations syndicales et de grèves sans précédent depuis 20 ans. Pratiquement dans chaque pays on annonce des phénomènes « *pour la première fois depuis... longtemps* » : l'ampleur ou l'acharnement ou la durée, mais plus important encore, une nouvelle capacité d'initiative « *par en bas* » (la base des travailleurs, des équipes militantes locales, des appareils intermédiaires). Il faut également souligner l'intervention citoyenne « *extérieure* » au mouvement ouvrier établi : des associations, des ONG, des groupes tiers-mondistes, écologistes, et, plus organisée, des militants du mouvement altermondialiste. Tout cela annonce nettement un renouveau du mouvement du monde du travail — syndical, social et politique — qui se fera hors des sentiers battus.

Cette réorganisation/renaissance est bien le facteur le plus encourageant de cette première grande vague de luttes qui affecte quasiment toute l'Europe. Car en général, elles n'ont pas abouti à des victoires, n'ont pas obtenu leurs objectifs concrets. Le mouvement syndical reste encore organiquement affaibli. Dans la plupart des cas, ce sont les travailleurs/euses du secteur public qui en forment la masse et le noyau dur. Dans le secteur privé, les conditions d'embauche et de licenciement sont beaucoup plus menacées par l'arbitraire patronal. La véritable hécatombe des emplois — les soi-disantes « *restructurations* » — continuent de plus belle. Les métallos (est-)allemands et les travailleurs de la Fiat — le cœur de la classe ouvrière industrielle — ont connu la défaite, après un combat mémorable. Particulièrement inquiétante est l'expérience

italienne : les travailleurs italiens ont pu lutter sous une direction syndicale de gauche (la FIOM) dans le contexte italien qui a connu, depuis le printemps 2001, une extraordinaire montée sociale combinant, par vagues, des grèves générales catégorielles, des grèves générales « *centrales* », l'irruption du mouvement altermondialiste depuis Gênes, les mobilisations anti-guerre dont l'hégémonie s'est manifestée par les affiches « *pace* » aux fenêtres de millions de familles, et, de surcroît, un début d'interaction entre le mouvement syndical et le mouvement altermondialiste.

Trois facteurs nouveaux, dynamiques, se dégagent des expériences récentes :

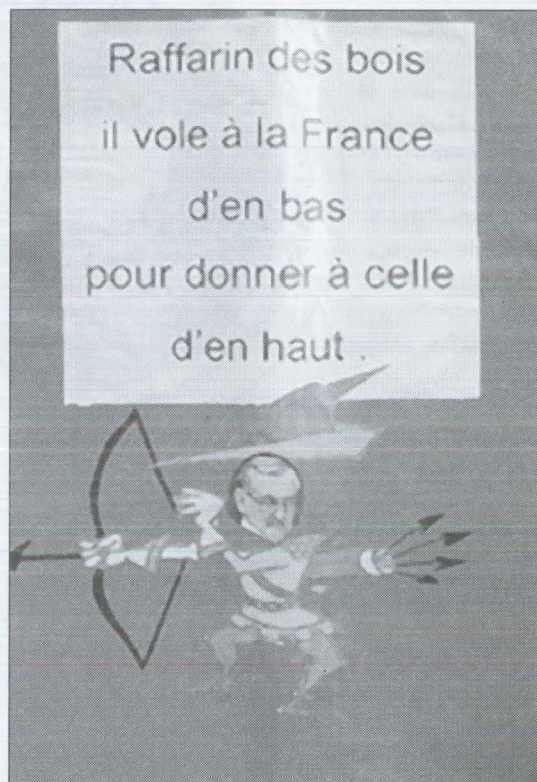
- Tout d'abord, le combat, malgré son échec (qui apparaît désormais comme « *momentané* »), ouvre une nouvelle perspective aux yeux des couches militantes. C'est que les formes de la lutte changent : une capacité démocratique à la base, des initiatives de débordement, des actions radicales, etc. Ensuite, il y a partout l'apparition d'une nouvelle génération de syndicalistes, moins idéologiquement formée mais pas moins aguerris dans la capacité argumentaire face aux structures syndicales, partidaires et étatiques.

- Mais il s'agit du tout début du renouveau des cadres syndicaux. Dans chaque pays, dans chaque grande lutte, dans chaque mouvement ouvrier national, on peut trouver des indications précieuses de la renaissance du mouvement syndical. Mais ce n'est qu'un début de redressement après une défaite majeure de la classe ouvrière et un affaiblissement structurel du mouvement syndical. Dès lors, on doit se rendre compte qu'il « *est très rare qu'ait existé un déphasage aussi net — un hiatus quasi désespérant — entre l'ampleur des mobilisations d'un côté et, de l'autre, leur sédimentation politique et organisationnelle...* » (3).

- Le troisième facteur, c'est l'extraordinaire vitalité et créativité du mouvement altermondialiste à l'échelle internationale. Celui-ci a d'abord réussi à former, en peu de temps, un mouvement international comme point de référence et de ralliement d'une multitude de forces sociales. Pour ensuite donner naissance, à travers une phase exceptionnellement complexe de la situation internationale, à un mouvement anti-guerre avec un impact sans précédent dans l'histoire. Ce qui ne l'a pas empêché de poser, en parallèle, les sédiments d'un nouveau mou-

vement social européen (le Forum Social Européen de Florence et, maintenant de Paris/St. Denis). Aujourd'hui, il affronte un double défi : opérer sa jonction avec le monde du travail dans les pays « *riches* » et, pour progresser dans ce sens, comprendre la « *question sociale* » dans le monde capitaliste avancé (« *les pays riches* »), c'est-à-dire l'exploitation du travail et l'oppression des femmes.

Intuitivement, il y a le sentiment que le sort des deux mouvements — altermondialiste et syndical — est lié, parce qu'ils affrontent



tent le même ennemi : les classes dominantes « *du Nord* », les États impérialistes. Par ailleurs, ce constat ne résout pas les problèmes revendicatifs, organisationnels, stratégiques... Cette échéance est maintenant devant nous. Le pont à construire pose deux problèmes difficiles, notamment parce que, en vingt ans (et quelles années), l'écart entre la jeunesse et le mouvement ouvrier n'a fait que se creuser : le premier, au sein du mouvement altermondialiste, pour comprendre le rôle de la classe salariale — comme classe exploitée et comme force sociale déterminante pour briser la politique néolibérale ; et le second, au sein du mouvement syndical traditionnel (de la Confédération Européenne des Syndicats), pour y trouver des interlocuteurs « *du même bord* » après la quasi-disparition des gauches syndicales

3. Franco Turiglatto, *Réflexions sur la question sociale*, Inprecor n° 484 d'août 2003, p. 27.

organisées dans la plupart des pays et à l'échelle européenne. Il ne faut pas se leurrer sur le rapport de force : la classe salariale est sur la défensive ; elle subit une régression sociale continue. Au bout, si rien ne change, la démoralisation menace.

Le tournant de Bertinotti

Une proposition est venue de l'Italie, le pays qui est passé par la plus grande, la plus forte, la plus variée, la plus riche des expériences sociales et politiques en Europe. Le Parti de la refondation communiste (PRC) a été entièrement partie prenante dans la construction des mouvements altermondialiste et syndicaliste, y compris pour dégager « un nouveau sujet politique » anticapitaliste, révolutionnaire, en syntonie avec le mouvement et « dépassant » le PRC. C'était le tournant du dernier congrès, en avril 2003 (4). Aujourd'hui, Fausto Bertinotti, le dirigeant du PRC, dresse un bilan très mitigé, tant en ce qui concerne les mouvements que pour son propre Parti (5).

L'écart entre l'ampleur des mobilisations sociales et le faible prolongement sur le terrain politique (électoral et partidaire) a provoqué un changement de perspective dans le PRC. Devant l'échec du mouvement, la priorité devient le renversement du gouvernement Berlusconi par une coalition entre partis, le « centre-gauche » (la social-démocratie, l'Olivier de Prodi...) et le PRC, soutenue par l'ensemble du mouvement syndical et social. Et qui constituerait un nouveau gouvernement de gauche...

Le déclic du tournant a été l'échec du référendum (juin 2003). Le but était d'élargir une loi (« article 18 ») qui interdirait « des licenciements sans une juste cause » aux entreprises de moins de 15 salarié(e)s. C'était une loi sociale très importante. Et la proposition était très radicale étant donné l'ambiance néolibérale. En baissant encore le

seuil, on impliquait la masse des travailleurs/euses, jeunes et précaires. Cela avait un aspect citoyen fort, car cela parlait à des familles en difficulté et des associations non-syndicales, qui font souvent partie du mouvement altermondialiste. Il y a eu une opposition farouche de la part des organisations patronales, du gouvernement Berlusconi, des Démocrates de gauche (DS, la social-démocratie, dans l'opposition), de deux des trois grandes confédérations syndicales (UIL, CISL). Pourtant, le PRC

avait réussi à constituer une large coalition qui embrassait l'entièreté de la gauche sociale, politique et citoyenne : le PRC, le Verts, le Parti des communistes italiens (PdCI, une scission du PRC autour d'Armando Cossutta), la fédération syndicale de la métallurgie FIOM, les syndicats de base, finalement aussi la

principale confédération syndicale CGIL, le principal mouvement culturel ARCI. Le référendum n'atteignit pas son but : le taux de participation — 25,7 % des inscrits — fut trop bas. Mais plus de 10 millions ont soutenu la proposition, ce qui est énorme. Quelle conclusion politique tirer d'un tel constat extraordinairement contradictoire ?

A partir de cet « échec », Bertinotti opère son « tournant ».

Partant de la faiblesse du mouvement, essentiellement basé sur les courants sociaux et politiques de la gauche radicale, il ouvre une nouvelle perspective. Il vise la chute à court terme du gouvernement Berlusconi par une alliance avec « le centre-gauche » (les partis socio-libéraux de « l'Olivier ») pour former un gouvernement, dont le PRC serait partie prenante. Il s'agit d'« ouvrir un parcours, un début de discussion programmatique ouverte et nourrie par les conflits, et un objectif, la chute du gouvernement Berlusconi et la réalisation d'une alliance programmatique qui se porte candidate au gouvernement du pays » (6). Toutes les difficultés et les problèmes tactiques y sont : l'unité d'action la plus large y compris avec la social-démocratie néolibérale pour chasser un gouvernement de droite ; la bataille pour l'hégémonie de la gauche radicale — sociale et politique — au sein de ce « front unique » ; le

débat politique public pour obtenir un programme d'action ; la formation d'un nouveau gouvernement « de centre-gauche » ; et l'entrée du PRC dans un tel gouvernement. Celui-ci portera, selon Bertinotti, d'autant plus la marque du radicalisme social que ce gouvernement sera porté par le mouvement, dans une phase où le programme social-démocrate/réformiste est impraticable dans le capitalisme aujourd'hui, et où le néolibéralisme est totalement dis-crédi-té

Le problème n'est pas l'unité d'action, ni à la limite un bloc électoral pour battre Berlusconi si la loi électorale très antidémocratique l'impose ; mais bien l'engagement déjà annoncé du PRC à entrer dans un gouvernement dont le programme se met en place dès à présent ! C'est l'expérience qui tranchera. La motivation profonde de la direction du PRC est manifestement l'échec électoral et la croissance limitée du Parti après une phase extrêmement féconde du point de vue de l'auto-activité et l'auto-organisation des masses populaires et des jeunes, une ligne radicale du PRC en phase avec celles-ci, et une énorme activité de ses militants qui ont joué un rôle importante dans le mouvement.

A la base de ce tournant hâtif il y a une difficulté réelle : on se trouve dans la première étape de la renaissance du mouvement social et politique ; son redressement organisationnel est limité, mais sa légitimité dans la société est déjà forte. Les partis anticapitalistes/radicaux sont encore une minorité, mais ont déjà réussi à entrer dans les assemblées politiques élues.

Il s'ensuit qu'on ne peut se désintéresser des agissements d'un gouvernement de droite qui multiplie les attaques contre les acquis sociaux (et souvent démocratiques). Sans tomber dans l'électoratisme, l'effort de se renforcer via le suffrage universel est utile, quant à la visibilité d'une alternative anticapitaliste.

Contracter, en revanche, une alliance programmatique gouvernementale avec les partis socio-libéraux, c'est prendre le risque de se discréditer comme cela est arrivé à plu-



RECHERCHE

grève nationale
jusqu'à satisfaction



désespérément

4. Cf. le dossier publié dans *Inprecor* n° 470/471 de mai-juin 2002.

5. Cf. l'article de Fausto Bertinotti dans *The Guardian* du 12 août 2003.

6. Document adopté par la Direction Nationale du PRC, publié dans *Liberazione* du 25 septembre 2003.

seurs partis, du PCF aux Écolos belges. Leurs organisations sont en lambeaux. Le danger plus grave encore c'est qu'une telle alliance gouvernementale pousse inévitablement les partis anticapitalistes qui la rejoignent à se conformer à la participation gouvernementale et, pire, à limiter l'autonomie du mouvement social. Tant le Parti et que le mouvement seront aspirés par les convulsions politiques que de telles opérations comportent.

La « question politique » : hors de portée ?

Il faut fermement maintenir le cap sur le développement du mouvement social, lui donner toute sa latitude pour déployer ses ailes dans l'action, pour créer une culture de liberté d'expression et de pluralisme, pour renforcer son programme, ses analyses, ses organisations.

La question du « débouché politique » est incontournable et impérative. Mais pour la gauche radicale, elle se pose malheureusement dans le vide : les partis, les élections, le gouvernement, l'État, c'est tabou ! Tout le monde en parle, mais dans le mouvement c'est interdit. L'écart entre l'ampleur du mouvement social et la stratégie forcément politique reste tabou. Jusqu'à quand ?

En absence d'une lame de fond d'engagements, ce n'est que par bribes qu'on réussira à colmater la brèche.

Quatre facteurs peuvent y contribuer.

① L'extraordinaire nouveauté de la situation c'est l'existence, pour la première fois depuis 25 ans, à l'échelle mondiale, variable de pays en pays, d'un vaste milieu contestataire et internationaliste. Il a une formidable capacité d'initiatives mondialisée et échappe, pour le moment encore, à la récupération par les forces conservatrices socio-libérales et étatiques-institutionnelles. En son sein, une gauche « sociale-sociale » et pluraliste, est un élément constitutif. C'est au sein de cette mouvance que se trouve l'énergie et la conscience pour former une nouvelle formation politique anticapitaliste. Mais l'inertie, la méfiance, la réticence, l'incompréhension bloquent cette solution. Entre-temps, elle laisse la conclusion politique de leur activité sociale aux partis politiques traditionnels de la gauche socio-libérale.

② Le mouvement, de par son ampleur et les problèmes sociaux qu'il soulève, contient désormais une profonde contradiction : comment réaliser ses grandes revendications qui forment son identité (la taxe Tobin, l'annulation de la dette du tiers-monde, le combat contre l'inégalité sociale...), et au-delà, comment arriver à cet « autre monde » qui

est possible ? L'exigence d'une « autre gauche » découle logiquement de cela. Qui dit « stratégie » et « programme », dit aussi pluralité des opinions organisées, voire des courants, des mouvements et des partis politiques. On dit et répète que le mouvement est « anticapitaliste ». « Potentiellement » anticapitaliste, oui ; anti-establishment ou anti-systémique, certainement. Mais des références élémentaires pour l'anticapitalisme manquent : la nécessité d'enlever le pouvoir économique aux grands groupes transnationaux ; celle de changer radicalement et de réorganiser le pouvoir politique par en bas ; la nécessité d'une force sociale majoritaire et, donc, démocratique pour s'imposer à l'oligarchie financière qui nous gouverne. Ces idées ne sont ni discutées, ni — encore moins — acceptées. C'est sans doute une des raisons qui expliquent que « le politique » reste une énigme ou un repoussoir pour une bonne partie du mouvement.

③ Il existe une vie politique très présente « en dehors du mouvement ». Les partis gouvernementaux sont un facteur de polarisation très fort : leur action touche la masse de la population. A l'échelle européenne, dans la plupart des pays, on distingue aisément la gauche socio-libérale, successivement au gouvernement et dans l'opposition. Comment le mouvement peut-il ne pas prendre position face aux politiques concrètes qu'ils défendent ou appliquent ? Et faire des propositions alternatives ? De surcroît, il s'agit d'une vraie bataille politique. Mais la politique pèse de plus en plus dans le mouvement et face au mouvement. Ainsi, la social-démocratie discréditée et exsangue cherche désespérément à « l'intégrer ». Elle trouve des appuis en son sein parmi des individualités réformistes. Par exemple en France, la direction d'ATTAC Cassen-Nikonoff s'est synchronisée avec le PS et le PCF pour attaquer la gauche radicale. Le mouvement n'échappera pas à s'organiser en parti ou en plusieurs partis, ou en courants dans un parti.

④ Ce processus de clarification politique, lent et latent, va sans doute sortir de sa cachette dans les mois qui viennent. Pour toutes les raisons mentionnées, mais surtout en raison des élections européennes de juin 2004. Pour l'UE et les partis qui lui sont dévoués, c'est une belle occasion pour légitimer et compacter cette Europe capitaliste et impérialiste de la Finlande à la Méditerranée, de l'Océan Atlantique à la frontière russe. La différence, l'antagonisme entre la gauche socio-libérale et la gauche anticapitaliste éclatera aux yeux de millions de gens. Comment les milliers de partici-

pants et militants du mouvement pourront-ils rester à l'écart ? A cette occasion, il ne s'agit plus de compter les voix le soir d'une élection. Il s'agit d'une bataille pour « conquérir les cœurs et les consciences » !

Ainsi, deux événements capitaux vont avoir lieu dans la période immédiatement devant nous : le Forum Social Européen qui rassemblera plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les « ateliers de discussion », et plusieurs centaines de milliers dans la



manifestation à Paris ; des millions de gens vont faire un choix politique dans les 25 pays-membres (450 millions d'habitants).

Il faut lier les deux. Du Forum nous attendons une nouvelle impulsion vers des mobilisations communes pour repousser les politiques néolibérales et porter la question des droits sociaux au cœur de l'Europe — sans oublier la lutte contre la guerre. Ces questions seront aussi au cœur de la campagne électorale européenne de juin 2004.

Aux militants de la gauche sociale de s'en saisir. C'est le moment de s'engager. La situation s'y prête. Pour la première fois, une série de partis et mouvements — larges et pluralistes, qui travaillent ensemble depuis quelques années dans les Conférences de la Gauche Anticapitaliste européenne (7) — ont annoncé leur volonté de constituer un « parti européen ». Ils n'ont pas l'arrogance de prétendre qu'ils forment déjà la nouvelle force politique à l'échelle de notre continent capable de lutter efficacement pour imposer les revendications sociales et de lutter pour un « autre monde », une « autre Europe ». Ils tendent la main aux dizaines de milliers d'hommes et de femmes pour qu'ils s'y engagent. Aux Forums Sociaux Européens doit répondre une nouvelle force politique anticapitaliste. ■

23 octobre 2003

7. Cf. *Inprecor* n° 484 d'août 2003, pp. 31 à 36.

L'enjeu de l'Assemblée des Femmes

Par
Nadia De Mond*

Pourquoi une journée des femmes au Forum social européen (FSE) ? L'idée d'organiser une journée entière de débats de femmes à l'intérieur du FSE est née à Florence lors des espaces limités de discussion en atelier ou en séminaire, gérés par des réseaux féministes, fournis par le premier Forum social européen. Le constat d'un manque de temps pour un véritable approfondissement des sujets apportés par les femmes dans le cadre de ce forum était évident. Malgré l'effort de la Marche mondiale des femmes, qui avait participé dès le début aux réunions européennes de préparation de cet événement, la présence des femmes — et d'autant plus des féministes — et leur impact dans les discussions du Forum ont été extrêmement limités. Cet état des choses correspond aussi bien à la persistance du patriarcat (entendu comme relations de domination entre les deux sexes) dans nos sociétés, y compris dans les organisations et mouvements sociaux, comme à l'absence d'un mouvement autonome des femmes, suffisamment fort et structuré aux niveaux national et international.

La proposition d'une journée entière (au début on avait même envisagé un week-end) consacrée aux droits des femmes devait, d'un côté, rééquilibrer ce manque de protagonisme dans le cadre des forums et, de l'autre, permettre de renforcer les liens entre les différentes associations et mouvements de femmes, existant dans les différents pays européens.

Un processus compliqué.

L'idée était d'insérer à chaque rencontre européenne du FSE une réunion de préparation de la journée femmes, en créant ainsi

une dynamique dépassant les frontières et les horizons traditionnels du mouvement des femmes. Dans les faits cette formule n'a pas été si simple à appliquer. Les mêmes difficultés que rencontrent les associations de femmes au niveau national — éparpillement géographique et thématique, manque de ressources économiques, de structures organisées et de permanentes... — ont pesé dans la réalisation d'un véritable travail coordonné en fonction de l'Assemblée de Bobigny. Par conséquent le gros du travail organisationnel et politique a dû être assumé par le pays accueillant le Forum.

Le revers positif du médaillon consiste dans le grand intérêt que l'Assemblée a suscité dans différents pays et notamment en France même, où des centaines de femmes, organisées ou non, se sont déjà inscrites à la journée. Dans plusieurs pays, principalement de la région méditerranéenne, des groupes féministes ont collectivement préparé leur participation de façon à ce que la rencontre puisse servir réellement à échanger des expériences sur le terrain et à élaborer des stratégies communes de résistance à l'Europe des banques, de l'armée et du Vatican.

En fait, un des objectifs de l'Assemblée consiste dans la rédaction d'une déclaration des femmes face à l'Europe en construction : sa Convention et les politiques qui s'en suivront.

Cette déclaration sera accompagnée par des propositions de campagnes centrées sur les questions clés concernant les droits et les libertés bafoués des femmes sur le vieux continent à partir du droit de libre choix par rapport à la sexualité et la procréation ; l'inclusion des immigrées et leur statut autonome ; les politiques néolibérales de l'UE qui appauvrissent en premier lieu les femmes (et notamment les femmes âgées)...

L'Assemblée de femmes est conçue tout d'abord comme une étape dans la construction de réseaux et de campagnes qui permettront à leur mouvement de s'exprimer et d'agir au niveau continental, de se mesurer avec la dimension européenne de la politique. Il ne s'agit donc pas de la énième

conférence internationale qui s'arrête à l'analyse plus ou moins sophistiquée des problèmes pour ensuite se donner rendez-vous à la prochaine conférence.

Les travaux de la matinée seront divisés en six ateliers qui échangeront les expériences de résistance et de luttes sur les sujets suivants : femmes et guerre ; violence ; libre choix ; immigration et reproduction ; emploi, pauvreté, précarité ; incarnation du pouvoir.

L'ensemble des thèmes affrontés sera présenté en assemblée plénière l'après-midi et ensuite relié à la déclaration concernant la Convention à approuver en fin de journée. Un cortège multicolore reliera la journée des femmes à l'ouverture officielle du FSE.

Le féminisme dans le mouvement altermondialiste

La réalisation de l'Assemblée européenne pour les droits des femmes est le fruit d'un énorme effort subjectif de la part de cette aile du féminisme (radical) qui s'est investie dans le mouvement altermondialiste en partant d'une double considération :

1° Que la présence du mouvement des femmes est indispensable au sein du mouvement international pour un autre monde possible et que la critique radicale du système de domination est vouée à l'échec sans l'apport du féminisme.

2° Que le mouvement des femmes a tout à gagner en effectuant une plongée dans ce mouvement mixte, composé principalement par des jeunes — parmi lesquels énormément de jeunes femmes — pour se renouveler et dresser un pont avec les nouvelles générations.

C'est principalement grâce au maintien, dès l'an 2000, du réseau européen de la Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté que les conditions minimales indispensables ont été réunies pour que la journée puisse prendre forme, être discutée collectivement et « vivre » dans différents pays d'Europe.

A propos du premier point il est évident que le mouvement altermondialiste a du mal à assumer pleinement l'apport du féminisme dans ses analyses et ses discours.

Le féminisme introduit dans le mouvement des thèmes fondamentaux comme une relecture des structures économiques par le biais de la reconnaissance et de la valorisation du travail domestique, qui reste pratiquement à la charge des femmes, ou encore l'utilisation d'une optique de genre par laquelle il faut interpréter toutes les relations sociales. Sur ces thèmes il existe maintenant une ample bibliographie et une

* Nadia De Mond, militante du Parti de la refondation communiste (PRC) d'Italie et du courant "Bandiera Rossa" (qui regroupe les militant(e)s du PRC s'identifiant à la IVe Internationale), coordonne la Marche mondiale des femmes au niveau européen.

« expertise » de la part de chercheuses et d'activistes de partout dans le monde. Au niveau théorique le féminisme apporte des concepts fondamentaux comme la multiplicité du sujet de la transformation (dont il découle qu'il n'existe plus de contradiction prioritaire et plus d'avant-garde unique qui dirigera le processus) ; la nécessité d'une approche d'ensemble qui intègre les différents sphères de la vie dans une perspective révolutionnaire (un projet qui ne peut aboutir que s'il arrive à mobiliser les énergies et la passion des personnes directement intéressées).

Tout cela reste absolument en marge par rapport aux idées-forces qui caractérisent le mouvement jusqu'à maintenant, mouvement qui d'ailleurs n'a presque pas mis en avant de porte-parole explicitement féministes.

Les idées doivent être portées par des sujets en chair et os pour qu'elles puissent vivre dans l'amalgame varié mais cohérent qui compose le Forum social mondial (FSM). C'est à partir de cette constatation que les féministes antilibérales ont commencé à œuvrer pour construire les rapports de forces nécessaires au sein du mouvement afin que l'alchimie de fusion entre courants d'idées marxistes, indigénistes, de théologie de la libération, nationalistes-progressistes, de libération sexuelle, et féministes puisse avoir lieu.

Toutefois il ne s'agit encore que d'un pari. Une présence forte et articulée de féminisme est une condition indispensable, mais pas nécessairement suffisante, pour que les acquis théoriques et stratégiques du mouvement des femmes deviennent hégémoniques au sein du FSM. La culture patriarcale millénaire consolidée dans des rapports sociaux et économiques structurels traverse tout aussi bien nos compagnons de route des Forums sociaux, lesquels expriment une formidable force d'inertie par rapport aux tentatives de rénovation des modalités de lutte et d'organisation, de formation d'un leadership différent, et de définition des contenus prioritaires du mouvement.

« Un mouvement du mauvais genre ? »

Tel est le titre d'un des séminaires coorganisé par la Marche mondiale des femmes (MMF) pendant le FSE. En effet c'est la question que se posent pas mal de féministes étant donné les considérations ci-dessus et ce que l'on appelle en jargon « l'asymétrie » du féminisme par rapport au mouvement et par rapport à la Politique en général.

En faveur du pari fait par les femmes de



la MMF (et pas seulement) il faut dire que du point de vue de l'affirmation des principes, le Forum social mondial et ses différentes articulations régionales ont accompli des progrès par rapport à ce qui est la tradition du mouvement ouvrier. En paroles le féminisme et la lutte contre les structures patriarcales sont assumés. Les réseaux féministes internationaux et le mouvement des femmes dans les différents pays participants ont trouvé les portes ouvertes à leur entrée dans les Forums. Dans plusieurs pays, pourtant pas particulièrement progressistes en termes de droits des femmes et de libertés sexuelles, comme le Portugal, l'Italie et la Suisse, les Forums sociaux ont intégré dans leur programme les thèmes portés par le féminisme et par le mouvement de libération homosexuelle (GLBT — gay-lesbiennes-bi- et trans-sexuel(le)s).

Ce sont ces premières indications qui nous ont inspiré l'espoir que le chemin de la contamination mutuelle des différents courants et sujets qui composent le mouvement ne s'arrêtera pas là et que son avancement est une question qui repose aussi partiellement entre nos mains.

En même temps il existe des signaux de reprise du mouvement des femmes et de l'intérêt pour les analyses féministes en dehors et au sein du mouvement altermondialiste.

Dans les pays du Sud les organisations de femmes n'ont cessé de croître au cours des dernières décennies. L'adhésion massive à la MMF de l'an 2000 dans certains pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine en témoigne. Beaucoup d'entre elles connaissent leurs propres rythmes de croissance souvent absolument détachés de ce que nous considérons habituellement

comme la centralité du mouvement altermondialiste (la fameuse asymétrie).

Quelques petits groupes de féministes académiques, issus des « études de genre », se situent avec leur approche propre aussi bien par rapport au mouvement mixte que par rapport au « vieux » féminisme occidental.

Dans le cadre des forums sociaux plusieurs secteurs de femmes s'interrogent sur la spécificité de leur participation en tant que (jeunes) femmes au sein de ce mouvement.

Pendant la dernière manifestation contre l'Europe des banquiers et de l'exclusion sociale à Rome, par exemple, un secteur de jeunes « désobéissantes » s'est auto-organisé pour la première fois en cherchant ses propres formes de visibilité et d'action radicale au sein du cortège, faisant face à la police dans les premiers rangs, inspiré par l'action directe des paysannes lors de la mobilisation contre l'OMC à Cancún. Un grand débat s'en est suivi dans les listes internet de discussion féministes en Italie. Est-ce que ces formes d'action qui n'excluent pas la collision nous appartiennent ? S'agit-il là d'un embryon de conscience féministe ?

A mon avis, il n'est pas du tout automatique que les jeunes femmes qui se mobilisent prennent conscience de leur condition de genre subalterne, des relations patriarcales existantes dans la société et de la discrimination dont elles sont l'objet. Mais il est certain que ce milieu-là offre les meilleures possibilités pour que le discours féministe puisse être entendu et assumé, à condition que nous soyons perçues comme parties prenantes du même mouvement et capables de communiquer nos idées et nos expériences de façon attrayante. C'est là un autre grand défi pour le féminisme qui a su se remettre en marche ces dernières années.



Offensive contre les enseignements publics

Par
Carlos Sevilla Alonso*

L'éducation fait face à de multiples menaces qui cherchent à la réduire à la condition de marchandise. De l'École républicaine française à l'Université de masse après la Seconde guerre mondiale, les systèmes d'éducation ont reproduit et continuent à reproduire les inégalités de classe. D'autre part, de nouvelles résistances apparaissent qui mettent à l'ordre du jour la défense du service public et la recherche d'alternatives au modèle éducatif néolibéral.

L'éducation, comme les autres services publics, est au centre des projets de contre-réformes de l'UNICE (organisme patronal européen), de l'OCDE, de l'ERT (Table Ronde des industriels européens), de la Commission européenne et de l'OMC — avec l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Elle constitue le point de mire des contre-réformes que chacun des États entreprend en vue de « libéraliser » ce service public et de l'ouvrir à la voracité du capital.

Au-delà de ces tendances conjoncturelles, les systèmes éducatifs formels ont contribué et contribuent toujours à la reproduction structurelle et idéologique de la société de classes. Pourtant, de plus en plus, l'éducation a une fonction économique et de moins en moins idéologique, puisque la presse, la radio, la télévision et la publicité ont pris la relève de cette fonction.

A partir du XX^e siècle, les progrès technologiques industriels, la croissance des administrations publiques et le développement des emplois dans le commerce ont fait renaitre la demande de main-d'œuvre qualifiée. Le système d'éducation s'est ouvert dès lors à des filières « modernes », techniques ou professionnelles. On a commencé à affecter une fonction économique à l'enseignement. Après la Seconde guerre mondiale le rôle économique de l'école s'est développé.

L'essor dudit « État providence », à partir d'une croissance économique forte et durable d'innovations technologiques lourdes et de longue portée, exige une croissance de la main-d'œuvre salariée et une augmentation générale du niveau d'instruction chez les travailleurs et les consommateurs. Les budgets d'éducation sont passés de 3 % du PIB au

cours des années 1950 à 6 % voire à 7 % à la fin des années 1970. Les aspects qualitatifs de l'adéquation entre l'enseignement et l'économie (objectifs, contenus, méthodes, structures) sont devenus des questions de moindre importance.

L'enseignement secondaire (et, dans une moindre mesure, supérieur) qui se massifie entre 1950 et 1980 ne change pas fondamentalement de nature. Cette massification a également contribué au rôle du système éducatif comme instrument de reproduction de la stratification sociale. La demande de main-d'œuvre dans le secteur des services et dans l'administration semblait offrir certaines perspectives de promotion sociale, par contre, la massification (et la non-démocratisation des structures) a également donné lieu à l'augmentation de l'échec scolaire et du nombre d'enseignants « libéraux » (répétiteurs), se convertissant de la sorte en une nouvelle sélection hiérarchisante.

Avec le nouveau contexte économique défini par la crise structurelle qui débute au cours des années 1970, la croissance des dépenses publiques, où l'éducation occupe une place prédominante, sera brutalement freinée. Les dirigeants des pays capitalistes prennent pleine conscience de ce nouvel environnement et des nouvelles missions qu'il impose à l'enseignement. Ce nouvel environnement se caractérise par :

- L'innovation technologique constante : les industries et les services ont profité de ces innovations pour atteindre une plus grande productivité ou pour conquérir de nouveaux marchés ; l'introduction des technologies de la communication dans la production et les marchés de masse ; la constante diminution de la prévisibilité économique.

- Les réformes du marché du travail en vue d'accroître la précarité de l'emploi : les travailleurs sont obligés de changer régulièrement de poste de travail, d'emploi, voire de fonction ; la croissance du nombre d'emplois hautement qualifiés (informaticiens, ingénieurs, spécialistes de systèmes informatiques et de gestion de réseaux) augmente en pourcentage mais non pas en volume ; d'autre part la croissance est encore plus explosive chez les emplois peu qualifiés (ou de formation de courte durée sur le lieu même du travail).

- L'abandon de l'engagement de l'État vis-à-vis des services publics ; la crise des finances publiques.

La dualisation qui se produit sur le marché du travail s'accompagne d'une dualisation parallèle dans l'éducation. Ainsi, la flexibilité au travail exige le recyclage de la force de travail, par le biais de la formation continue tout au long de la vie. Ce processus nécessite une adaptation qualitative de l'enseignement (formation à utiliser puis à jeter) et une main-d'œuvre docile, disposée à assumer sa propre adaptation au marché du travail (employabilité).

Ainsi, la dérégulation des diplômes apparaît, on suggère des formules flexibles de certification (jusqu'à maintenant fortement régulées par le diplôme) qui permettent de diminuer la capacité collective de négocier les conventions et partenariats avec les entreprises (avant la crise budgétaire) et introduisent « l'esprit d'entreprise » (la compétence professionnelle, l'aptitude personnelle, la discipline) au sein des systèmes d'enseignement.

Une autre tendance dans l'éducation est la promotion de modes de formation informels : on fait la promotion de l'éducation hors de l'école par les fournisseurs d'enseignement privé à but lucratif — une « éducation tout au long de la vie » rentable pour ses fournisseurs. On répand l'idée de répartir les responsabilités entre les pouvoirs publics et les fournisseurs privés.

La stratégie patronale peut se résumer ainsi : baisser les coûts de la formation (l'État prend en charge les coûts, augmentant ainsi la marge de bénéfices privés), déstructurer l'obtention des diplômes pour les adapter à la précarisation du travail et déqualifier ainsi la société dans son ensemble.

Vers l'éducation-marchandise ?

L'éducation comme l'ensemble des services publics a intégré le domaine du commerce international par le biais de l'OMC et de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). L'objectif de l'AGCS c'est « la libéralisation complète du marché des services ». L'éducation, comprise dans l'AGCS, a été introduite à l'origine de l'OMC (Cycle d'Uruguay 1995) à l'initiative des États-Unis, le plus important exportateur de services éducatifs.

Les services éducatifs fournis par une autorité gouvernementale, dont la prestation est totalement gratuite et n'est pas ouverte à la concurrence sur une base commerciale, constituent une limite de l'AGCS (art. 1.3b et c). Le problème est que ce monopole existe rarement car il y a de nombreuses formes « d'externalisation » ou de sous-traitance des services publics, bien que le principal fournisseur soit une autorité gouvernementale. Il n'y a pas, de ce fait, de services publics à l'état pur et les portes s'ouvrent devant l'AGC et les règles du marché. Le marché de l'éducation (comme l'OMC le dénomme) est divisé en cinq catégories : l'enseignement primaire, secondaire, supérieur, celui pour adultes et les autres services éducatifs. Le secteur public continue à être

* Carlos Sevilla Alonso est militant d'Espacio Alternativo (État espagnol). Traduit de l'espagnol par Maria Gatti.

la source principale de son financement.

L'article 15 de l'AGCS menace d'en finir directement avec le financement public de l'enseignement et qualifie les subventions « *de distorsion du commerce des services* » ; il affirme que « *tout membre qui considère qu'une subvention accordée par un État-membre lui est préjudiciable, pourra mettre en marche le processus d'examen et solliciter une consultation de l'organisme de résolution des différends* » — le tribunal de l'OMC qui appliquera des sanctions contre les pays dressant des obstacles à la libre concurrence. Les autorisations, les exigences et les normes techniques de régulation interne des États-membres de l'OMC ne peuvent, selon l'article 4, continuer à constituer des « *obstacles non nécessaires* » à la libre circulation des marchandises (ici, les services d'enseignement !).

Ces articles de l'AGCS sont accompagnés des principes fondamentaux de l'OMC comme ceux de « *la nation la plus favorisée* » ou du « *traitement national* ». Dans le premier cas, le traitement favorable à un autre pays signataire en matière d'importation et d'exportation de services implique le même traitement pour l'ensemble des pays signataires et dans le second cas, les entreprises étrangères présentes sur le marché d'un pays donné doivent bénéficier d'un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde aux entreprises nationales dans ce marché.

Comme on peut l'observer, les objectifs de l'AGCS sont le démantèlement pur et dur de l'enseignement public qui est traité comme un concurrent disposant des avantages (grâce au financement public) dont est privé l'enseignement fourni par les entreprises privées.

Au moment où nous écrivons, l'Union européenne (UE) a exclu l'enseignement des propositions de la Commission européenne pour le Sommet de Cancún de l'OMC. Or, la pression de l'avant-garde néolibérale en matière d'enseignement (États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande), l'importance de certains pays de l'UE en tant qu'exportateurs de services d'enseignement (France, Allemagne, Grande-Bretagne), la pression au sein de l'UE de l'ERT et de l'UNICE, enfin l'objectif tant de l'OMC que de l'AGCS d'avancer vers la libéralisation complète, ne mettent nullement à l'abri les secteurs de service public momentanément exclus des négociations.

Au sein de l'UE, l'Espace européen d'enseignement supérieur (EEES) est en développement, en rapport évident avec l'AGCS (comme forme d'application progressive de celui-ci qui coïncide avec les délais pour 2010) ainsi qu'avec les objectifs établis par le Conseil européen de Lisbonne de 2002 : « *promouvoir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance durable, où l'enseignement doit s'adapter aux nouvelles exigences technologiques, de main-d'œuvre qualifiée et de flexibilité* » formulées par le milieu patronal européen.

Le développement de l'EEES s'établit par la méthode de coordination ouverte et se reflète dans le « *processus* » de Bologne qui de 1998 jusqu'à 2003 a connu plusieurs rencontres de ministres chargés de l'enseignement supérieur (Sorbonne 1998, Bologne 1999, Prague 2001 et la plus récente à Berlin 2003). Cet espace prend sa source dans le *Livre Blanc* sur l'éducation de la Commission européenne (1990), dont le rôle dans la détermination des politiques de l'éducation s'est accru de manière significative, sous la pression institutionnelle de l'ERT et de l'UNICE.

Du point de vue de la régulation législative, l'éducation et la formation figurent aux articles 149 et 150 du Traité de l'Union européenne où l'on retrouve les critères généraux et des bonnes intentions ; mais le projet de Constitution européenne, présenté par la Convention, constitue une menace pour tous les services publics car il introduit le nouveau concept de « *services d'intérêt économique général* », concept qui se retrouve également dans le *Livre Vert* de la Commission.

Dans le *Livre Blanc*, comme dans les rapports de la Commission en matière d'enseignement de la décennie, dès 1990 l'influence de l'ERT et de l'UNICE est flagrante et les principes développés dans leurs rapports respectifs sont repris par la Commission européenne et le projet de l'EEES. Ces principes sont de promouvoir l'enseignement à distance et l'enseignement électronique comme modes de formation informels offerts par des fournisseurs privés, l'enseignement tout au long de la vie, pour s'adapter aux exigences changeantes du marché du travail, la responsabilité individuelle des étudiants face à leur propre formation et à l'adaptation au marché, l'employabilité, la rénovation des méthodes pédagogiques par l'introduction passive de nouvelles technologies, l'introduction du marketing dans les écoles, pour promouvoir l'esprit d'entreprise. En soi, cela n'est pas très parlant. Pour décrypter ce langage technocratique il faut le situer dans le nouveau contexte économique, rappelé au début de cet article.

On peut identifier quatre grands moyens qu'adopte le projet de l'EEES en cours d'application :

- changer la structure des études universitaires ;
- mettre en place un système de titres d'études homologables ;
- développer le Système européen de transfert d'unités de cours capitalisables (ECTS) ;
- promouvoir la mobilité des enseignants et des étudiants.

Le moyen fondamental est la réforme de la structure des études, en établissant deux cycles (undergraduate et graduate), en réduisant la durée du premier cycle à trois ans convertis en enseignement généraliste orienté vers le marché du travail précarisé et un second cycle où seule une élite pourra poursuivre ses études.

Dans le processus de Bologne, c'est à partir de la Déclaration de Prague de l'an 2001

signée par 33 pays qu'apparaît avec le plus de clarté l'influence de la Commission qui participe à la rencontre avec le vocabulaire de l'ERT et de l'UNICE, ainsi qu'avec les objectifs du Conseil européen de Lisbonne. Cette déclaration énonce son appui à l'enseignement tout au long de la vie par le recyclage de la force de travail et l'objectif d'augmenter la compétitivité de l'EEES pour attirer des étudiants de partout dans le monde (éducation transnationale).

Il faut souligner la participation de l'Union européenne des étudiants (composée de syndicats étudiants UNEF, UDU, NUS, Vss-Unes, ÖH) à la réunion de Prague et au groupe de suivi du processus de Bologne. Le résultat fondamental en a été de le légitimer sans réussir à en modifier quelque aspect que ce soit.

L'éducation et non le profit !

Mais l'espoir grandit aussi, grâce à l'impulsion du mouvement altermondialiste, à ses contre-sommes, forums et manifestations qui donnent lieu à une convergence d'acteurs dans le domaine de l'éducation qui partagent une même analyse critique de sa marchandisation et recherchent des alternatives à celle-ci.

Ainsi, on constate le développement de forums sectoriels en matière d'éducation comme espaces de réflexion et d'action pour les opposants au néolibéralisme. Notamment, le Forum mondial de l'éducation (2002-2003) dans le cadre du Forum social mondial, composé de syndicats et d'ONG qui ont développé une analyse et formulé des alternatives, mais sans propositions d'action. Un autre forum important a été le Forum d'éducation européenne de Berlin (2003), comme espace de convergence européen de groupes étudiants et de syndicats de base face au processus de Bologne et à l'AGCS.

Dans le cadre du Forum social européen différentes initiatives ont eu lieu (séminaires, conférences, assemblées d'étudiants) qui, si elle n'ont pas réussi à cristalliser des propositions d'action de dimension européenne, ont donné l'impulsion à la mise en place d'un réseau sectoriel européen en matière d'éducation.

L'importance politique de ces réseaux est évidente, car si l'offensive néolibérale se déroule au niveau mondial (AGCS) et continental (Commission européenne et processus de Bologne), les résistances demeurent ancrées dans le cadre strictement national contre les mesures de chaque gouvernement qui répondent à une logique d'ensemble. C'est par le biais de ces convergences et de l'unification des revendications et de l'action d'une portée européenne qu'on pourra passer des luttes nationales défensives à une dynamique de conquêtes partielles — nécessitant une dimension européenne — pour faire obstacle au projet patronal éducatif et ouvrir la voie à la défense et la transformation des services publics afin qu'ils soient universels, gratuits et sous contrôle des usagers et des travailleurs. ■

Démocratie, capitalisme, socialisme...

Par

Par Oskar Lange

Le socialisme — tel que je le comprends — consiste à organiser les processus sociaux de manière à ce qu'ils servent les intérêts de tous et non ceux d'une minorité privilégiée. Il s'agit donc d'un certain but et d'une certaine méthode d'activité de la société industrielle moderne et non d'une recette toute prête, valable pour toutes les époques et dans toutes les circonstances. Le but du socialisme c'est le développement le plus complet des formes démocratiques de vie, car c'est seulement en les soumettant au contrôle démocratique et à une direction démocratique qu'on peut empêcher la déformation des fonctions sociales dans l'intérêt d'une minorité privilégiée. La méthode du socialisme consiste à soumettre les problèmes sociaux à une analyse scientifique rationnelle, à tirer de cette analyse des conclusions sans tenir compte des préjugés et des dogmes établis, à réaliser enfin ces conclusions sans tenir compte des privilèges, quels qu'ils soient, qui peuvent exister.

Le but démocratique du socialisme signifie l'abolition des privilèges sociaux. Sous ce terme je comprends la restriction de l'accès à des faveurs — économiques, politiques, sociaux et culturels — à un groupe donné et l'exclusion simultanée de la possibilité d'en bénéficier des autres. Le privilège social c'est donc d'accorder à un groupe constitué le monopole de certaines faveurs. A mon avis, le plus grand mérite du socialisme c'est d'avoir découvert la corrélation entre divers privilèges sociaux. Le socialisme a démontré comment les privilèges économiques créent les privilèges politiques et — réciproquement — il a également démontré comment les privilèges raciaux ou nationaux sont liés à toute sorte de privilèges économiques et politiques.

Les illusions des libéraux bourgeois

Le socialisme a balayé les illusions des libéraux bourgeois, qui croyaient, que la véritable démocratie politique pouvait exister dans un monde entaché de profondes inégalités économiques et sociales. Dans

une société où existent d'importants privilèges sociaux du fait de la concentration de la propriété et du contrôle de l'industrie, du fait de la naissance etc., il y a également une inégalité de puissance politique, ce qui limite et déforme le fonctionnement des institutions politiques démocratiques. Ainsi la démocratie politique est limitée dans la société capitaliste par l'existence et l'étendue d'immenses privilèges économiques. C'est justement à cette déformation et à cette limitation que pensent les socialistes lorsqu'ils parlent de démocratie « capitaliste » ou « bourgeoise ».

Mais le socialisme signifie aussi que la démocratie industrielle et économique ne peut exister sans démocratie politique. Si le contrôle démocratique et un système démocratique de gestion manquent, le pouvoir politique devient un certain privilège et il conduit à privilégier économiquement et politiquement ceux qui exercent le contrôle politique. Ce fait a toujours été souligné par les socialistes, qui s'opposaient aux variantes aristocratiques (par exemple le « socialisme » des tories) et bureaucratiques (par exemple le « socialisme » étatique) du « socialisme », dont les partisans promettaient la démocratie industrielle et économique en voulant en même temps préserver le monopole du pouvoir politique dans les mains d'un groupe de favoris.

Plus récemment les socialistes avaient signalé la même chose aux communistes, qui pensaient, que la démocratie industrielle et économique pouvait être construite en offrant à un seul parti politique le pouvoir dictatorial dénué de tout contrôle. Les expériences tragiques des nations de l'Union soviétique ont clairement démontré la justesse des opinions socialistes.

Démocratie universelle

La démocratie économique et politique ne peut pas non plus exister en l'absence de démocratie dans les rapports entre les nations et entre les races. La domination politique d'une nation sur une autre ou d'une race sur une autre doit en fin de

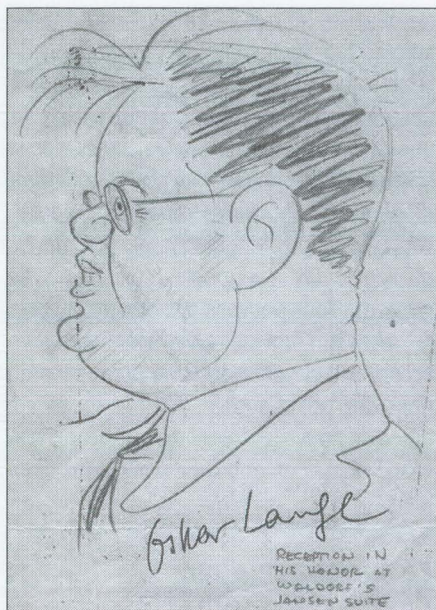
Oskar Lange, économiste polonais (1904-1965), social-démocrate de gauche au début des années 1930, émigré aux États-Unis en 1934, dont il obtint la citoyenneté, est surtout connu pour ses écrits sur la planification socialiste et sur l'économétrie.

Bien qu'il eût connu parfaitement la réalité du stalinisme (comme en témoignent ses écrits des années 1930-1940), il n'a pas hésité, lorsque, à la fin de la seconde guerre mondiale, la Pologne a basculé dans l'orbite soviétique, à délaissier l'Université de Chicago et à accepter d'abord le poste d'ambassadeur à Washington, puis à rentrer dans son pays d'origine pour y « construire le socialisme ». Il n'est jamais devenu un oppositionnel affirmé, acceptant même, en 1953, d'écrire un panégyrique sur « l'œuvre » économique de Staline (« *Problèmes économiques du socialisme en URSS* »). Mais dès que le stalinisme entre en crise, que le « dégel » commence, il revient à la charge — toujours dans les limites tolérées — pour populariser ses conceptions économiques « *alliant le plan, le marché et l'autogestion* » et réclamer une réforme de l'économie dirigée centralement.

L'article que nous reproduisons ici (traduit du polonais) a été écrit en anglais pour l'organe du Parti socialiste américain, *The Call*, en mars 1940, sous le titre *What Socialism means to me ?* (Comment je comprends le socialisme ?). Bien que dès son retour en Pologne, en 1948, Lange ait été un membre de la nomenklatura et que la publication de ses *Œuvres* ait commencé de son vivant, il aura fallu attendre 1990 et l'effondrement du régime post-stalinien polonais (et de la censure), pour que cet article (et bien d'autres) puisse être porté à la connaissance du lecteur polonais.

« *Je crains* — écrivait-il en 1940 au rédacteur de *The Call* — *que l'article ne contienne pas mal d'affirmations dogmatiques, qui n'y sont pas démontrées (...). Le titre suggère cependant une sorte de "profession de foi" et non une preuve scientifique.* » Malgré cela et malgré son caractère « daté » et adressée clairement à un lecteur nord-américain, la réflexion de Lange sur la démocratie, le capitalisme et le socialisme nous semble féconde et actuelle. « *Un autre monde est possible* » dites-vous ? Mais lequel ? Versons donc ces quelques pages jaunies au débat...

Jan Malewski



compte conduire à l'apparition de toute sorte de privilèges économiques et culturels limités aux membres de la nation ou de la race dominante et réciproquement. Qui plus est, la domination politique ou économique d'une nation sur une autre ou d'une race sur une autre, en limitant les droits démocratiques des nations (ou races) dépendantes et en créant les privilèges sociaux de la nation dominante (ou de la race dominante), produit également la tendance à limiter la démocratie et à introduire des privilèges sociaux au sein même de la nation dominante (ou de la race dominante). Cela met en lumière le caractère illusoire des slogans du « socialisme » national, qui promettent plus d'égalité économique et sociale, fondée sur l'exploitation des autres nations et races, et qui sont employés par l'impérialisme et le fascisme comme appât pour obtenir le soutien des masses.

Un privilège social en fonde donc d'autres. C'est pourquoi une démocratie partielle est impossible. Si la démocratie doit vraiment exister, elle doit être universelle. Elle doit être une démocratie non seulement industrielle et économique, mais aussi politique, elle doit exister aussi bien dans les relations internationales et inter-raciales qu'au sein de chaque nation. Si on la remet en cause en partie, on met en danger les autres domaines. La démocratie est indivisible — telle est l'attitude fondamentale du socialisme contemporain. L'indivisibilité de la démocratie apparaît le plus clairement dans l'histoire de l'actuelle démocratie politique. Le terme « démocratie bourgeoise » exprime bien les limites et les déformations, que subit la démocratie politique dans le système capitaliste, mais il n'éclaire pas sa genèse. La démocratie politique contemporaine est presque partout issue de la lutte des classes

travailleuses contre les privilèges sociaux douloureux pour elles. Le droit de vote universel, fondement de la démocratie politique contemporaine, a été arraché dans l'Amérique de l'ère pré-Jacsonnienne après de lourdes luttes des fermiers et des ouvriers agricoles, en Angleterre par la pression de la classe ouvrière, sur le continent européen par toute une série de révolutions et de luttes ouvrières.

Cette victoire de la démocratie politique constituait une partie du large front de lutte menée contre toute sorte de privilèges sociaux. La démocratie politique ne peut fleurir que tant que perdure l'orientation vers la démocratie économique et industrielle. Mais à partir du moment où les privilèges économiques et les forces du capitalisme des grands monopoles ont conquis le terrain, les racines de la démocratie politique ont été affaiblies. Lorsque la société cesse de se développer en direction de la démocratie économique et industrielle, elle devient une proie facile pour le fascisme. Le principe de l'indivisibilité de la démocratie, mis en avant par le socialisme, nous enseigne qu'il n'est possible de préserver la démocratie politique qu'en l'élargissant et en l'employant pour gagner la démocratie industrielle et économique.

Que signifie la démocratie ?

La démocratie économique signifie l'utilisation des ressources productrices dans l'intérêt de tous. Cela implique que chacun doit avoir le droit de choisir, dans les limites de ses revenus, ce qu'il veut consommer et quand il le veut, et aussi qu'on ne doit tolérer aucune inégalité des revenus en dehors de celles qui sont indispensables pour garantir le maximum de la productivité. Cela signifie de plus, que la production doit être organisée selon le principe de l'utilité sociale, c'est-à-dire de manière à procurer les biens et les services en fonction de leurs coûts sociaux et non — comme c'est le cas dans le système capitaliste — en fonction de la maximalisation du profit privé (ou collectif) des personnes (physiques ou morales) qui en sont les propriétaires ou les dirigeants. La démocratie industrielle signifie le contrôle démocratique et la gestion démocratique des processus industriels. Cela implique la liberté du choix du lieu du travail et celle du changement du type d'emploi (donc cela exclut le travail d'esclave qui existe en Allemagne fasciste et en Union soviétique) ainsi que l'organisation de relations humaines dans l'industrie sur la base de l'autogestion démocratique et de la responsabilité démocratique et non sur celle de l'autocratie

des directeurs, indépendamment du fait que ces directeurs soient des capitalistes et des entrepreneurs privés, comme dans le capitalisme traditionnel, ou des bureaucrates gouvernementaux, comme en Union soviétique, ou enfin une mixture des deux, comme sous le fascisme.

Ainsi la production au nom de l'utilité sociale est le principe essentiel de la démocratie économique, à l'opposé de la production au nom du profit privé ; et le principe essentiel de la démocratie industrielle c'est l'autogestion démocratique, à l'opposé de l'autocratie des directeurs.

La démocratie économique et industrielle laisse la place à une très grande diversité des formes de propriété, d'initiative et de gestion. Elle a besoin de la propriété privée tant des biens de consommation que des fruits identifiables de son propre travail (telle l'épargne privée). Elle tolère la propriété privée des moyens de production dans les domaines où existe une concurrence réelle conduisant à l'accroissement de la productivité par la baisse des coûts sociaux de la production. Dans de telles conditions l'aspiration à un profit privé conduit à une satisfaction efficace des intérêts de tous et les biens et services sont livrés au prix correspondant à leur coût. Mais partout où la production pour le profit privé entre en collusion avec le principe de la production au nom de l'utilité sociale, partout où elle mène à des limites monopolistiques et à la gabegie issue de la différence entre les coûts calculés du point de vue de l'entreprise privée et le coût social réel, ou encore à la concentration de la force économique, le caractère social de la propriété et de l'entreprise devient une condition indispensable de la démocratie économique et industrielle.

Décentralisation de la gestion

Mais les formes de la propriété sociale et des entreprises socialisées peuvent être très diverses. Il peut s'agir de coopératives comme de toute sorte de corporations publiques. Leurs fonctions et leur gestion peuvent avoir un caractère purement local, communal, de district, de la région ou national, pour peu qu'on choisisse la forme organisationnelle qui garantisse la production au nom de l'utilité sociale, qui empêche les profits particuliers et l'apparition des monopoles. En ce qui concerne les ressources — comme par exemple le pétrole, le cuivre, le caoutchouc, la houille, les minerais de fer — qui ne sont accessibles que dans certains pays et de ce fait constituent un monopole de certains États, le principe de la production

au nom de l'utilité publique implique qu'ils devraient devenir la propriété des institutions internationales et se trouver sous leur gestion, car c'est le seul moyen d'empêcher l'exploitation de ces ressources par les monopoles particuliers de certaines nations, ce qui crée des conflits internationaux. De telles institutions internationales pourraient avoir diverses formes et diverses étendues géographiques, en fonction du genre de ressources.

Ce qui décide donc des formes de la propriété sociale et des entreprises sociales, c'est l'élimination des profits particuliers et des situations de monopole. Mais le fait de garantir leur autogestion doit également être un facteur décisif. Cela implique une décentralisation poussée de la gestion, une séparation des pouvoirs, mais aussi une direction de la production en fonction des règles définies de la comptabilité, etc. et non en fonction des décisions arbitraires de la direction. Et avant tout, cela implique de garantir la liberté des coopératives et des corporations publiques contre les pressions du pouvoir politique.

Les socialistes rejettent de manière décidée la propriété gouvernementale et la direction de la production par le gouvernement, mais ils se prononcent pour la propriété sociale et la direction socialisée dans tous les domaines où cela est nécessaire pour assurer la production en fonction de l'utilité sociale, à condition que cette propriété et sa gestion soient le fait d'institutions autogestionnaires, indépendantes du pouvoir politique. Comme nous l'avons déjà souligné, les fonctions de ces instances et l'organisation de leur gestion devraient être capables d'assurer la production au nom de l'utilité sociale et d'éviter leur dégénérescence syndicaliste en monopoles de groupe.

Cela est possible si ces instances sont soumises à une stricte régulation de la comptabilité des coûts et des prix et en

garantissant aux consommateurs des produits et services une présence décisive dans les conseils gérant les corporations publiques qui créent ces biens et rendent ces services. Dans les corporations capitalistes privées la décision relève des actionnaires, car le but de telles corporations est le profit maximum. En accordant la voix décisive dans les corporations publiques aux consommateurs, nous garantirons la production au nom de l'utilité publique.

Le chômage

Seul le principe socialiste de la production en fonction de l'utilité publique permet de sortir du chaos de la lutte monopoliste devant des possibilités de plus en plus limitées. Même les gouvernements capitalistes le reconnaissent, en recourant de plus en plus, pour lutter contre le chômage, à l'investissement public, justifié du point de vue de l'utilité sociale et non du profit privé. Mais même de telles solutions partielles rencontrent l'opposition de la part des intérêts privilégiés des monopoles capitalistes, qui y flairent un principe économique nouveau et dangereux.

Le seul domaine, où le capitalisme tolère la production au nom de l'utilité sociale, c'est l'armement et c'est justement l'industrie de l'armement qui surtout aspire les ressources que les entreprises capitalistes privées ne sont pas capables d'employer. Alors que l'utilisation des ressources non employées pour la construction des écoles et des hôpitaux, pour fournir une énergie électrique bon marché, etc. est décriée comme du « gaspillage », leur emploi pour la construction des navires de guerre, des chars, des bombardiers passe pour « une économie saine ».

On dit souvent que le fondement de l'expansion économique au cours des siècles passés fut l'existence d'espaces, des frontiè-

res ouvertes, et que ce fondement a disparu aujourd'hui. Seulement la première partie de cette assertion est vraie, car les espaces non utilisés existent aussi aujourd'hui, mais sous une forme différente. Ils sont créés par la science et la technique, qui nous permettent d'obtenir des nouvelles capacités productives. Leur accès a été bloqué par les intérêts privilégiés des monopoles, privés ou de groupes. Nous pouvons débloquent cet accès en reconstruisant notre vie économique en accord avec le principe de la production au nom de l'utilité sociale. Ainsi le socialisme ouvre de nouvelles frontières et crée de nouveaux domaines pour une activité de pionniers.

Le socialisme ouvre de nouvelles frontières

Le principe du profit privé comme motivation dominante de l'activité productive s'effondre dans des domaines sans cesse nouveaux. Le chômage de masse, qui se maintient dans tous les pays capitalistes développés, témoigne qu'il y a un manque de potentiel d'investissements privés lucratifs. Cela ne signifie nullement qu'il n'y a pas de possibilités attractives de produire pour satisfaire l'intérêt de l'utilité publique. L'existence des besoins insatisfaits, de la pauvreté et de la misère, concomitante avec les ressources non utilisées et avec le progrès technique continu, démontre, qu'il y a encore beaucoup d'espace pour augmenter la production et l'emploi, à la condition que cette production soit faite au nom de l'utilité sociale.

Sous le capitalisme le chômage se maintient à cause du rôle limitant des monopoles et parce qu'existe une divergence entre le calcul des coûts du point de vue de l'entrepreneur privé et celui établi du point de vue social. Cela fait que l'activité productive socialement justifiée apparaît non rentable du point de vue capitaliste privé.

La réduction de l'étendue des possibilités d'investissements rentables et de l'emploi conduit à toute une série de restrictions, dont le but est la monopolisation — en employant pour cela le pouvoir politique — des domaines encore rentables, limités, au bénéfice de son propre groupe ou de son propre État. Cela conduit à une lutte généralisée pour garantir des privilèges de groupe ou nationaux ; provoque la discrimination et les persécutions raciales et nationales, la rivalité impérialiste, la lutte pour « l'espace vital » (ou, plus exactement, « l'espace pour les investissements et l'emploi ») ; pour finalement atteindre le point culminant dans le fascisme et la guerre. ■

Nuevo boletín electrónico : *Inprecor América Latina*

Con el número 900, de 15 de septiembre, el CORREO DE PRENSA DE LA IV INTERNACIONAL - Boletín Electrónico - América Latina y Caribe encierra su publicación.

El XV Congreso Mundial de la IV Internacional, en efecto, decidió en febrero pasado reorganizar su sistema de información latino-americano. En este cuadro, desde el 29 de mayo iniciamos la publicación de Inprecor América Latina que, después de un período experimental (han aparecido 14 números), substituye a partir de hoy al CORREO DE PRENSA DE LA IV INTERNACIONAL. Los abonados del CORREO recibirán automáticamente el nuevo boletín electrónico Inprecor América Latina a partir de ahora. Si, por acaso, ustedes no lo reciben, pueden solicitarlo directamente a <inprecor.americalatina@uol.com.br>. Esperamos que la nueva publicación satisfaga a sus lectores y lectoras.

El Buró Ejecutivo de la IV Internacional agradece al camarada Ernesto Herrera, redactor responsable del CORREO, por el esfuerzo que él ha hecho para garantizar el lanzamiento y el apareamiento del Boletín electrónico hasta la fecha.

15 de Setiembre de 2003
Buró Ejecutivo de la IV Internacional

Changer le monde sans prendre le pouvoir ?

(à propos de *Change the World Without Taking Power, The Meaning of Revolution Today*, de John Holloway)

Par
Phil Hearse*

Il est utile de discuter les thèses avancées dans le livre de John Holloway, non parce qu'il a des légions de partisans dévoués, mais parce que beaucoup d'idées qu'il avance au sujet du changement social sont répandues dans le mouvement altermondialiste (appelé aussi, dans les pays anglo-saxons, « mouvement pour une justice globale ») et dans le mouvement contre la guerre, à l'échelle internationale.

L'idée de refuser la prise du pouvoir a été récemment popularisée par le sous-commandant Marcos, dirigeant des Zapatistes. Comme bien des choses qu'indique le sous-commandant, cette idée n'était pas dénuée d'ambiguïtés, car en aucun cas l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), représentant le peuple indigène d'un petit coin du Mexique, ne peut prétendre prendre le pouvoir — du moins seule. Cependant l'idée de base de transformer de manière révolutionnaire les rapports sociaux sans conquérir le pouvoir était en l'air depuis longtemps.

Bien que Holloway formule quelques critiques à l'égard de Tronti et d'Antonio Negri, les parents intellectuels des courants de l'autonomie italienne, ses principaux arguments viennent directement de cette source : n'affrontez pas les patrons dans le monde du travail, retirez vous de ce monde. Créez des espaces autonomes — autonomes vis-à-vis des patrons et autonomes vis-à-vis de l'État capitaliste. Cela signifie bien sûr la lutte, mais non les appareils raffinés des partis politiques ni la prise du pouvoir d'État.

Certaines des choses dites par Holloway

dans son argumentation sont aujourd'hui largement répandues au sein des mouvements radicaux ; elles vont au cœur de la stratégie révolutionnaire et explicitement c'est le marxisme révolutionnaire qui est la principale cible des polémiques d'Holloway.

Passer en revue son livre implique de le citer largement, de manière à ce que les lecteurs puissent juger les arguments eux-mêmes. Mais il est utile, pour anticiper, d'en résumer les principaux :

❶ Tant le réformisme que le marxisme révolutionnaire ont pour objectif stratégique la conquête du pouvoir ; mais c'est un piège, car l'État ne peut être qu'une structure auto-

ritaire (ce qui relève, par ailleurs, de l'anarchisme standard).

❷ L'État n'est pas le lieu du pouvoir ; les rapports sociaux capitalistes concentrent le pouvoir. Les marxistes orthodoxes ne voient pas que l'État est fermement soumis aux rapports sociaux capitalistes et que sa conquête ne change pas grand chose, puisque les rapports sociaux autoritaires demeurent en place.

❸ Les rapports sociaux capitalistes peuvent être changés seulement par des pratiques sociales alternatives produites par

les opprimés eux-mêmes au cours de la résistance et de la lutte.

❹ Le fondement théorique de cet argument est la catégorie du fétichisme (de la marchandise) et de sa reproduction. Les rapports sociaux ne sont pas une structure ou une « chose » mais des rapports reproduits quotidiennement dans le processus de « fétichisation ». Mais cette reproduction n'est pas automatique et peut être perturbée par des pratiques sociales alternatives de résistance.

❺ La proclamation d'Engels et d'autres que le marxisme est une « science » génère de

manière automatique une pratique autoritaire : les opprimés sont divisés entre ceux qui « savent » (l'avant-garde, le parti) et ceux qui ont une fausse conscience (les masses). Une pratique manipulatrice et substitutionniste résulte automatiquement de cette conception. Même Lukacs et Gramsci ne furent pas capables de rompre avec cette fausse problématique.

❻ Il n'y a pas de garantie d'une fin heureuse ; tout ce qui est possible c'est la critique négative et la résistance, et nous verrons quels en seront les résultats.

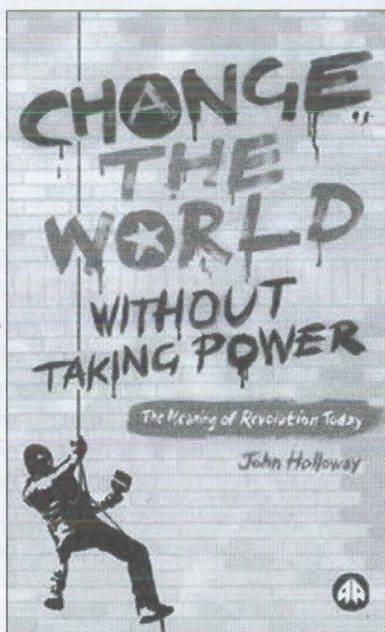
L'État « assassin de l'espoir »

« Que pouvons-nous faire pour mettre un terme à toute la misère et à l'exploitation ? (...) Il y a une réponse prête à portée de la main. Faites-le par l'État. Rejoignez un parti politique, aidez-le à prendre le pouvoir gouvernemental, changez ainsi le pays. Ou, si vous êtes plus impatient, plus révolté, plus dubitatif en ce qui concerne les possibilités des moyens parlementaires, rejoignez une organisation révolutionnaire et aidez à conquérir le pouvoir d'État par des moyens violents ou non-violents, et employez cet État révolutionnaire pour changer la société.

« Changer le monde par l'État : c'est le paradigme qui a dominé la pensée révolutionnaire durant plus d'un siècle. La discussion entre Rosa Luxembourg et Édouard Bernstein il y a cent ans sur "réforme ou révolution" a fixé les limites qui ont dominé la réflexion sur la révolution durant la majeure partie du XX^e siècle (...). L'intensité des désaccords a oblitéré le point d'accord fondamental : les deux approches se concentrent sur l'État en tant que position avantageuse pour pouvoir changer la société (...) » (1)

* Phil Hearse est rédacteur du mensuel britannique *Socialist Resistance*. (Traduit de l'anglais par J.M.)

1. John Holloway, *Change the World Without Taking Power, The Meaning of Revolution Today* (Changer le monde sans prendre le pouvoir, la signification de la révolution aujourd'hui), Pluto Press 2002, p. 11.



Mais c'était un piège, car, poursuit Holloway :

« Si le paradigme de l'État fut le véhicule de l'espoir durant une grande partie du siècle, plus le siècle progressait, plus il s'avérait l'assassin de cet espoir (...). Durant plus d'un siècle l'enthousiasme révolutionnaire des jeunes a été endigué dans la construction du parti ou dans le maniement des armes à feu ; durant plus d'un siècle les rêves de ceux qui voulaient un monde adapté à l'humanité ont été bureaucratisés et militarisés, le tout pour la conquête du pouvoir d'État par un gouvernement qui pouvait être accusé, une fois en place, de "trahir" le mouvement qui l'a fait surgir (...). Au lieu de voir dans tant de trahisons une explication, peut-être devrions-nous interroger la notion même de la possibilité de changer la société par la conquête du pouvoir étatique. » (2)

Quelle erreur théorique se trouve à l'origine de ce piège, se demande Holloway ?

« Les mouvements révolutionnaires inspirés par le marxisme ont souvent eu une vue instrumentale de la nature capitaliste de l'État. Ils ont vu l'État en tant qu'instrument de la classe capitaliste. La notion d'"instrument" implique une relation d'extériorité entre l'État et la classe ; comme un marteau, l'État serait utilisé par la classe capitaliste pour réaliser ses intérêts propres, alors qu'après la révolution il pourrait changer de main et être employé par la classe ouvrière dans son intérêt. Une telle vision reproduit, inconsciemment peut-être, l'isolement ou l'autonomisation de l'État de son environnement social, dont la critique est le point de départ de la politique révolutionnaire (...) une telle vision fétichise l'État : elle l'abstrait de l'enchaînement des rapports de pouvoir dans lequel il est engoncé. (...) L'erreur du mouvement marxiste révolutionnaire a été non de nier la nature capitaliste de l'État, mais de ne pas comprendre le degré d'intégration de l'État dans le réseau de rapports sociaux capitalistes. » (3)

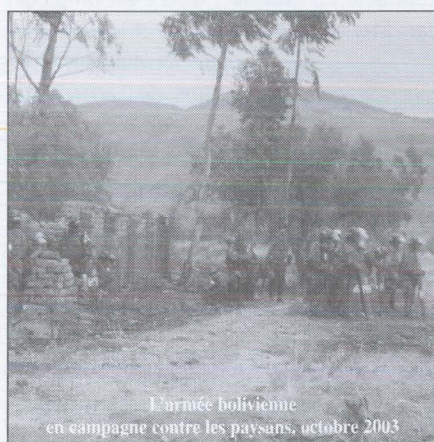
Ceci conduit à des conséquences désastreuses pour le mouvement :

« Ce qui était initialement négatif (le rejet du capitalisme) est converti en quelque chose de positif (construction des institutions, construction du pouvoir). L'introduction de la conquête du pouvoir introduit inévitablement le pouvoir lui-même. Les initiés apprennent le langage, la logique et les calculs du pouvoir ; ils apprennent à utiliser les catégories d'une science

sociale qui a été entièrement formée pour son obsession du pouvoir. » (4)

Arrêtons-là les citations du raisonnement d'Holloway à propos de l'État. Nous nous intéresserons plus loin aux aspects subsidiaires. Cependant la critique du marxisme révolutionnaire présentée jusqu'ici est très radicale et soulève beaucoup de questions sur la nature de la société capitaliste et sur les moyens de la transformer. Commençons par quelques réflexions initiales sur le cas Holloway.

D'abord, Holloway sait, mais il ne le souligne pas, que les marxistes-révolutionnaires ne luttent pas pour capturer l'État capitaliste, mais pour le détruire. Pour lui, l'État c'est l'État — une catégorie immuable qui n'autorise l'existence que d'un ensemble strictement limité de rapports sociaux. Sa critique se lit comme si *L'État et la révolution* de Lénine n'avait jamais été écrit. Le concept marxiste de la révolution n'a jamais été que la classe ouvrière détruit l'État juste pour le remplacer par un État ouvrière qui s'attellera,



lui, à transformer les rapports sociaux. Notre concept d'« État » ouvrier, socialiste, c'est celui de l'auto-organisation démocratique des masses et non celui de la dictature du parti. En effet nous ne sommes pas (ou ne devrions pas être) en faveur du monopole d'aucun parti unique.

De façon illogique, à plusieurs reprises, Holloway se réfère positivement à l'exemple de la Commune de Paris. C'est, bien sûr, l'exemple qui a inspiré Lénine lorsqu'il écrivit *L'État et la révolution*. Lénine plaide en faveur de « l'État de la Commune » ; ce fut le fondement de sa réflexion sur la question.

Dans cette conception, les rapports sociaux sont modifiés, ou commencent à être modifiés, directement et immédiatement dans le processus de la révolution socialiste, pas simplement du fait du changement de la nature de l'État, mais dans le changement des rapports sociaux

qu'un tel processus enclenche. Dans les pays capitalistes avancés au moins, il est impossible d'imaginer le niveau de la mobilisation sociale qu'exige le renversement de l'État capitaliste sans qu'en même temps — ou dans un délai très court — les masses populaires de se saisissent du contrôle démocratique des usines, des bureaux et des entreprises. Notre concept de la révolution n'est pas simplement une « capture » de l'État pour l'employer dans l'intérêt des masses — ceci c'est une idée de la (veille) social-démocratie ; notre alternative c'est la destruction de l'État par un énorme soulèvement social et la démocratisation des rapports du pouvoir, l'établissement par les masses de leurs propres institutions de pouvoir au travers desquelles elles s'auto-gouvernent.

L'argument de Holloway au sujet de la « soumission » de l'État aux rapports sociaux capitalistes est correct, mais il est unilatéral. L'État n'est pas seulement enseveli dans les rapports sociaux capitalistes, il est essentiel pour le fonctionnement du capitalisme. C'est là qu'est concentrée la prise de la plupart des décisions essentielles et stratégiques. C'est le mécanisme crucial de défense contre tout changement fondamental des rapports sociaux.

L'argument de Holloway, c'est pour l'essentiel que, quel que soit le genre d'État que vous avez, vous avez par là-même l'oppression et le capitalisme. Il est facile de saisir le caractère illogique de cet argument. Changeons, pour les besoins de l'argumentation, la phraséologie traditionnelle du marxisme révolutionnaire. Abandonnons la formule de l'État ouvrier et disons que nous voulons **l'administration directe des affaires sociales par les masses organisées démocratiquement.** Naturellement pour ce faire les masses devront élire des fonctionnaires révocables, tenir des réunions dans les entreprises, les bureaux et les écoles et voter sur ce qu'il faut faire. Elles peuvent avoir besoin d'une sorte d'assemblée nationale et de fonctionnaires élus de cette assemblée pour exercer des fonctions exécutives. Si l'on rejette tout cela, il est difficile d'imaginer comment le fonctionnement social de la société pourrait être décidé et assuré. Bizarrement (ou peut-être sagement de son point de vue) Holloway ne s'aventure pas dans la discussion sur un quelconque aspect de la société post-révolutionnaire, sur la prise de décisions en son sein ou sur les mécanismes de son administration. Parce que si vous vous aventurez dans une telle réflexion, vous finissez par parler de quelque chose qui ressemble à une forme de l'État.

Cela conduit à un paradoxe étrange dans son argumentation, que Holloway ne

2. op. cit., p. 12.

3. op. cit., p. 13.

4. op. cit., p. 15.

voit pas. Pour les besoins du raisonnement, disons que les communautés de base zapatistes constituent un bon modèle de rapports sociaux différents et d'auto-gouvernement (d'autonomie). Et disons que nous voulons « *zapatistiser* » tout le Mexique. Dans le schéma de Holloway cela est impossible, parce que de cette manière vous établiriez, dans le processus, un État : « *l'État zapatiste* ». Ce faisant vous évacuez le terrain de la lutte nationale (et internationale), vous vous concentrez sur le local et le particulier. Ce qui ne peut que conduire la classe capitaliste à vous dire « *merci beaucoup !* ».

La reproduction des rapports sociaux capitalistes

Holloway invente sa propre phraséologie pour décrire les rapports sociaux capitalistes. Le pouvoir capitaliste est ainsi le « *pouvoir-sur* » (« *power-over* ») qui confronte le « *pouvoir-de* » (« *power-to* ») et subjugué « *le flux social de l'agir* » (« *social flow of doing* »). Cela ne devrait pas trop nous tracasser, car le « *pouvoir-sur* » s'avère être le « *pouvoir du fait accompli* », c'est-à-dire le pouvoir du capital accumulé opposé à la créativité du travail vivant. Le « *pouvoir-de* », parfois décrit comme « *l'anti-pouvoir* », peut affronter le « *pouvoir-sur* ».

« *C'est le mouvement du pouvoir-de, la lutte pour émanciper le potentiel humain, qui fournit la perspective de briser le cercle de la domination. C'est seulement par la pratique de l'émancipation, de pouvoir-de, que le pouvoir-sur peut être surmonté* (je souligne, PH). Ainsi le travail est central dans toute discussion sur la révolution, mais seulement si le point de départ n'est pas le travail-effort, le travail fétichisé, mais le travail comme réalisation, comme créativité ou pouvoir-de qui existe comme, mais aussi contre-et-au-delà, du travail-effort » (5)

Ceci peut avoir à se réaliser dans la perspective suivante :

« *Dans le processus de la lutte-contre, des rapports se nouent qui ne sont pas le reflet des rapports de pouvoir contre lesquels la lutte est dirigée : les rapports de camaraderie, de solidarité, d'amour, des rapports qui préfigurent le genre de société pour laquelle nous luttons. (...) [La lutte contre le capitalisme] et la lutte pour l'émancipation ne peuvent être séparées, même si ceux qui luttent ne sont pas conscients du lien. Les luttes les plus émancipatrices, cependant, sont certainement celles qui lient consciemment les deux, car ces luttes sont consciemment préfiguratives, la lutte y vise, par ses formes, à ne pas repro-*

duire les structures et les pratiques contre lesquelles elle est dirigée, mais plutôt à créer le type de rapports sociaux désirés. » (6)

Dans ce contexte Holloway mentionne par exemple les occupations d'usines qui ne sont pas seulement des actes de résistance, mais dans lesquelles la production est poursuivie sous contrôle social, en vue de buts socialement souhaitables. Mais Holloway conteste ce qui est « *politique* » et ce qui est « *l'anti-pouvoir* », qu'il considère comme témoignant de l'étroitesse de vue de la gauche.

« *L'anti-pouvoir est dans la dignité de l'existence quotidienne. L'anti-pouvoir est dans les relations que nous nouons tout le temps, relations d'amour, d'amitié, de camaraderie, de communauté, de coopération. Bien sûr de telles relations sont traversées par le pouvoir à cause de la nature de la société dans laquelle nous vivons, mais l'élément d'amour, d'amitié, de camaraderie se trouve dans la lutte constante que nous menons contre le pouvoir, afin d'établir ces rapports sur la base de la reconnaissance mutuelle, de la reconnaissance mutuelle de la dignité de l'autre (...). Penser l'opposition au capitalisme seulement en termes de militantisme manifeste, c'est ne voir que la fumée du volcan. La dignité (l'anti-pouvoir) existe partout où vivent les humains. L'oppression implique son contraire — la lutte pour vivre en tant qu'humains. Dans tout ce que nous vivons quotidiennement — la maladie, l'éducation, le sexe, les enfants, l'amitié, la pauvreté, n'importe quoi — il y a une lutte pour faire les choses avec dignité, à les faire bien.* » (7)

On pourrait dire bien des choses à propos de ces idées. Holloway a certainement raison lorsqu'il souligne le constant rejet des effets du capitalisme, la lutte constante contre la pénétration du pouvoir capitaliste tant dans les petites que dans les grandes choses, et la lutte constante de larges secteurs d'opprimés pour créer des rapports d'aide mutuelle avec les amis, la famille et les collègues. Mais ce n'est qu'une des faces de la médaille. Beaucoup de petitesse, d'avarice, de jalousie, de concurrence, de violence, de racisme, de sexisme, de criminalité envers d'autres opprimés, etc. existe aussi parmi les opprimés. On peut discuter de l'équilibre précis entre les deux. L'enjeu, la question stratégique, consiste à savoir **si des rapports sociaux alternatifs (stables et permanents) peuvent être générés par la pratique alternative de la résistance quotidienne**. Holloway tente de justifier son point de vue qu'elles le peuvent par un adroit mouvement théorique vers la question de la fétichisation. Selon lui les rapports

sociaux fétichisés sont un processus et non une structure :

« *La compréhension de la fétichisation en tant que processus est essentielle pour la réflexion sur le changement du monde sans prendre le pouvoir. Si nous abandonnons la fétichisation comme processus, nous abandonnons la révolution en tant qu'auto-émancipation. L'approche du fétichisme comme un fétichisme dur peut mener à la conception de la révolution comme un changement du monde au nom des opprimés et cela conduit inévitablement à se concentrer sur la prise du pouvoir. La prise du pouvoir est un but politique qui donne un sens à la prise du pouvoir "au nom de" : une révolution qui n'est pas "au nom de" mais autonome n'a même pas besoin de penser à "la prise du pouvoir".* » (8)

À la racine de cet argument il y a un gigantesque saut. La prémisse que la fétichisation est un processus ne conduit pas à la conclusion stratégique que Holloway en tire. Regardons cet argumentation plus en détail.

Les rapports sociaux fétichisés sont-ils une structure ou un processus ? Les rapports sociaux capitalistes doivent être constamment reproduits et dans ce sens il s'agit certainement d'un processus. Mais ils préexistent également ; ils ont été établis définitivement et ne sont pas sujets à des ruptures quotidiennes et à l'effondrement (c'est pourquoi la notion de Holloway d'une crise permanente et d'une instabilité du capitalisme est fautive — j'y reviendrai). À chaque fois que les ouvriers viennent au travail, les rapports sociaux capitalistes n'ont pas besoin d'être reconstruits ou réinventés ; ils sont reproduits, on peut dire qu'ils sont **réitérés** — mais c'est le processus normal de la reproduction capitaliste. En les regardant de l'autre côté, les rapports sociaux capitalistes ne sont pas quotidiennement défiés, menacés ou remis en cause. Cela **commence** seulement à se produire au moment d'une crise politique aiguë, d'un soulèvement révolutionnaire ou pré-révolutionnaire. Comme il manque de toute notion du politique, Holloway doit rester littéralement sans voix devant de tels événements.

Mais c'est lors de tels moments de crise que la question du « *pouvoir* » devient actuelle. Qu'aurait eu à dire Holloway, par exemple aux ouvriers révolutionnaires de Catalogne en 1936-1937 ? Créez des rapports sociaux alternatifs sur une base non

5. op. cit., p. 153.

6. op. cit., p. 159.

7. op. cit., p. 156.

8. op. cit., p. 108.

capitaliste ? Mais c'est exactement ce qu'ils avaient commencé à faire comme n'importe qui un tant soit peu au courant des événements passés pourra le lui dire. Les entreprises furent collectivisées, la terre fut prise par les paysans, les fondements d'un système d'administration populaire et alternative, basé sur les comités et les collectifs pouvaient être aperçus dans ce cadre. Idem au Chili en 1971-1973. Idem au Portugal en 1974-1975. Et beaucoup d'autres exemples pourraient être mentionnés. Mais que s'est-il produit ? Dans chacun de ces cas l'avant-garde révolutionnaire de masse fut incapable de saisir ou de consolider le pouvoir politique (d'État) national, et elle a été défaite, isolée, écrasée — en Espagne et au Chili avec des conséquences sanglantes terribles. En abandonnant le terrain du politique et du stratégique, les idées de Holloway laissent l'arène décisive de la lutte aux forces capitalistes et pro-capitalistes qui l'occuperont inévitablement, empêchant le changement révolutionnaire.

Je vais maintenant présenter un cas, qui semble a priori fortement en faveur de la position de Holloway et contre ce que je viens d'écrire. Un récent article paru dans *The Observer* de Londres présente une description fascinante de la lutte dans les banlieues pauvres de Caracas, cœur de la « révolution bolivarienne » dans le Venezuela de Hugo Chavez. La population locale y a pris en main sa propre vie à une échelle gigantesque. L'eau et l'électricité, les écoles, l'aide alimentaire aux plus pauvres — tous les aspects de l'administration locale ont été pris en main par le peuple lui-même. Un des activistes locaux cité dit : « *Nous ne voulons pas un gouvernement — nous voulons être le gouvernement* ». Sûrement, c'est exactement de ce genre d'activité que parle Holloway.

La déclaration de l'activiste local recouvre une attitude totalement progressiste et positive, une attitude révolutionnaire envers le capitalisme et l'État capitaliste. Mais alors comment « nous » — le peuple, les pauvres, les exclus — pouvons-nous « être le gouvernement » ? C'est le clou du problème. N'importe qui, qui dirait à ces activistes « *Faites exactement ce que vous faites. Point* » leur rendrait un très mauvais service. Leur capacité de commencer à changer les rapports sociaux au niveau local dépend du processus politique national, de l'ensemble du processus « bolivarien » et de l'existence du gouvernement Chavez. Si Chavez était renversé par la réaction locale et par l'impérialisme américain, cette expérience locale

du pouvoir populaire serait écrasée. C'est là la faiblesse d'une non intégration des processus locaux de changement du pouvoir dans le cadre d'une lutte nationale pour un État national alternatif.

L'article mentionné présente d'intéressants cas de conflits entre les comités boliviariens et certains activistes locaux, qui témoignent du ressentiment envers les « politiciens » locaux qui tentent d'imposer leurs vues. De tels conflits — qu'on a pu également observer en Argentine — constituent une part normale et inévitable du changement révolutionnaire. Et il est naturel que pour certains activistes les projets grandioses de changement du gouvernement et de l'État apparaissent parfois comme abstraits et utopiques, contrastant avec les tâches éminemment pratiques visant à résoudre les problèmes du peuple ici et maintenant. De telles attitudes ne peuvent qu'être renforcées par les pratiques manipulatrices et bureaucratiques de certaines organisations de la gauche révolutionnaire et pas-si-révolutionnaire. Mais en fin de compte elles sont erronées et conduisent à la défaite.

En acceptant que les rapports sociaux puissent être directement transformés simplement par la pratique sociale des opprimés, Holloway abandonne le terrain de la stratégie et de ce fait celui de la politique également. Les marxistes sont obligés de lui dire que les révolutionnaires doivent, en quelque sorte, être initiés au « pouvoir », apprenant les tours et les tactiques des affaires très sordides de la politique. Cela n'est pas sans conséquences négatives. Il serait bien mieux, en effet, de passer directement aux rapports sociaux alternatifs sans entrer dans ces affaires sombres et dégoûtantes de construction de partis et de lutte pour le pouvoir. Comme aurait pu le dire Ernest Mandel, c'est malheureusement impossible dans « *ce mauvais monde, dans lequel nous vivons* ».

La pure naïveté de Holloway apparaît clairement dans ce très intéressant paragraphe consacré à la lutte de « *l'anti-pouvoir* » :

« *Regardez le monde autour de nous, regardez au-delà des journaux, au-delà des institutions du mouvement ouvrier et vous verrez le monde en lutte : les municipalités autonomes du Chiapas, les étudiants de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM), les dockers de Liverpool, la vague des manifestations internationales contre le pouvoir du capital-argent, la lutte des travailleurs migrants... Il y a tout un monde de lutte qui ne vise pas la conquête du pouvoir, tout un monde qui lutte contre le pouvoir-sur... Il y a tout un monde de lutte qui (...) développe des formes d'autodétermination*

et qui développe des conceptions alternatives de comment le monde devrait être. » (9)

Bon, c'est vrai, en quelque sorte. Mais si nous regardons sous la surface des trois luttes particulières mentionnées par Holloway, l'histoire semblera un peu différente.

D'abord les dockers de Liverpool. Une lutte d'un petit groupe d'ouvriers, qui fut internationalisée de manière exemplaire, avec des actions de solidarité des dockers et des marins sur différentes continents. Dans les coulisses, cependant, plusieurs organisations marxistes britanniques ont consacré du temps et une énergie considérable pour construire cette lutte et créer des liens internationaux. Cette lutte n'aurait pas été ce qu'elle fut sans cette intervention. Peut-être Holloway ne connaît-il pas bien les faits, mais je peux lui citer les noms et les numéros de téléphone des principaux permanents révolutionnaires impliqués.

En second lieu, la longue lutte d'étudiants de l'UNAM contre les frais d'inscription en 1998-1999. John Holloway devrait mieux la connaître, car il passe beaucoup de son temps au Mexique. Cette lutte fut dirigée (et aussi mal dirigée sous certains aspects) par une coalition de groupes marxistes plutôt ultra-gauche. Pour le meilleur et pour le pire, ils pouvaient compter sur le soutien de cinq à six mille grévistes les plus déterminés, capables d'entraîner les autres. Il ne s'agissait pas d'une lutte sans direction politique ; cette direction veut en effet gagner le pouvoir, mais vu son caractère ultra-gauche semi-stalinien, n'a pas de chances de réussir — du moins, c'est ce qu'on peut espérer.

Finalement, quoi dire de l'inspiration principale de Holloway, des Zapatistes ? Les assemblées autonomes des villages sont en effet exemplaires, mais **par rapport à quoi** sont-elles autonomes ? Certainement pas par rapport à l'organisation et à sa direction politique. Le mouvement zapatiste a trois ailes : l'EZLN, les combattants armés ; les communautés de base dans les villages montagnards ; le Front zapatiste (FZLN), l'organisation nationale de soutien. Le Comité indigène révolutionnaire clandestin dirige politiquement les trois ailes. Sa composition exacte n'est pas connue (puisque'il est clandestin), mais le sous-commandant Marcos en est la figure principale. Il s'agit ni plus ni moins que de la direction d'une organisation politique, qui n'est rien d'autre que le succédané d'un parti politique et les démentis du Sous-commandant et de ceux qui le suivent ne changent rien à l'affaire. Vous pouvez avoir la certitude absolue que si les communautés de base débattent d'une question importante, elle a d'abord été discutée au

9. op. cit., p. 156.

sein de la direction clandestine basée dans la selva. La démocratie villageoise n'est pas exactement spontanée.

De même le FZLN ne fait pas la moindre chose sans y être autorisé par le sous-commandant en personne. La démocratie du FZLN n'est pas réellement transparente. Et s'il n'est pas devenu un parti d'ampleur nationale, c'est en partie au moins parce que Marcos ne veut pas qu'il échappe à son contrôle.

Marxisme, science, conscience

Pour anticiper un peu, présentons les points clés de l'argumentation de John Holloway contre l'idée que le marxisme soit une quelconque sorte de science.

① Les marxistes après Engels ont estimé que la science en général et le marxisme en particulier cherchent la connaissance objective du monde réel.

② Engels et les marxistes qui l'ont suivi ont fait du marxisme une téléologie — c'est-à-dire que l'histoire serait un processus avec le socialisme comme résultat inévitable. Ceci réduit la valeur et élimine le rôle de la lutte.

③ En considérant le parti (ou l'avant-garde prolétarienne) comme possédant une connaissance que les masses ne possèdent pas, les marxistes orthodoxes ont établi un rapport autoritaire et manipulateur entre le parti et les masses. La catégorie de la fausse conscience doit être rejetée, nous sommes tous victimes de la fétichisation, y compris les militants marxistes. La notion gramscienne de l'hégémonie est ainsi erronée.

④ En indiquant une fin ou un but à la lutte (c'est-à-dire le socialisme ou le communisme), les marxistes orthodoxes essaient inévitablement de canaliser et de diriger les luttes des masses selon des finalités préconçues. La notion de la rupture révolutionnaire est imposée « de l'extérieur » à la lutte.

La marxisme est-il une science ? La science fournit-elle la connaissance objective du monde ? Une telle connaissance est-elle possible ? Avant d'apporter quelques réponses provisoires à ces questions, il faut affirmer que la réponse que Holloway y apporte — une *bowdlerisation* (10) des idées de l'École de Frankfurt — n'est pas acceptable :

« Le concept du fétichisme implique un concept négatif de la science (...). Le concept du fétichisme implique donc qu'il y a une distinction radicale entre la science "bourgeoise" et la science critique ou révolutionnaire. La première assume la permanence des rapports sociaux capitalistes et prend l'identité pour garantie, traitant la contradiction comme le signe d'une contradiction logique. De ce point de vue la science

est une tentative de comprendre la réalité. Dans le dernier cas, la science [révolutionnaire] ne peut qu'être négative, elle est une critique de la fausseté de la réalité existante. Le but n'est pas de comprendre la réalité, mais de comprendre (et, en les comprenant, les intensifier) ses contradictions en tant qu'élément de la lutte pour changer le monde. Plus nous comprenons la domination totale de la réification et plus la science devient absolument négative. Si **tout** est imprégné par la réification, alors absolument tout est un lieu de la lutte entre l'imposition de la rupture de l'agir et la lutte critique-pratique pour la récupération de l'agir. Aucune catégorie n'est neutre. » (11)

En général les arguments de Holloway présentent une alternative complètement fausse. De tels arguments pourraient conduire à postuler une rupture absolue entre la science « *bourgeoise* » et la science « *révolutionnaire* » — les pires conséquences d'une telle idée ont été les produits bizarres de l'Académie soviétique sous Staline (12). Si l'on suivait logiquement l'idée de la science que professe Holloway, on devrait rejeter Niels Bohr et Albert Einstein parce que leurs aperçus des théories des ondes et des corpuscules, ou de la relativité, n'étaient pas une partie de la lutte pour changer le monde.

La plupart des marxistes argueraient que la science doit être critique et « dialectique » pour produire la connaissance, essayant de comprendre les contradictions de la réalité, tant sociale que physique. Cette approche « *dialectique* » a été massivement facilitée par l'arrivée de la théorie du chaos, qui a frappé un coup fondamental contre les fausses dichotomies que la philosophie bourgeoise a ouvertes entre le déterminisme et l'indéterminisme. La théorie du chaos a prouvé que les événements peuvent être déterminés, c'est-à-dire ont des causes qui peuvent être établies, mais ont également des résultats indéterminés, imprévisibles. Loin d'être un rejet de la pensée dialectique, cet éclairage en constitue une confirmation, ou plutôt son approfondissement (13). Mais il est vrai que les éclairages de la théorie du chaos sont incompatibles avec la vision de la prévisibilité scientifique avancée par Engels dans son célèbre « *parallélogramme de forces* ».

Un certain nombre de conséquences concernant notre conception de la science en découlent. Dire que la science peut produire la connaissance du monde réel n'est pas la même chose que de dire que les résultats de tous les événements peuvent être prédits, non parce que nous manquons de connaissances suffisantes en ce qui concer-

ne les causes, mais par définition. La théorie du chaos a montré les limites de la prévision, mais elles ne sont pas absolues. Toute une gamme des résultats possibles de beaucoup de processus physiques et sociaux peut être connue et prévue à l'avance. Si ce n'était pas le cas, toute science serait inutile. Nous ne pourrions jamais construire un pont, découvrir un nouveau médicament ou nous promener dans une rue.

John Holloway établit une fausse polarité entre la science positive et négative, entre connaissance et critique. Il est possible de produire une connaissance réelle du monde sans être engagé dans la lutte révolutionnaire. Il est également possible de développer une connaissance réelle des processus sociaux, sans que cela implique que la réalité sociale soit régie par des « *lois objectives* » imperméables conduisant à une fin inévitable.

Ainsi, peu de marxistes diraient aujourd'hui que le socialisme est « inévitable », que l'histoire a une fin ou des résultats préconçus. Le socialisme est un objectif, un but pour lequel nous luttons, mais c'est le produit de la réflexion théorique. Et cette réflexion théorique est elle-même le reflet des contradictions de la réalité, c'est-à-dire de la lutte des classes dans la société capitaliste. Pour paraphraser Marx, la théorie tend vers la réalité et (si tout va bien) la réalité vers la théorie.

Les marxistes pensent qu'ils possèdent la connaissance objective que les masses n'auraient pas, dénonce John Holloway :

« La notion du marxisme en tant que science implique une distinction entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas, une distinction entre ceux qui possèdent la conscience véritable et ceux qui ont la fausse conscience (...). Le débat politique devient alors centré sur la question de l'exactitude et de la "juste ligne". Mais comment savons-nous (et comme le savent-ils ?) que la connaissance de ceux qui savent est correcte ? Comment ceux qui prétendent au savoir (le parti, les intellectuels ou quiconque) peu-

10. Du nom de Bowdler qui avait réécrit les textes de Shakespeare pour les rendre plus « acceptables » : édulcoration, appauvrissement (ndt.)

11. op. cit., p. 118.

12. Ainsi, au nom de la « science prolétarienne » et de la lutte contre « la science bourgeoise », Staline avait fait interdire la génétique et la sociologie... Tout en piochant parfois dans la bibliothèque anarchiste, John Holloway n'est pas sectaire et puise son inspiration aussi dans les édulcorations criminelles du « petit père des peuples »... (ndt.)

13. Une discussion développée de ces thèmes peut être trouvée dans le livre de Daniel Bensaïd, *Marx l'intempestif*, Fayard, 1995)

vent-ils transcender les conditions de leur temps et de leur position sociale de façon à obtenir le privilège de la connaissance du mouvement de l'histoire ? Et sans doute encore plus important politiquement : si une distinction est faite entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas et si la compréhension ou la connaissance est perçue comme si importante pour diriger la lutte politique, quelle est alors la relation organisationnelle entre ceux qui savent et les autres (les masses) ? Est-ce que ceux qui savent doivent conduire et éduquer les masses (comme dans le concept du parti d'avant-garde) ou bien la révolution communiste est-elle nécessairement la tâche des masses elles-mêmes (comme le soutiennent les "communistes de gauche" tels que Pannekoek) ?

« (...) La notion des lois objectives ouvre une séparation entre la structure et la lutte. Alors que la notion du fétichisme suggère que **tout** est lutte, que rien n'existe séparément des antagonismes des rapports sociaux, la notion des "lois objectives" suggère la dualité entre un mouvement structurel indépendant de la volonté populaire, d'une part, et les luttes subjectives pour un monde meilleur, d'autre part. » (14)

Lorsque les marxistes disent que tel point de vue, ou telle suggestion de l'orientation de l'action, est « correct », ils n'attribuent pas le statut d'absolu, de connaissance objective à cette catégorie — ou du moins ils ne devraient pas le faire. Toute connaissance est provisoire et sujette à la révision. En discutant d'une orientation de l'action, le terme « correct » est usuellement un raccourci du « le plus approprié à la situation ». Mais d'autre part, lorsque les marxistes disent des choses comme « l'invasion de l'Irak est un exemple de l'impérialisme » ils suggèrent en effet l'existence d'une catégorie de la réalité sociale qui est à la portée de la connaissance et est révélée par l'abstraction théorique. Holloway doit admettre qu'un tel processus est possible, autrement il n'aurait pas écrit son livre.

Les marxistes ne prétendent pas avoir la « vraie conscience » (bien que cela soit possible) opposée à la fausse conscience des masses. Mais ils affirment que la théorie sociale critique est possible et qu'elle permet de développer des concepts qui nous aident à comprendre le développement du capitalisme et à lutter contre lui. La suggestion de Holloway que c'est impossible, les marxistes étant eux-mêmes des produits de moments et de situations sociales particulières, est simplement ridicule. Évidemment qu'ils le sont et le marxisme est le produit de pério-

des et de circonstances particulières. Ses concepts sont temporaires (ce n'est pas la connaissance absolue). Ils fournissent un cadre pour comprendre le monde et pour agir. Cette compréhension n'est pas absolue ou « objective », elle est partielle et fragmentaire. Son critère doit être si c'est utile pour comprendre le monde et pour agir en vue de le changer. Sa vérification se fait dans la pratique et dans la lutte. Si nous n'avons pas une telle attitude envers la théorie révolutionnaire, alors nous abandonnerons non seulement le terrain de la stratégie et de la politique, mais aussi la théorie.

La notion de Holloway, selon laquelle nous sommes tous le produit de la fétichisation et de la réification ne devrait pas nécessairement le conduire à rejeter la notion de la fausse conscience ; il pourrait aussi bien dire que nous avons tous une fausse conscience. Et il y aurait là un grain de vérité. Il est également juste de dire que certains ont une conscience plus fausse que d'autres. Cela peut ressembler à une plaisanterie, mais si Holloway le rejette, alors nous entrons vraiment dans le ridicule. John Holloway peut-il vraiment affirmer que le point de vue de quelqu'un qui est raciste et chauvin est aussi valable que celui d'un internationaliste révolutionnaire ? La théorie marxiste peut être partielle et conditionnelle, mais il s'agit certainement d'une approximation de la compréhension du monde qui est critique envers les rapports sociaux existants et qui fournit un éclairage de ses contradictions ainsi que des potentialités pour le changer.

Cette position de Holloway est également lourde de dangers. En rejetant totalement l'idée de la fausse conscience, il rejette la notion de l'idéologie comme quelque chose de séparé de (mais lié à) la réification et du fétichisme. La sous-estimation de l'idéologie conduit à un manque de compréhension des appareils idéologiques du capitalisme moderne, qui sont puissants et capables de générer et de réitérer les points de vue fétichisés, pro-capitalistes. Une conséquence possible d'une telle attitude peut être l'absence de compréhension de la centralité de la lutte idéologique, de la nécessité d'un combat incessant — par l'agitation, la propagande aussi bien que par la « théorie » — contre les idées « fausses » quotidiennement répandues par les médias pro-capitalistes (et par les académies). Une telle lutte n'émerge pas spontanément à quelque échelle nationale que ce soit. C'est ce que Lénine tentait d'indiquer dans un de ses textes les plus mal interprétés, écrite en 1902. Mais c'est une autre histoire.

A l'issue de sa « contribution théo-

rique », John Holloway ne propose aucune conclusion stratégique et ne s'en excuse pas. Il n'y a, dit-il, « aucune garantie pour une issue heureuse ». Sur ce point, malheureusement, nous ne pouvons que l'approuver.

Conclusions stratégiques : un monde sans partis de gauche

Mais contrairement à d'autres détracteurs récents des partis révolutionnaires, il ne met pas en avant des organisations alternatives — mouvements sociaux, ONG — comme concurrents pour la couronne du « prince moderne ». Il ne nie pas le besoin de la coordination pour des buts ou des luttes particulières, ni le besoin de militants politiques. Il n'est simplement pas intéressé par des organisations nouvelles ou alternatives. Nous devrions regarder le mouvement, propose-t-il, non comme une organisation, mais — inspirés par le cycle des manifestations anticapitalistes — comme « une série d'événements ». C'est tout, point final.

Heureusement les idées de Holloway, dont certaines sont fort répandues, ne convaincront pas tout le monde. Si par un accident imprévisible tel était le cas, les conséquences en seraient catastrophiques. Congédiez les organisations de la gauche et les partis et congédiez les syndicats. Oubliez les élections et la lutte contre le gouvernement. Tout ce qui reste, c'est la lutte du « pouvoir-de » contre le « pouvoir-sur ».

Non seulement ces idées ne deviennent pas hégémoniques dans la gauche, mais il est structurellement impossible qu'elles le deviennent. Imaginez un instant, dans un monde d'où les partis auraient disparu, cinq ou six amis venant de différents coins d'un quelconque pays, engagés dans la coalition anti-guerre, se rencontrant et discutant politique. Ils se rendront compte qu'ils tombent d'accord sur pas mal de choses — pas seulement la guerre, mais aussi le racisme, la pauvreté et le pouvoir capitaliste. Ils décident de se rencontrer régulièrement et d'en inviter d'autres. Puis ils produisent un petit bulletin qu'ils diffusent parmi leurs camarades de la coalition anti-guerre. En six mois ils découvrent qu'une centaine de personnes viennent à leurs réunions et décident de tenir une conférence. Voilà, ils ont formé un parti politique. Et — évidemment — si personne d'autre à gauche n'a formé une alternative, leur parti aura des centaines de membres à la fin de l'année.

Les partis révolutionnaires ne peuvent être éliminés, du moins tant que le travail qu'ils ont à faire reste encore à faire. Plus vite il sera fait et mieux ce sera. ■

Après une première victoire populaire...

Les mobilisations massives pour remettre en cause le bradage du gaz bolivien aux multinationales états-uniennes, puis en réaction contre les massacres perpétrés sur le peuple mobilisé, par le gouvernement du président Gonzalo Sánchez de Lozada*, ont remporté le 17 octobre 2003 une première victoire de taille. Sánchez de Lozada, dit "Goni", a renoncé et s'est enfui aux États-Unis avec ses plus proches collaborateurs, dont le ministre de la défense.

Dès son élection en 2002, "Goni" ne disposait que de peu de légitimité. Lors de cette élection le candidat du Mouvement au socialisme (MAS), une nouvelle organisation de la gauche bolivienne, Evo Morales, dirigeant syndical des producteurs de coca de la région de Cochabamba, a effectué une remarquable percée, à seulement 1,5 % (quelques 42 000 voix) derrière Sánchez de Lozada. Dès février 2003, le gouvernement de Sánchez de Lozada a dû faire face à une mobilisation populaire massive, qu'il parvint à étouffer au prix d'une trentaine de morts.

Le recours pour la seconde fois à la répression militaire, dès septembre, a provoqué une immense mobilisation populaire, devant laquelle des ministres et le vice-président Carlos Mesa se sont sentis obligés de prendre leurs distances avec "Goni".

Pourtant cette mobilisation, faisant confluer les mouvements indigènes, paysans, les syndicats ouvriers, les pauvres des villes et les clas-

ses moyennes, n'a pas fait apparaître une direction unifiée. Trois grands pôles socio-politiques de la gauche bolivienne ont émergé au cours de la lutte : la Centrale ouvrière bolivienne (COB), confédération syndicale historique qui avait été fortement affaiblie par les dictatures des trente dernières années, dirigée par Jaime Solares ; la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB) dirigée par Felipe Quispe, par ailleurs député du Mouvement indigène Pachakuti (MIP) ; et enfin, le Mouvement pour le socialisme (MAS), dirigé par Evo Morales.

La concurrence entre ces trois directions est forte. Le nouveau président, Carlos Mesa (qui a été le vice-président de Sánchez de Lozada et n'a rompu avec ce dernier que le 13 octobre), politicien néolibéral, tente de profiter de la désunion populaire pour stabiliser son autorité. Après avoir promis un référendum sur l'exploitation du gaz bolivien et une Assemblée constituante lors de sa nomination, il vient d'annoncer qu'il compte accomplir son mandat jusqu'en 2007, tout en poursuivant la collaboration avec le FMI et la Banque mondiale et en respectant les accords commerciaux signés par son prédécesseur...

Nous présentons ci-dessous les prises de position significatives des trois principaux protagonistes du camp populaire. Elles permettent de se faire une idée sur les débats qui secouent la gauche bolivienne au début d'une nouvelle étape du mouvement populaire. (J.M.)

Un bilan nécessaire Document du MAS**

1. Le regard international sur la Bolivie

Deux visions antagonistes dominaient l'analyse du conflit bolivien : la nord-américaine et celle des sociétés qui sont dans un processus de changement et de mouvement et qui réalisent une démocratie différente avec une plus grande participation et des politiques plus sociales.

Avant tout, la situation bolivienne mettait en évidence l'influence qui peut être celle de la Bolivie sur le continent, car pour la première fois le peuple s'est victorieusement soulevé contre le modèle. Pour le reste de l'Amérique latine, la Bolivie est un exemple — et c'est aussi la principale préoccupation du gouvernement des États-Unis.

Le point de vue nord-américain était centré sur le maintien d'un gouvernement qui préserve les politiques néolibérales et garantisse les intérêts des transnationales.

L'intérêt manifesté par les présidents de l'Argentine et du Brésil, à partir de la visite de leurs délégués présidentiels, témoigne de

leur volonté de renforcer une position latino-américaine dans le domaine économique pour affronter les politiques de l'empire contre le Mercosur.

L'expérience bolivienne est comme une injection d'optimisme pour tous les mouvements sociaux latino-américains qui sont à la recherche de forces en vue de changer le modèle économique.

Une perspective d'appui de la Communauté européenne, qui fait face à la puissance nord-américaine, est également apparue.

2. Le mouvement populaire

La participation de toutes les couches sociales a permis que cette expérience aboutisse à une victoire populaire.

La ville d'El Alto a été l'épicentre des mobilisations et des revendications de l'ensemble du mouvement. Sa forme d'organisation, structurée par quartiers, a ensuite marqué également la participation des gens de La Paz.

Ce sont les bases qui ont entraîné et déterminé les dirigeants, mais non en tant que chefs, car cette fois-ci les bases ont su faire respecter leurs décisions, en se réunissant dans les assemblées de quartiers d'abord, puis dans les directions locales. La force et le poids des bases fut tel, que quelques dirigeants, compromis avec les partis gouvernementaux, ont été dans l'obligation de transmettre des décisions contraires à leurs propres liens.

L'Assemblée des droits humains et l'ex-médiatrice (Defensora del pueblo) Ana María Romero ont joué un rôle déterminant pour que puisse se manifester la volonté des classes moyennes. Les piquets de grève de la faim ont été les lieux de centralisation et de mobilisation de ce secteur de la société qui n'était pas prêt à marcher et à affronter l'armée, comme l'a fait le peuple. Le caractère de masse de ces piquets a permis d'exprimer le malaise de ce secteur et son besoin de réagir.

* Cf. *Inprecor* n° 485/486 de septembre-octobre 2003.

** Ce texte, non signé, donc représentant le point de vue de la direction, figure en tant qu'analyse politique du 20 octobre 2003 sur le site web du Mouvement au socialisme (MAS) : <http://www.masbolivia.org/articulos/artan31.htm> (Traduit de l'espagnol par J.M.).

Cette expérience a fait naître, d'une certaine manière, les germes du pouvoir populaire alternatif au pouvoir constitué légalement. Ce n'est rien d'autre que l'expression de la capacité du peuple à s'organiser, à lutter et à pressentir une politique afin de pouvoir avancer vers la constitution de son propre pouvoir capable de rompre avec l'atomisation dans laquelle le néolibéralisme l'a plongé, pieds et mains liés.



Le peuple, cette fois, a pris conscience de ses intérêts, tels la récupération des hydrocarbures pour lui-même avec l'industrialisation du gaz.

Quelques courants, bien que très faibles, ont été tentés par le maximalisme, incapables de comprendre la réalité. « *Un gouvernement des ouvriers et des paysans* », « *un triumvirat* » : tels furent les slogans extrêmes qu'on pouvait entendre ici ou là, alors que la réalité objective ne créait pas les conditions pour réaliser des changements d'une telle ampleur.

L'histoire nous enseigne que les réserves physiques et morales du peuple sont inépuisables lorsqu'elles s'appuient sur des politiques claires, cohérentes et d'un contenu national profond qui bénéficient à la très

grande majorité. Mais l'histoire nous apporte d'autres moments où le peuple a pu être le principal acteur sur la scène politique, comme dans le cas des gouvernements de Juan José Torres (1) et de Lidia Gueiler (2) où, dans les deux cas, une profonde crise politique, sociale et économique a fait du peuple l'unique mécanisme de résolution de la crise. L'indéniable investissement populaire, les sacrifices exprimés comme toujours par

les vies humaines, n'ont pas toujours suffi pour parvenir à une sortie démocratique des crises et ont laissé dans ces deux cas l'amer souvenir de processus dictatoriaux.

Mais le plus imposant fut de voir des gouvernements nés du pouvoir populaire, agir seuls, isolés, face à un mouvement populaire qui avançait seulement des revendications démesurées et ne faisait rien pour consolider une proposition politique constitutionnelle pour conduire le pays. Nous ne devons pas oublier les expériences des gouvernements Torres et Gueiler, nous devons plutôt apprendre des leçons du passé et ne pas commettre les mêmes erreurs.

Le néolibéralisme génère précisément la corruption des acteurs politiques et sociaux. C'est pour cela qu'aujourd'hui nous n'avons pas une classe politique et syndicale qui soit cohérente et qui dispose de la confiance du peuple. Une série de mécanismes de corruption dans ces domaines ont grevé le travail des politiques et des syndicalistes, par exemple les dites commissions dans le domaine syndical et les gratifications ou les quotas dans le domaine politique.

Les derniers événements ont également mis à jour le manque de confiance, le manque de crédibilité et même le rejet des partis politiques par la société civile. Ce rejet, qui a également touché le MAS, est le produit de l'absence de nos militants dans les directions de base des secteurs populaires.

L'espace démocratique gagné par le peuple est menacé par les éléments suivants :

- Carlos Mesa est un politicien libéral convaincu des bienfaits du grand capital, mais aussi conscient de l'effondrement du modèle néolibéral dans le pays et pour cette raison disposé à promouvoir des changements à condition de ne pas mettre en question le bloc dominant et les intérêts des transnationales. Mesa pourrait articuler un mouvement populiste du centre apolitique, de facture nationaliste mais subordonné aux intérêts des États-Unis.

- Sur un autre plan, nous avons les appareils militaires et répressif de l'État qui sont totalement soumis à leurs hauts commandements, au gonisme (3) et à l'ambassade nord-américaine et qui sont aussi enclins à la corruption.

- Un troisième élément, c'est l'absence d'une proposition nationale et organique qui articule les divers secteurs autour des intérêts de l'ordre majoritaire. De ce fait les petits groupes radicaux qui prônent les issues politiques radicales de la crise pourraient capitaliser le mécontentement et la frustration populaire et nous entraîner à la défaite et au massacre du peuple.

3. Le MAS

Le moment politique que nous vivons exigera de nous les plus grandes précautions et la meilleure analyse possible de la situation nationale. Bien que le président ait fait sienne une série de demandes de la population formulées à l'origine par le MAS, celles-ci sont une arme à double tranchant, nous obligeant à harmoniser une ligne politique qui permette d'assurer la continuité du système démocratique tout en favorisant l'expression et la mobilisation du mouvement populaire.

Nous pourrions préciser que le MAS doit faire apparaître un appui critique au gouvernement sans y participer ni participer à la direction exécutive d'aucune manière. Il doit se différencier des autres partis par une position qui tienne compte de sa vocation démocratique et de son attachement indéfectible aux secteurs populaires. Il doit clarifier devant l'opinion publique qu'il n'est pas un de ces partis qui cherchent à récupérer leur légitimité aux yeux du peuple ÷ nous ne sommes simplement pas dans le même sac que les autres partis totalement dépréciés par la corruption et les prébendes.

Nous devons également clarifier et approfondir nos propositions relatives aux questions centrales posées par le président Mesa, parce que, à première vue, il pourrait

1. Le général Juan José Torres renversa le 6 octobre 1970 le général Alfredo Ovando Candia, accepta l'aide soviétique et mena une politique populiste jusqu'à son renversement en août 1971 par le colonel Hugo Banzer, qui, après des affrontements sanglants (19-22 août 1971, plus de 300 morts), gèle les salaires, interdit les syndicats et les partis de gauche et impose une dictature sanglante. Torres a été assassiné dans son exil argentin en 1976.

2. Lidia Gueiler Tejada, présidente de la Chambre des députés, est élue présidente par intérim le 16 novembre 1979. Le soulèvement militaire du général Luis García-Meza Tejada prend le pouvoir et démet la présidente le 17 juillet 1980.

3. Du surnom « Goni » donné à l'ex-président Gonzalo Sánchez de Lozada.

La position de la COB

Nous reproduisons ci-dessous des extraits des interventions du secrétaire exécutif de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), Jaime Solares, lors de la réunion de la direction nationale élargie de la COB après la chute et la fuite du président Sánchez de Lozada. Ces citations ont été rapportées par Miguel Pinto Parabá (Econoticiasbolivia.com) dans un reportage intitulé « Les erreurs de la rébellion de l'Altiplano ». Jaime Solares a été reconnu comme le dirigeant légitime de la COB par le nouveau ministre du travail.

« Pour continuer à dominer l'Amérique latine, les gringos vont même faire appel aux armes pour nous repousser. C'est pourquoi nous devons aussi réfléchir à comment nous allons répondre à une possible invasion et à une agression internationale sous divers prétextes, comme il l'ont fait au Panama [1989] et dans d'autres pays. »

« Comment expliquer que les comités de quartiers de La Paz, qui ont été ceux qui impulsèrent les marches gigantesques et inédites, n'ont pas eu une direction unique ? »

« Les bases ont soif de justice et, dans le prochain conflit, elles vont passer au-dessus des directions qui ne se sont pas mises à leur hauteur »

« Nous, qui nous considérons révolutionnaires, nous ne pouvons pas mentir. Aucun chef ni aucun parti politique n'a dirigé ce soulèvement populaire. Ni Evo [Morales], ni Felipe [Quispe], ni nous, ne dirigeront la rébellion. Ce conflit n'a pas eu, malheureusement, de direction unitaire. Les travailleurs boliviens d'en bas ont été ceux qui ont

jeté bas le pouvoir de l'assassin "Goni" [Gonzalo Sánchez de Lozada]. Ce sont les masses mises en fureur qui ont donné une gifle à l'impérialisme nord-américain. Personne, aucun individu ni aucun parti, ne peut s'attribuer la direction de ce conflit. Jamais ! »

Cette réunion de la COB a adopté une résolution, que nous reproduisons ci-dessous :

La sang du peuple ne se négocie pas

« L'issue conjoncturelle qui se dessine au parlement pour la succession présidentielle ne constitue nullement un signe invitant les Boliviens à ranger les bannières sous lesquelles nous avons lutté durant quatre semaines.

« 140 vies ont arrosé notre patrie de leur sang généreux, montrant qu'avec notre force nous sommes capables de renverser les dictatures, même quand elles utilisent les oripeaux de la démocratie. Les gouvernements les plus sanguinaires qu'ils soient tombent sous les coups du peuple. Nous savons maintenant qu'avec notre organisation et notre lutte nous pouvons et devons mettre en échec le néolibéralisme.

« Aucune solution ne peut venir des partis politiques qui ont consenti au carnage du peuple et en ont été complices. Aucune solution n'est possible si la politique économique d'aliénation de nos ressources naturelles est poursuivie. Aucune solution n'est possible si l'on maintient les lois qui ne favorisent que les privilégiés de toujours. Avec un héroïsme inégalé le peuple a lutté pour le

gaz. Nous ne voulons pas seulement un changement de personnes du même acabit ; nous voulons des changements réels et profonds.

« Il n'y aura une solution qu'à la condition de réaliser les exigences de la mobilisation nationale et populaire pour laquelle sont tombés 140 de nos héros, ceux que nous ne devons pas trahir. Les exigences du peuple mobilisé sont :

● Annulation du Décret suprême 24806 qui établit le renoncement de l'État aux hydrocarbures. Annulation de la loi sur les hydrocarbures. Élaboration d'une politique souveraine de gestion des hydrocarbures, fondement des décisions futures en ce qui concerne l'industrialisation et l'avenir du gaz.

● Révision par le Congrès de tous les contrats de capitalisation, d'exploitation partagée et de location des gisements pétroliers, miniers et des entreprises étatiques, dans le respect de l'esprit de la Constitution.

● Annulation de la loi INRA qui mercantilise la terre. Redistribution des terres. Respect de la propriété communautaire et originelle.

● Restitution des droits sociaux aux travailleurs boliviens. Annulation immédiate de l'embauche libre.

● Réactivation de l'appareil productif national et rejet du libre échange tel celui établi par la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA).

● Non à l'impunité des bouchers d'Octobre : ils doivent être jugés pour le génocide de la population bolivienne qui s'est soulevée en défense de ses ressources naturelles et de la démocratie. Annulation de la loi de sécurité des citoyens, à l'abri de laquelle on a assassiné le peuple.

« Quel que soit le gouvernement, il doit réaliser les exigences populaires. Dans le cas contraire les rues et les chemins de la patrie seront à nouveau nos barricades. »

La Paz, 17 octobre 2003

sembler que Carlos Mesa a adopté le discours du MAS. Par conséquent il est nécessaire d'approfondir nos connaissances et d'assurer que la mise en œuvre de ces mesures profitera effectivement aux larges majorités nationales.

Il est clair que le MAS a eu la capacité de se mettre en syntonie avec les grandes aspirations nationales sur les questions relatives au gaz, à l'Assemblée constituante, à la terre et à l'environnement, etc., terrains qu'il a traités avec aisance jusqu'au 19 septembre. Postérieurement toutes nos faiblesses sur le plan de la direction politique et sociale sont apparues, de même que nous avons pu apprécier le manque d'un organisme capable de répondre aux demandes d'orientation venant des milieux populaires.

De la même manière, notre vision profondément syndicale des organisations nous a conduit à négliger d'autres espaces, qui ont été essentiels dans les mobilisations sociales. Ainsi le MAS a terriblement failli en négligeant les structures d'organisation territoriale, en particulier celles de voisinage et

des quartiers dont le rôle a été fondamental pour la chute du précédent gouvernement.

Cette situation nous impose de reformuler notre vision de la société et de ses composantes et aussi d'établir clairement ce qui constitue la lutte politique et la lutte syndicale. Nous avons fait preuve d'une confusion énorme qui nous a empêché de distinguer entre les composantes actives dans chacun des espaces, situation qui a conduit à un manque de confiance et à la confusion parmi nos militants et les secteurs sociaux proches.

Le moment politique dans lequel nous entrons exige une approche de caractère national, ne nous permettant plus de nous adapter à des particularités sectorielles ni de nous limiter à un discours fait de généralités ou de slogans. Il faut comprendre que si nous voulons participer à sa refondation, nous devons avoir une vision globale du pays que nous voulons construire et que cela passe par la clarification de toutes nos propositions concernant l'État ou la nation, tant juridiques que constitutionnelles, écono-

miques, etc. Nous devons avoir à l'esprit que les réalités sont différentes dans chaque région et nous devons formuler une proposition capable d'englober les visions et les aspirations des différents départements, classes, ethnies qui composent notre nation.

Une des leçons que nous devons tirer des derniers événements, c'est que nous avons besoin de l'expression réelle d'une direction politique organique permanente, capable d'intégrer rapidement les éléments et les analyses pour orienter le mouvement social. La pauvreté de notre espace de débat interne a été mise en évidence et elle s'est transformée en un frein en ce qui concerne notre capacité d'apporter rapidement des réponses opportunes aux demandes du mouvement social. Nous pouvons aussi constater le déficit de notre capacité d'élaboration des propositions politiques et des visions de la réalité nationale. Bien que coexistent dans nos rangs des opinions en provenance de divers territoires, elles ne s'expriment pas dans une discussion publique qui nous permette de nous approcher plus

exactement de la réalité vécue par le pays du point de vue populaire.

Cette faiblesse organique a eu des graves conséquences pour le MAS qui se sont manifestées par la désorganisation, la confusion, l'absence de direction, dans certains cas même le rejet favorisant l'apparition d'organisations et de personnages qui étaient au bord de la disparition politique à la veille des événements, tels la COB, Felipe Quispe, Mayor Vargas, etc. Une stratégie de formation politique idéologique devient indispensable si l'on veut permettre à nos militants de reconnaître le moment politique qu'ils vivent, ce qui leur permettra de se transformer en authentiques dirigeants et conseillers des luttes populaires. De cette manière le parti gagnerait en agilité, en présence et les militants parviendraient à dépasser les barrières de dépendance envers les dirigeants supérieurs en cas de crise, leur assurant la capacité de s'affirmer dans le cadre de la ligne politique de l'organisation.

Généralement le social s'exprime par des questions sectorielles, syndicales, des revendications particulières ou par d'autres formes, alors que le politique a comme axe central la problématique nationale et ses dérivés. Ces éléments tendent à se confondre dans nos analyses ce qui nous conduit à des propositions parfois erronées ou inopportunes. Par conséquent nous avons besoin de clarifier nos divergences. Dans l'actuel cadre politique il est indispensable de clarifier quelles sont les objectifs sociaux et quels sont les objectifs politiques. Par exemple, l'Assemblée constituante, la récupération des hydrocarbures, des terres et de l'environnement sont des objectifs politiques, alors que l'arrêt de l'éradication forcée [de la coca], le code fiscal, etc. constituent des



objectifs sociaux.

Toute cette analyse nous impose des tâches incontournables pour l'Instrument Politique (4), qui ne doivent pas être mises de côté à cause des questions bureaucratiques que nous aimons tant, car le pays exige des définitions pour lesquelles la voix du MAS ne peut être absente. En cas contraire le MAS se transformerait en un de ces partis politiques qui tentent de récupérer leur légitimité et leur crédibilité face à la société.

Les tâches qui apparaissent et dont la direction comme les militants doivent débattre sont les suivantes :

- Élections municipales ou élection de l'Assemblée constituante, lesquelles d'abord ?
- Le jugement des responsables coupables des massacres.
- Que faire dans les espaces territoriaux négligés : quartiers, districts, etc. ?
- Notre idée du nouveau pays que nous présenterons à l'Assemblée constituante.
- Tirer profit du sentiment anti-"Goni" pour revoir les accords passés par Sánchez de Lozada : révision des contrats de la COMIBOL, transfert de Vinto, etc. ■

4. Le concept d'Instrument Politique vient de l'histoire du MAS. Antonio Peredo Leigue, dont les deux jeunes frères Roberto ("Coco") et Guido ("Inti") sont morts dans la guérilla bolivienne d'Ernesto "Che" Guevara et le troisième, Osvaldo ("Chato"), a pris part à la guérilla de Teoponte en 1969, actuellement député et dirigeant du groupe parlementaire du MAS, a expliqué ainsi les origines de son parti dans un entretien avec Manuel Holzapfel G. publié par la revue Punto Final : « Il y a environ huit ans, un groupe de dirigeants syndicaux s'est posé la question de la nécessité de créer un instrument politique en Bolivie. Ils cherchaient ce qu'ils appelaient "notre" instrument politique. La Confédération des Paysans de

Bolivie, lors de son congrès, a décidé de créer l'Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples, qui devait être formé sur la base des organisations syndicales unies. Ils ont constitué un bras politique, qui a essayé de se présenter aux élections. Néanmoins, ils n'ont pas pu faire face aux obligations imposées par le code électoral. Alors, il a fallu chercher un petit parti dont le sigle était déjà légalisé devant la Cour Électorale pour les élections de 1997. A ces élections l'instrument politique a participé sous le nom de Mouvement pour le Socialisme (MAS). Il a réussi à faire élire quatre députés, parmi eux, Evo Morales. Dans ce processus le MAS a été "récupéré" par les six confédérations de la région de Cochabamba, organisations

représentatives des producteurs de coca, qui ont décidé de travailler plus profondément avec cet instrument et de participer aux élections municipales, réalisant un score relativement important. Cela a permis sa présence dans environ quatre-vingt municipalités, sur les 230. Renforcé par ces résultats, le MAS s'est préparée pour les élections présidentielles de cette année [2002] » Ajoutons, que ce petit parti « récupéré » par les syndicalistes, le MAS, était issu d'une scission de la Phalange socialiste bolivienne — une organisation contre-révolutionnaire en 1952... ce qui fournit à ses adversaires « l'argument » sur son caractère « réactionnaire », voire « fasciste » (cf. par exemple l'interview de Felipe Quispe reproduite ci-après).

Propos recueillis par Ximena Ortuzar*

La Paz, 25 octobre. Felipe Quispe, connu comme "Mallku", dirigeant de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB) et député du Mouvement indigène Pachakuti (MIP), organisations qui furent à l'initiative des protestations qui ont conduit à la guerre du gaz et au renoncement de Sánchez de Lozada, juge sévèrement le nouveau gouvernement.

Felipe Quispe : Ce gouvernement n'est pas nouveau. Du point de vue des majorités nationales, et avant tout indigènes, nous n'avons assisté qu'à un changement de personnes. Carlos Mesa Giesbert a été le vice-président de Gonzalo Sánchez de Lozada, souillé par notre sang et s'y vautrant. Ce gouvernement continue le même système capitaliste. Par conséquent, je dois dire que Mesa ne va pas satisfaire le peuple, parce que les lois néolibérales et impérialistes en vigueur sont contre le peuple.

● Quelles lois concrètement ?

Felipe Quispe : Par exemple la loi 1008, qui implique de s'en prendre à ceux qui cultivent et travaillent la feuille de coca, tant dans le Chapare que dans les Yungas de La Paz. Il s'agit de l'éradication de la coca imposée par les gringos (étrangers). La loi sur les hydrocarbures a également été imposée par les transnationales. Le Code fiscal, la loi de la sécurité des citoyens et d'autres, voilà la colonne vertébrale du néolibéralisme. Et c'est le décret 21060 qui établit le modèle néolibéral en Bolivie. Ces lois et ces décrets doivent être annulés.

● Vous vous êtes réunis avec le président Mesa et vous lui avez présenté ces demandes ?

Felipe Quispe : Oui. Nous lui avons dit clairement que s'il accomplit toutes nos demandes il sera notre ami et notre président, un dirigeant nationaliste. Mais s'il ne réalise aucune sorte de changement des lois, cela signifiera qu'il est soumis aux intérêts des gringos.

● Lui avez-vous donné un délai ?

Felipe Quispe : Nous lui avons donné 90 jours pour qu'il révise les lois, étudie nos demandes et les réalise. Lors de l'anniversaire de la fondation de La Paz nous nous sommes réunis dans un conseil municipal ouvert sur la place historique de San Francisco. Tout d'un coup Carlos Mesa est apparu, sans que quiconque l'ait invité. Ou peut-être certains dirigeants avec lesquels il est en contact l'ont invité. Mais en tout cas je ne savais pas qu'il

« Ici il faut tout changer, y compris le nom de ce pays »

interview de Felipe Quispe, dirigeant de la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie et député du Mouvement indigène Pachakuti

allait venir. Alors, en sa présence, nous avons donné un délai de 90 jours. Durant ce temps nous allons entrer dans un processus de dialogue pour que ce que nous avons demandé à Carlos Mesa et à son gouvernement s'accomplisse.

● **Et s'il ne les accomplit pas ?**

Felipe Quispe : Alors nous serons à nouveau obligés de sortir à la croisée des chemins, pour les couper, couper les routes, couper les livraisons de nos produits agricoles, étrangler les cités. Et les autres villes se lèveront aussi, comme elles l'ont fait en septembre et octobre.

● **Vous croyez que Carlos Mesa pourra réaliser vos demandes ?**

Felipe Quispe : Il vaut mieux qu'il le fasse, parce que c'est le seul moyen pour que nous puissions vendre nos produits agricoles dans de bonnes conditions et obtenir une stabilité pour les paysans.

● **Êtes-vous confiants ?**

Felipe Quispe : Bon, il est dans notre viseur. Et nous n'avons pas déposé les pierres et les pieux. Nous restons vigilants de manière permanente. Nous ne voulons préjuger de rien, mais je peux vous prédire que Carlos Mesa n'a pas beaucoup d'avenir ; il peut être égal ou pire que celui du boucher Sánchez de Lozada.

● **Quand vous parlez d'avenir, vous pensez à l'avenir politique ?**

Felipe Quispe : Précisément. Parce qu'ils ont déjà commencé à parler de nouveau de la vente du gaz aux États-Unis. Il y a peut-être déjà des documents signés ou des accords secrets avec les transnationales et le Pentagone. C'est ce qu'a été toute l'histoire de la Bolivie. Les gouvernements ont toujours pactisé dans le dos du peuple. C'est pourquoi nous n'avons pas beaucoup de confiance dans ce genre d'administration. Pour cela, nous, le MIP, nous avons pris nos distances.

● **D'autres partis ou mouvements ont fait confiance et ont appuyé le gouvernement. Qu'en pensez-vous ?**

Felipe Quispe : Que nous sommes plus radicaux. Nous avons initié une mobilisation le 2 septembre qui a duré jusqu'au 17 octobre, avec les blocages des routes, des grèves de la faim, des marches ; dans certains endroits, comme à Warisata, nous avons dû affronter les balles avec nos pieux. C'est un travail difficile qui nous a coûté du sang et des larmes. Nous n'allons pas co-gouverner avec Carlos Mesa. Nous sommes l'opposition vigilante. Il est vrai que d'autres mouvements ont déjà leurs ministres dans ce gouvernement et dépendent de lui. Ils prétendent vouloir travailler, contribuer... Cela signifie travailler en faveur du néolibéralisme et de l'impérialisme. Cela implique d'accepter la vente du gaz, de sauvegarder les lois



Dirigeants du MIP, Felipe Quispe à gauche

anti-indigènes, anti-travailleurs et contre le peuple appauvri. C'est leur choix. Parce qu'ils avaient besoin d'argent... C'est de la cuisine politicienne. Et ils sont là.

● **On dit que vous vous avec affrontez avec le Mouvement au Socialisme (MAS)...**

Felipe Quispe : Le MAS est une scission de la Phalange socialiste bolivienne et tout parti issu de cette organisation, que ce soit en Bolivie ou ailleurs, a une doctrine différente des intérêts des travailleurs, des paysans et des indigènes. Ce sont des partis réactionnaires. La doctrine de Carlos Mesa au travers son chemin au sein du MAS, qui est aujourd'hui là, où il aurait dû être toujours.

● **Où ça ?**

Felipe Quispe : Dans le gouvernement

● **Mais le MAS a déclaré qu'il se tient en dehors, qu'il observe.**

Felipe Quispe : C'est ce qu'ils disent...

● **Vous avez aussi déclaré que le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) est un antre de corruption et qu'il a été lié au trafic de drogue...**

Felipe Quispe : J'ai été prisonnier du gouvernement du MIR en 1992, pour des raisons politiques. A cette même occasion est tombé Oscar Eid Franco, le numéro deux de ce parti, pour rien de moins que le trafic de drogue. Il y a eu d'autres dirigeants du MIR mêlés au trafic de drogue, et aussi d'autres du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) et de l'Action démocratique nationaliste (ADN).

● **Pourquoi avez-vous été incarcéré ?**

Felipe Quispe : Parce que nous avons organisé l'Armée de guérilla Tupac Katari (EGTK), nous avons posé des bombes et lutté contre eux. Nous avons été plusieurs à être emprisonnés.

● **Vous avez dit qu'après la chute de Sánchez de Lozada les opportunistes sortent pour s'approprier la victoire. A quoi vous référez-vous ?**

Felipe Quispe : Le 2 septembre nous avons commencé les marches du sud, du nord, de l'est et de l'ouest pour nous concentrer à La Paz. Nous avons réalisé une assemblée, nous avons analysé la situation et nous avons décidé de rester ici, dans la cité, de nous séparer avec douleur des Indiens et de la coca et de nous déclarer en grève de la faim. Nous nous sommes installés dans le théâtre San Gabriel, qui appartient à une radio catholique, contrôlée par les prêtres.

● **Pourquoi ce choix ?**

Felipe Quispe : Nous pensions que ce serait plus sûr, que comme ceux qui nous gouvernent sont si chrétiens, ils n'allaient pas violer cette enceinte sacrée, leurs saints ensanglantés qui sont là... Nous avons eu raison.

* Ximena Ortizar est l'envoyée spéciale en Bolivie du quotidien mexicain de gauche, La Jornada. Nous avons traduit cette interview de La Jornada du 26 octobre 2003. (Traduit de l'espagnol par J.M.)

Ils ne nous ont pas écrasé et nous y sommes restés une semaine. Ensuite nous avons appelé nos frères du peuple bolivien pour qu'ils sortent et bloquent les chemins, les routes et l'économie.

● **Quelle a été la première demande de cette mobilisation ?**

Felipe Quispe : La libération immédiate de notre camarade Edwin Huampo Espinoza, dirigeant indigène incarcéré pour avoir appliqué la justice communautaire.

● **De quoi l'accusait-on ?**

Felipe Quispe : D'assassinat. Comme dirigeant syndical de la communauté Pucarani, il a effectué la sentence communautaire d'exécuter deux voleurs de bétail récidivistes. La justice du gouvernement ne reconnaît pas nos lois et l'accuse d'assassinat. Pour obtenir sa libération nous avons pris en otages deux vice-ministres, de l'agriculture et des questions rurales, qui ont promis de libérer notre camarade. Ils ont mis deux semaines, mais ils l'ont libéré. Le MAS et d'autres partis ont alors appelé à une marche pour le 19 septembre. Mais la vérité, c'est que cette marche fut comme un défilé folklorique : ils marchaient et les gens les regardaient passer. Ce n'était pas une manifestation, c'était un défilé d'écoliers.

● **Avez-vous poursuivi la grève de la faim dans le théâtre San Gabriel ?**

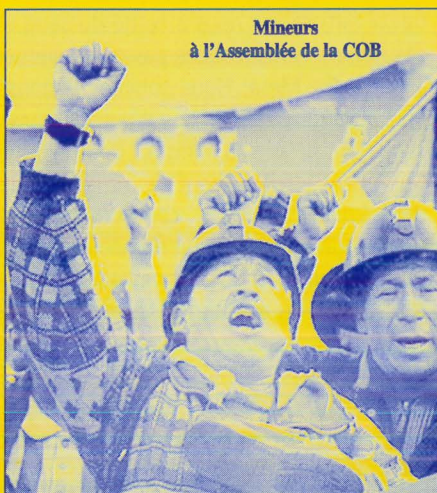
Felipe Quispe : Oui. Le 20 septembre les ministres sont venus dialoguer. Nous avons préparé les revendications sur la terre, l'environnement, les droits humains, l'éducation indigène, les transports et communications, les enseignants ruraux. Et aussi sur le développement des indigènes — les voies carrossables, l'eau potable, l'énergie électrique pour toutes les communautés, les centres de soins et les hôpitaux, la mécanisation des terres cultivables avec des machines agricoles. Nous demandions 1000 tracteurs, parce que depuis la venue des Espagnols nous continuons à travailler avec la charrue égyptienne qu'ils avaient apportée. Depuis la mort d'Atahualpa jusqu'à nos jours nous continuons à travailler avec la technologie laissée par les Incas. Rien n'a changé. Comment, avec ces outils archaïques, pourrions-nous concurrencer les autres pays déjà développés ? C'est ce que nous avons dit au gouvernement.

● **Mais c'est le 20 septembre que le massacre de Warisata a eu lieu...**

Felipe Quispe : Oui. A la mi-journée le téléphone cellulaire a rompu le silence. On m'appelait de Warisata, où il y avait un blocage de route, et on me dit : « Frère, 18

camions remplis de soldats armés jusqu'aux dents sont à 10 kilomètres et vont nous massacrer. » Ils ont continué à appeler : « Ils sont à cinq kilomètres, à deux kilomètres, à un kilomètre ». Alors ils ont ouvert le feu et la mitraille a retenti à travers les cellulaires nos écouteurs le chant des mitrailleuses. J'ai alors mis le téléphone à l'oreille du ministre de l'agriculture, Diego Añez Moscoso, et lui ai dit : « Écoutez, nous ne pouvons déjà plus dialoguer ». Le secrétaire d'État s'est alarmé et a dit qu'il allait parler au ministre de la défense, Carlos Sánchez Berzain.

● **Comme on le sait, c'est lui qui a ordonné le massacre...**



Felipe Quispe : Non seulement il l'a ordonné, mais il le commandait personnellement depuis un hélicoptère. A ce moment j'ai été informé de trois meurtres à Warisata et d'autres à Sorata. Nous avons rompu les négociations.

● **Et le soutien a grandi...**

Felipe Quispe : Le lundi 22 septembre la Centrale ouvrière bolivienne (COB) a appelé à une assemblée d'urgence. La COB est en réalité un cadavre, qui a plus ou moins tenté de ressusciter, car il est trop usé ; mais, finalement, la COB a appelé à la grève générale et les assemblées de quartier du Comité civique d'El Alto et de La Paz, la centrale ouvrière régionale d'El Alto et les gens en général se sont engouffrés dans cette lutte.

● **Le massacre de Warisata fut le détonateur de la généralisation ?**

Felipe Quispe : Le massacre a eu un impact et il a fait prendre conscience aux gens, il a réussi à pénétrer dans les cours de pierre qu'avaient nos frères de la ville qui nous observaient de leurs balcons. Heureusement. Y compris Evo Morales — qui se promenait alors en Libye ou à Genève, est venu. La

grève a été observée et les mineurs ont marché sur La Paz. A Ventilla il y a eu un nouveau massacre et cela a servi de bouillon de culture pour élargir le mouvement.

● **Pensiez-vous que vous obtiendrez la chute de Sánchez de Lozada ?**

Felipe Quispe : Non, au début non. Mais nous continuions à tirer la situation comme un chewing-gum, parce que la mère de ces batailles ce fut la grève de la faim convoquée par la CSUTCB. Ils ont ensuite continué à tuer à El Alto et ailleurs, toujours dans les villes pauvres, les villes perdues. Finalement les gens de la ville, la classe moyenne, les intellectuels, les étudiants, les défenseurs des droits humains ont commencé à entrer dans les églises et les paroisses catholiques et évangéliques et ont rejoint la grève de la faim. Et les ministres ont commencé à démissionner. Le premier à sortir du gouvernement fut le ministre du MIR, Jorge Torres Obleas (le fils du général et ex-président Juna José Torres), puis ce fut le porte-parole du gouvernement, Mauricio Antezana, et ainsi de suite — mais à ce moment il y avait déjà plus de 80 morts.

● **Quel est le nombre de morts selon vous ?**

Felipe Quispe : Il y a eu 88 morts, y compris les huit soldats trouvés dans une fosse commune à El Alto, exécutés par leurs supérieurs pour avoir refusé de tirer sur le peuple.

Bon, lorsque le boucher est parti, les puces se sont échappées. Et le peuple a fêté cela dans les rues comme un carnaval. Mais nous, nous étions tristes. Parce que nous avons travaillé au profit d'autres. Nous avons donné notre vie et versé notre sang pour d'autres, pour Carlos Mesa, qui a sans doute pensé dans sa chienne de vie qu'il serait président, et grâce à nous il l'est devenu.

● **Êtes-vous d'accord sur le référendum concernant la vente du gaz ?**

Felipe Quispe : Nous verrons comment cela se présente.

● **Participerez-vous à une Assemblée constituante ?**

Felipe Quispe : Non. Ce n'est pas notre plan ni un projet du MIP. En tant qu'indigènes nous ne sommes pas pour refonder la Bolivie ; nous allons mettre à l'ordre du jour la reconstitution du Qullasuyu et nous auto-déterminer comme nation indigène dans la République du Qullasuyu. Le reste, c'est comme si nous disions « le vêtement est trop vieux, nous allons lui mettre des emplâtres ». Ici il faut tout changer, y compris le nom de ce pays. ■